

Mme Thatcher persiste et signe

Mme Thatcher persiste et signe. Le dixième discours du trône dont elle est l'auteur, prononcé mardi 22 novembre par la reine Elizabeth dans les festes de la tradition britannique, porte, comme les précédents, la double marque qui caractérise le premier ministre britannique. Un style résolument autoritaire d'abord, par lequel elle s'affirme aussi bien à l'intérieur de son cabinet - dont les membres savent qu'ils doivent se soumettre ou se démettre - que devant une Chambre des communes où une confortable majorité la met pratiquement à l'abri de toute tentative de rébellion dans les rangs de son propre parti.

Une volonté déterminée, ensuite, d'aller toujours plus de l'avant dans cette « révolution thatcherienne » qui implique une libéralisation tout azimut de l'économie. C'est sur ce terrain que le discours prononcé à Westminster franchit réellement une nouvelle étape avec le programme de privatisation qu'il annonce. Écartée la polémique des dernières semaines sur l'intérêt de la sauvegarde d'un service public et d'une politique des prix : l'eau et l'électricité retourneront au secteur privé. En attendant celle des charbonnages, promise par le ministre de l'Industrie, cette double opération ramènera dans les caisses de l'Etat un total de quelque 30 milliards de livres.

Une fois de plus les détracteurs de Mme Thatcher dénonceront une politique consistant à brader les intérêts du pays et à « vendre l'argenterie de la famille ». On imagine mal, cependant, le premier ministre amener une politique suivie sans s'écarter depuis maintenant près de dix ans. Au nom de ces mêmes options libérales, le gouvernement présentera, durant la session parlementaire, une réforme permettant de simplifier la procédure sur les offres publiques d'achat lorsqu'elles ne prêtent pas à controverse.

Au moment où tous les pays industriels, même les Etats-Unis, tentent de mettre en place de nouveaux garde-fous contre les « raids » de toute sorte que lancent les entreprises, cette simplification ira-t-elle de pair avec la prudence imposée par des marchés financiers nerveux ? Sans vouloir faire de procès d'intention avant de connaître le détail de la nouvelle législation, la question mérite d'être posée.

Mais c'est sans doute la promesse de succès dans la lutte contre l'inflation qui provoque le plus de scepticisme. Dopée par une augmentation des salaires toujours supérieure à celle des prix, la consommation s'envole en Grande-Bretagne. Chaque mois confirme une surchauffe dont les pertes de Mme Thatcher minimisent parfois les enjeux. Rester à une croissance économique plus modérée, et surtout, plus saine, n'a cessé d'être le leitmotiv des interventions du chancelier de l'Echiquier Nigel Lawson. Pour y parvenir, il entend continuer de jouer, essentiellement, de l'arme du crédit et des taux de change.

Ces moyens sont-ils à la hauteur des objectifs ? La promesse d'un « atterrissage en douceur » de l'économie vient de perdre un peu plus de sa crédibilité avec la publication du dernier indice des prix indiquant une hausse de 6,4 % en douze mois. Procéder, dans de telles conditions, à de nouveaux allègements d'impôts s'annonce pour le moins dangereux.

(Lire nos informations page 3.)

M 0147 - 11240 - 4,50 F



3790147004500 11240

A la veille du sommet franco-espagnol Attentat meurtrier à Madrid devant le siège de la Garde civile

Quelques heures avant la réunion à Montpellier du sommet franco-espagnol, où la coopération dans la lutte antiterroriste devait, entre autres sujets, être discutée, un attentat à l'explosif a fait, dans la nuit du mardi 22 au mercredi 23 novembre, deux morts et plus de quarante blessés à Madrid, devant le siège de la Garde civile.

Il était environ minuit, mardi 22 novembre, lorsqu'une charge télécommandée, extrêmement puissante et dissimulée à bord d'une fourgonnette a explosé devant la direction générale de la Garde civile. Une personne a été tuée sur le coup, et un enfant de trois ans est mort, peu après, de ses blessures. On compte en outre plus de quarante blessés, dont plusieurs sont dans un état grave.

L'attentat n'avait pas encore été revendiqué mercredi en fin de matinée, mais les autorités espagnoles ne mettent pas en doute qu'il est l'œuvre de l'ETA.

Cet attentat est intervenu à la veille du sommet franco-espagnol qui s'est ouvert mercredi 23 novembre, à Montpellier, et auquel participent, outre MM. François Mitterrand et Felipe Gonzalez, quatorze ministres français et espagnols. Ce sommet précède d'une dizaine de jours la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze, qui se tiendra à Rhodes. Les problèmes de la construction européenne devraient être notamment passés en revue à Montpellier, car

L'Espagne assumera pendant le premier semestre 1989 la présidence de la CEE, la France devant lui succéder le 1^{er} juillet.

(Lire page 3 l'article de notre correspondant THIERRY MALINIAK.)



Lire page 9 l'article de DANIEL CARTON

La campagne pour les élections du 4 décembre

Venezuela, la nostalgie de l'âge d'or

Les élections présidentielles et législatives auront lieu le 4 décembre au Venezuela. Le nouveau président, qui, selon tous les sondages, devrait être le candidat d'Action démocratique, M. Carlos Andres Perez, ne prendra ses fonctions qu'en février 1989. Son principal adversaire est le chrétien-démocrate Eduardo Fernandez, mais le MAS (gauche) pourrait devenir le deuxième parti du Congrès.

CARACAS
de notre envoyé spécial

« Ni Tigre ni Gochó ». Expression du rejet des deux grands partis qui dominent la vie politique vénézuélienne, le slogan, écrit en lettres géantes sur un mur de béton, a peu de chance d'être entendu. La course à la présidence se joue entre, d'une part, le représentant de l'Action démocratique, de tendance vaguement social-démocrate et populiste et, d'autre part, le champion du COPEI, démocrate-chrétien ; la vingtaine d'autres candidats ne pouvant espérer faire mieux que de la figuration. Traditionnellement, les quelque 10 millions d'électeurs vénézuéliens accordent à 80 % leurs suffrages aux deux grands partis, immenses machines à distribuer postes et prébendes, qui comptent au total près de 4 millions de membres.

« El Tigre », tel est le surnom agressif que s'est lui-même accolé M. Eduardo Fernandez, candidat du COPEI, pour montrer sans doute qu'il n'a pas peur de M. Carlos Andres Perez. Appelé « El Gochó », celui-ci a déjà été président de la République, de 1974 à 1979, et tous les observateurs s'accordent à penser qu'il devrait succéder à un autre membre de l'Action démocratique.

M. Jaime Lusinchi, qui n'a pas le droit de se présenter à deux mandats consécutifs.

La campagne électorale a commencé depuis plusieurs mois dans chacune des grandes formations. M. Fernandez s'est imposé au sein du COPEI, dont il est le secrétaire général, contre un autre ancien président de la République, Rafael Caldera, qui ne manque pas une occasion de dénigrer le candidat de son propre parti. Quant à M. Carlos Andres Perez, plus familièrement appelé « CAP », qui a le sourire plus carnassier que son rival de Tigre, il a battu le prétendant favori de M. Lusinchi, l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Octavio Lepage.

L'entente ne règne donc pas parfaitement à l'intérieur des

deux grands partis, mais le COPEI paraît plus atteint. L'Action démocratique sait par expérience que les meilleures chances du candidat démocrate-chrétien résident dans ses propres divisions. Aussi M. Lusinchi et Andres Perez, malgré leurs désaccords, ont passé une sorte de pacte de non-agression. CAP veut se situer dans une certaine continuité du gouvernement Action démocratique, tandis que M. Lusinchi ne désespère pas de devenir président du Congrès, voire d'être de nouveau candidat à la magistrature suprême, dans cinq ans, avec la bienveillante neutralité de CAP.

DANIEL VERNET.
(Lire la suite page 5.)

Langue régionale et fonds de développement M. Joxe propose un dialogue aux nationalistes corses

En visite en Corse, mardi 22 novembre, M. Pierre Joxe, accompagné de Mme Edith Cresson, a annoncé que, dès la rentrée scolaire de l'automne 1989, 100 % des élèves pourraient recevoir un enseignement de langue corse. Le ministre de l'Intérieur, qui souhaite obtenir de l'ex-FLNC une prolongation de la trêve, a appelé les élus nationalistes de l'île au dialogue.

AJACCIO
de notre envoyé spécial

Ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe a nécessairement un côté Père Fouettard. Mais, chaque fois qu'il vient en Corse, il s'emploie aussi à jouer les Pères

Noël. L'un dans l'autre, sa hôte est toujours pleine de mesures, de projets, qui font éclore les sourires ou les grimaces, mais qui montrent, en tout cas, que le ministre et tout le gouvernement sont bien décidés à travailler au corps l'île de Beauté.

Pour sa quatrième visite en cinq mois, M. Joxe est resté fidèle à cette ligne de conduite : les responsables corses politiques, économiques et sociaux, rassemblés mardi à Ajaccio, ont eu droit à leur lot, désormais régulier, d'annonces et de nouvelles venues du continent, avec, en prime, un exposé touffu de Mme Cresson, d'où il ressort qu'avec l'aide de l'Europe le gouvernement va consentir un effort financier « massif » pour le développement de l'île.

Renforcement de l'Etat et de l'application de la loi en Corse, développement économique et culturel : M. Joxe a rappelé que le gouvernement a ainsi défini les axes de son action en Corse, avant de faire le point sur la plupart des volets de cette action.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(Lire la suite page 10.)

Les décisions de Pechiney et le marché des métaux

Le retour de l'« alu »

La décision annoncée le 21 novembre par Pechiney de construire une nouvelle unité d'aluminium à Dunkerque braque le projecteur sur ce métal centenaire, mis au point par la recherche française, et aujourd'hui omniprésent. Mais ce « retour en France » de l'aluminium ne remet pas en cause la nouvelle géographie d'un marché mondial dominé par une « délocalisation » vers l'Australie, le Canada, le Venezuela ou les émirats pétroliers.

Le coq d'aluminium qui trône au siège de Pechiney rue Balzac à Paris a dû pousser un cri de

triomphe au matin du 21 novembre. Ces dernières années, le groupe français avait choisi l'exotisme et les ressources d'énergie bon marché pour implanter ses usines d'aluminium aux antipodes et au Canada. La production de l'Hexagone se concentrait, lentement mais sûrement, vers un seul site : Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), le plus rentable. L'industrie de l'aluminium connaissait une évolution à la japonaise, en moins spectaculaire (les capacités de production, sur le territoire nippon sont passées de 1,6 million de tonnes à 64 000 tonnes en dix ans).

ERIC FOTTORINO.
(Lire la suite page 34.)

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Trois places pour le 26 », une comédie musicale de Jacques Demy sur et avec Yves Montand

Mahmoud Zemmouri réalise une comédie en Algérie : pendant les émeutes, le tournage continue
Pages 13 à 15

Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.
Pages 31 à 33

PRIX FEMINA ETRANGER



AMOS OZ La boîte noire

Un grand roman... magnifiquement maîtrisé. Violent, émouvant, faisant vibrer toutes les variétés de l'amour, du plus innocent au plus destructeur.

PIERRE ENCKELL L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI
Une plongée romanesque dans le monde oppressant des hautes familles... qu'Amos Oz décrit avec une terrible précision.

CAHERINE DAVID LE NOUVEL OBSERVATEUR

(Almann-Lévy)

Etranger

ISRAËL : la formation du gouvernement

Les travaillistes suspendent leurs négociations avec M. Shamir

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Mouvement tactique ou retrait définitif dans l'opposition ? Les travaillistes de M. Shimon Peres ont annoncé, mardi 22 novembre, qu'ils suspendaient les pourparlers engagés depuis une dizaine de jours avec le Likoud pour former un nouveau gouvernement d'union nationale.

Dans l'entourage du chef du Likoud, on indiquait que M. Itzhak Shamir allait donc reprendre ses laborieuses négociations avec l'extrême droite et les partis religieux pour constituer un gouvernement dit de « coalition restreinte ». Un responsable du parti, M. Ronnie Milo, a assuré que le premier ministre sortant espérait y arriver d'ici la fin de la semaine prochaine. On ne cachait pas que M. Shamir « préférerait toujours gouverner avec les travaillistes » et pourrait même leur proposer de se joindre à la coalition, une fois celle-ci formée.

Les exigences des religieux

Pour l'heure, M. Shamir ne peut disposer d'une majorité à la Knesset que s'il conclut un accord avec les partis religieux. Tâche malaisée : ces partis se disputent les mêmes portefeuilles, font de la surenchère permanente, sont en conflit ouvert avec la communauté juive américaine sur le « loi du retour » (le Monde du 23 novembre), cependant que l'un d'entre eux, Agoudat Israël, menace chaque jour, et publiquement, d'« abandonner » M. Shamir et d'appuyer M. Peres.

M. Shamir avait entamé des conversations informelles avec les travaillistes il y a dix jours, immédiatement après que le président de l'Etat, M. Haim Herzog, lui eut demandé de constituer le prochain gouvernement. Lors du scrutin législatif du 1^{er} novembre, le Likoud avait obtenu 40 sièges (sur 120), les travaillistes 39 et, faute d'accord entre les deux « grands », aucune majorité n'est envisageable sans l'appui des partis religieux (18 sièges). Le problème pour M. Shamir est que les rabbins ont de lourdes exigences. Ils réclament

notamment — les ministères de l'intérieur, de la construction et de l'habitat, celui de l'éducation nationale, des affaires religieuses, de nombreux postes de vice-ministres, le contrôle du cadastre, la direction de la loterie nationale et une chaîne de radio « orthodoxe ».

Les négociateurs travaillistes — MM. Moshe Shaleh et Haim Bar-Lev — ont rompu parce qu'ils estimaient insuffisantes les propositions du Likoud. Les deux partis sont d'accord pour que M. Shamir dirige le gouvernement pendant quatre ans et pour taire leur différend sur la question de la conférence internationale de paix au Proche-Orient. Mais les travaillistes veulent deux ou trois grands ministères (défense, affaires étrangères et finances), et le Likoud ne leur en offre qu'un seul. De même, M. Shamir refuse que le gouvernement soit à nouveau dirigé par un cabinet restreint composé à part égale de ministres travaillistes et du Likoud.

Aucun commentateur politique n'exclut que les conversations entre les deux « grands » puissent reprendre ni que la décision travailliste ne soit destinée qu'à faire fléchir un peu le Likoud. Une bonne partie des amis de M. Peres estiment toutefois qu'il est grand temps de s'insérer dans l'opposition et de laisser M. Shamir se débrouiller avec ses impossibles partenaires religieux et d'extrême droite.

ALAIN FRACHON.

● Jérusalem en « désaccord profond » avec le texte de la CEE sur le CNP. — Israël s'est déclaré, mardi 22 novembre, en « désaccord profond » avec le Communiqué européen, au lendemain de l'adoption par les Douze d'un communiqué voyant des « pas positifs » dans les résolutions votées la semaine dernière par le Conseil national palestinien (CNP) (le Monde du 23 novembre). « Le communiqué de la CEE reflète les efforts déployés par la Communauté pour présenter les décisions du CNP comme sans équivoque et appréciables. Sur ce point, nous sommes en profond désaccord avec nos amis européens », a affirmé le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Alon Liel. — (Reuters.)

Les Libanais ont célébré dans la division le quarante-cinquième anniversaire de leur indépendance

Les Libanais ont célébré, mardi 22 novembre, dans la division, le quarante-cinquième anniversaire de leur indépendance, soldats chrétiens et soldats musulmans défilant séparément devant leurs généraux.

BEYROUTH
de notre correspondant

La fête de l'indépendance a été perturbée à l'intérieur du camp musulman par de violents affrontements entre les deux milices rivales, AMAL et Hezbollah. Ces heurts faisaient suite à un attentat, la veille près de Baalbek, auquel ont échappé trois des principaux responsables du mouvement intégriste, les cheikhs Ibrahim el Amine, Sobhi Toufayli et Mohamad Yazbeck. Apparemment, cet attentat constituait une réponse à celui dont avaient été victimes, le mois dernier, trois dirigeants d'AMAL.

Les affrontements de lundi, les premiers dans la banlieue sud de

Beyrouth depuis que les troupes syriennes y ont pénétré en juin, ont provoqué la fermeture de la route de l'aéroport. Malgré l'intervention de l'armée syrienne, qui a séparé les belligérants, la tension demeure vive dans ce secteur.

Les militaires de Damas ont dû également intervenir pour mettre un terme à une querelle à coups de mitrailleuse entre AMAL et le Baas pro-syrien à l'extrémité — côté Beyrouth-Ouest — de la voie de passage intersecteur, qui, elle aussi, a été fermée pour la première fois depuis deux mois. Le conflit portait sur la perception de « taxes » sur les marchandises passant d'un secteur à l'autre.

Simultanément, Israël frappait une fois de plus au Liban sud, son aviation effectuant un raid contre les camps palestiniens de Salda : trois morts, dix blessés.

Enfin, aucune trace du délégué du CICR, M. Peter Winkel, n'a été trouvée, une semaine après son enlèvement, jeudi dernier à Salda.

LUCIEN GEORGE.

CORÉE DU SUD

L'ancien président Chun a présenté des excuses publiques pour les exactions commises sous son règne

L'ancien président Chun Doo Hwan s'est publiquement excusé, mercredi 23 novembre, en direct à la télévision, pour les malversations qu'il a commises pendant ses huit années de pouvoir, et a déclaré qu'il avait choisi un exil intérieur. Cédant à la pression publique et à la menace d'être poursuivi légalement, il a lu, de son domicile dans le quartier ouest de Séoul, un texte de vingt-sept minutes dans lequel il a présenté ses excuses. Plusieurs journalistes étaient présents lors de son allocution, tandis qu'à l'extérieur quel-

que cinq mille policiers quadrillaient le quartier.

« Toutes les erreurs politiques sont de ma faute et j'en suis totalement responsable », a notamment déclaré l'ancien président sud-coréen. « J'ai passé les neuf derniers mois à me repentir, me rendant compte que j'avais commis de graves erreurs. Je m'excuse sincèrement, demande à être pardonné et attends le jugement du peuple », a ajouté M. Chun, qui avait du mal à réprimer ses larmes après son intervention.

L'ancien président a ensuite quitté la capitale pour une destination inconnue, à

la campagne. Il a promis de remettre à l'Etat près de 20 millions de dollars détournés et 3 millions sur ses fonds personnels. Il a cependant nié avoir placé sa fortune personnelle à l'étranger.

Selon des informations de presse, l'actuel président Roh Tae Woo, qui fut son ami, aurait l'intention de demander son pardon, jeudi ou vendredi. Les étudiants les plus radicaux ont rejeté les excuses publiques de M. Chun et sa décision de remettre l'argent à l'Etat, estimant que cela était insuffisant. Ils prévoient de tenir, samedi, un rassemblement contre l'ancien président.

L'expiation

TOKYO
de notre correspondant

Malgré ses apparitions quotidiennes à la télévision d'Etat au cours des sept années qu'il passa au pouvoir (soit 1980-février 1988), M. Chun Doo Hwan était finalement peu connu des Coréens. Ils ne savaient qu'une chose, c'est qu'ils ne l'aimaient pas. Depuis quelques mois, l'ex-président est encore plus impopulaire, mais ils savent pourquoi : ce qui n'était que rumeurs s'est confirmé. La corruption de son entourage comme les brutalités de son régime sont étalées au grand jour et lui-même a été contraint d'exprimer son repentir.

Bien que le régime Chun coïncide, pour la Corée du Sud, avec une période de prospérité économique et de prestige international (couronnées par les Jeux olympiques), l'ex-président n'a jamais bénéficié de la légitimité d'un Park Chung Hee, par exemple, pourtant comme lui ex-général, et qui s'était emparé du pouvoir en 1961. Les Coréens étaient redevables à l'autoritaire Park d'avoir construit le pays, même si la fin de son régime, notamment à partir des réformes « revitalisantes » Yushin de 1973, avait pris un caractère dictatorial. Avec l'ex-général Chun qui, à la faveur d'un coup de force dans l'armée en décembre 1979, deux mois après l'assassinat de Park, s'empara du pouvoir (il se fit porter à la présidence en août 1980), la chape de répression fut encore plus pesante. La limite quo-

tidienne des libertés, les risques d'arrestation à la moindre contestation, que rappelait l'omniprésence de la police, contribuèrent beaucoup à l'impopularité du nouveau homme fort de la Corée.

Il y eut pendant son règne plus de prisonniers politiques que du temps de Park. Les cas de tortures (dont, l'année dernière, celui d'un étudiant mort dans les locaux de la police), les « camps d'entraînement » tenus par l'armée où, vient-on d'apprendre, sont morts 50 détenus, les « centres de bien-être » pour les vagabonds, handicapés et enfants abandonnés où l'on envoyait ceux dont on voulait se débarrasser (16 125 personnes étaient placées ainsi en « division de protection » au milieu de 1987), la mort de plus de 2 000 militaires qui se sont suicidés à la suite de mesures disciplinaires et des 180 autres tués par leurs supérieurs (révélations faites récemment par une commission d'enquête parlementaire) : autant d'abus que les Coréens connaissent de bouche à oreille et qui alimentaient le climat de crainte.

Aujourd'hui, les « rumeurs » sont devenues des faits établis, et ces révélations — ou confirmations — ont provoqué une vague de colère populaire dépassant de beaucoup les milieux contestataires.

La corruption de l'entourage de M. Chun (dont neuf membres ont été arrêtés) et en particulier celle de sa femme étaient aussi de notoriété publique, même si l'on préférait n'en parler qu'entre amis. Ces

trafics d'influence étaient d'autant plus choquants que M. Chun avait lancé en 1980 une grande campagne de purification qui avait conduit à l'arrestation de 57 000 « éléments anti-sociaux » (c'est-à-dire corrompus) dont 3 000 purgés des peines de prison.

L'ombre de Kwangju

Il pesa, surtout, toujours une ombre sur le régime Chun : l'ex-général de parachutistes était arrivé au pouvoir dans le sang. Kwangju, mai 1980 : une émeute populaire provoquée par l'extension de la loi martiale à tout le pays. L'intervention des parachutistes qui tirèrent dans la foule, chargèrent à la baïonnette : officiellement, 200 morts ; selon les habitants, un millier. Des images qui resteront dans les mémoires.

Le général Chun était alors l'homme fort du pays, cumulant les fonctions de chef des services de renseignements de l'armée et de directeur de la KCIA (c'était la première fois qu'un seul homme contrôlait les deux services de renseignement mis en place par Park pour se surveiller l'un l'autre). La répression à Kwangju n'avait pu être ordonnée que par lui. L'ostentation traditionnelle dont sont l'objet les habitants de la province de Cholla (dont Kwangju est la capitale), la propagande officielle et la répression ont longtemps contribué à jeter un voile sur le massacre de Kwangju. Ce n'est que récemment que la majorité des Coréens ont

compris ce qui s'était réellement passé.

M. Chun s'est repenti et doit quitter sa demeure de Séoul comme un déchu : un départ donné en pâture à la nation, filmé en direct par les caméras de télévision afin que chacun soit certain qu'il s'en va bien pour son exil rural. Mais les habitants de Kwangju et ce fils du Cholla qu'est M. Kim Dae Jung, chef du principal parti d'opposition, se contenteront-ils de cette revanche ? Ils veulent autre chose. La vérité — à commencer par le nombre exact des morts — dans une affaire qui peut se révéler gênante pour M. Roh Tae Woo, commandant à l'époque de la garnison de Séoul et surtout deuxième homme fort de la brochure de généraux au pouvoir derrière le gouvernement civil.

L'opposition (majoritaire) a fait approuver, mardi 22 novembre, par la commission parlementaire d'enquête sur l'affaire de Kwangju, la décision de convoquer devant elle, à titre de témoins, les 6 et 7 décembre, M. Chun et l'ancien président de la République, M. Choi Kyu Ha (chef de l'Etat au moment du massacre), créant une situation politique délicate. Le secrétaire général du Parti pour la justice et la démocratie (gouvernement), M. Park Joon Byong, a aussitôt annoncé son intention de démissionner : ancien général, commandant la 20^e division dont les hommes matèrent la rébellion de Kwangju, il avait été décoré par M. Chun pour cette action, a-t-on récemment appris.

PHILIPPE PONS.

Les Emirats arabes unis achètent à nouveau des missiles français

Les Emirats arabes unis, l'un des Etats du golfe Arabo-Persique, et la France, viennent de signer un accord portant sur la livraison de missiles Crotale de défense anti-aérienne. Aucune précision sur le nombre des rampes ni sur la valeur globale de ce contrat n'a été donnée de source officielle.

Un premier contrat, conclu en 1976, avait abouti à la livraison à ce même pays d'un lot de cent huit missiles Crotale, qui sont

conçus par les groupes Thomson-CSF et Matra.

Depuis une dizaine d'années les Emirats arabes unis ont acquis en France des chars AMX-30, des blindés légers AMX-10 et M-3, des Mirage-5 et des hélicoptères Super-Puma. Des négociations sont en cours pour apurer un contentieux avec la France portant sur la livraison de Mirage-2000 que le client ne juge pas conforme aux conditions du contrat.

PAKISTAN

M^{me} Bhutto a rencontré le chef de l'Etat

M^{me} Benazir Bhutto, la dirigeante du Parti populaire pakistanais (PPP), qui pourrait être appelée, rapidement, à former le prochain gouvernement, a rencontré, le mardi 22 novembre, à Islamabad, le président de la République par intérim, M. Ishaq Khan, puis le chef de l'armée, le général Aslam Baig.

Pour sa part, M. Nawaz Sharif, le dirigeant de l'Alliance démocratique islamique (ADI), a eu un entretien de plus d'une heure avec le président de la République. Le PPP est arrivé, largement en tête des élections législatives, mais sans obtenir la majorité.

Toutefois, M^{me} Bhutto affirme avoir déjà une confortable majorité à l'Assemblée nationale et a demandé au président de l'appeler à former le gouvernement.

Entre-temps, à Moscou, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a exprimé sa satisfaction après la victoire électorale du parti de M^{me} Benazir Bhutto, en notant qu'elle s'est prononcée pour l'« amélioration des relations avec l'Union soviétique » et pour une « stricte observation des accords de Genève » sur l'Afghanistan. — (AFP.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 05

Tél : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 42-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Varner

Correspondant en chef :
Claude Salas

ABONNEMENTS
PAR MINUTE
36-15 — Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 — Tapez LEMONDE

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-42 ou 45-55-91-71
Télécopieur : 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	EUROPE	SURSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
1 an	1 296 F	1 488 F	1 944 F	2 674 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENOUVER CE BULLETIN
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse indiqués en
verticales : les abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

en direct du musée

200 créations : la griffe 89

Boutique Paris Musées Forum des Halles
Galeries Lafayette Haussmann

PARIS
MUSÉES

Europe

ESPAGNE : attribué aux séparatistes basques

Un attentat à la voiture piégée a fait deux morts et plus de quarante blessés à Madrid

MADRID
de notre correspondant

L'ETA a tenu à rappeler de manière sanglante qu'elle était toujours bien là à la veille du sommet franco-espagnol de Montpellier, au cours duquel la coopération dans la lutte antiterroriste figure en bonne place. Personne ne doute, en effet, que les séparatistes basques sont bien les auteurs du sanglant attentat à la voiture piégée qui a fait deux morts et plus de quarante blessés dans la capitale espagnole dans la nuit du 22 au 23 novembre.

Il était environ minuit lorsqu'une fourgonnette s'est arrêtée devant l'une des guérites de la direction générale de la Garde civile, dans la partie ouest de Madrid. Avant que la sentinelle n'ait pu réagir, ses occupants en descendant précipitamment et s'engouffrant dans une autre voiture qui les suivait. C'est de ce second véhicule qu'ils actionnèrent à distance la charge explosive installée dans la fourgonnette. Tout s'est passé en quelques secondes.

Un passant âgé de trente-huit ans, travailleur de la télévision espagnole, a été tué sur le coup et un enfant de trois ans est mort peu après. Parmi les blessés figurent à la fois des gardes civils et des personnes qui se trouvaient à proximité de l'édifice. Plusieurs d'entre eux se trouvent dans un état désespéré. L'explosion a été tellement violente qu'elle a ouvert dans la façade un trou de 5 mètres de diamètre et qu'une trentaine de voitures ont pris feu aux alentours. Tous les carreaux ont été défoncés dans un rayon de près d'un kilomètre.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jose Luis Corcuera, s'est immédiatement rendu sur les lieux avant de paraître, vers 3 heures du matin, devant les journalistes. « À aucun moment le gouvernement n'a pensé que l'ETA pouvait cesser de tenter de tuer », a-t-il dit, en ajoutant qu'au vu de la quantité d'explosifs utilisés (plus de 30 kilos) les auteurs de l'attentat avaient voulu commettre « un véritable massacre ». M. Corcuera a estimé que cette action pouvait être

l'œuvre, non du « commando Madrid », qui avait maintenu séquestré durant huit mois l'homme d'affaires Emiliano Revilla, mais bien d'un autre commando venu spécialement à cet effet dans la capitale.

Des perspectives de dialogue qui s'éloignent

L'ETA a eu de plus en plus recours, ces dernières années, au procédé de la voiture piégée, dont les effets sont particulièrement sanglants. La dernière fois, un attentat contre la Garde civile à Saragosse, en décembre 1987, avait fait onze morts. La direction générale de la Garde civile de Madrid aujourd'hui visée avait déjà fait l'objet d'un premier attentat avec le même procédé, en mai de l'année dernière. Les mesures de précaution aux alentours ne semblent pas malgré tout s'être révélées plus efficaces.

Chacun s'attendait à une reprise des attentats dans la capitale après la libération, le 29 octobre, de

M. Revilla. L'ETA avait formulé trois jours plus tard une offre de « trêve » dans laquelle elle exigeait à nouveau la discussion de son « programme minimum » traditionnel, et la fin des « hostilités policières » au Pays basque. Une offre de trêve considérée par le gouvernement de Madrid comme une simple « manœuvre de propagande ».

Tout porte à croire aujourd'hui que les perspectives de « dialogue » sont des plus lointaines, alors que les séparatistes basques ont reconstruit une partie non négligeable de leur infrastructure. Ils disposent apparemment d'un commando dans la capitale et de deux autres au Pays basque même, et tentent de se réorganiser en Catalogne (la police a même il y a quelques jours une opération manquée contre deux membres de l'organisation à Barcelone). Que sa capacité opérationnelle soit ou non réduite, l'ETA vient de montrer à nouveau qu'elle était toujours en mesure de frapper fort.

THIERRY MALINAK

GRANDE-BRETAGNE : le discours du trône devant le Parlement

La distribution d'eau et l'électricité vont être privatisées

LONDRES
de notre correspondant

Les grands thèmes de la « révolution thatcherienne », celle des privatisations et du plus grand libéralisme, ont été à nouveau réaffirmés lors du discours d'ouverture du Parlement britannique lu, mardi 22 novembre, par la reine Elizabeth.

Venu du palais de Buckingham dans un carrosse flamant neuf — avec vitres électriques —, don de l'Australie, la reine a été, pour la dixième fois en trente-six ans de règne, le porte-parole de M^{rs} Thatcher sous les voûtes de la Chambre des lords. Le discours, très court — il n'a duré que neuf minutes —, contenait cependant seize projets de loi, dont les plus importants concernent la politique économique.

Deux projets — attendus — prévoient la privatisation de l'eau et de l'électricité. Les dix directions régionales de l'eau en Angleterre et au Pays de Galles seront dénationalisées d'ici à la fin 1989, rapportant à l'Etat entre 5 et 7 milliards de livres.

La privatisation de l'électricité sera la plus importante jamais réalisée en Grande-Bretagne : elle devrait rapporter plus de 20 milliards de livres, estiment les analystes. Le CEBG (Central Electricity Generating Board) sera scindé en deux sociétés, tandis que la distribution sera assurée par douze compagnies régionales.

Parmi les autres mesures que le gouvernement soumettra aux parlementaires figure une réforme de la législation sur les offres publiques d'achat (OPA) destinée à simplifier la procédure dans les cas où les OPA ne prêtent pas à controverse en matière de concurrence.

La lutte contre l'inflation continuera à être une priorité. La progression des dépenses publiques sera maintenue sous contrôle pour donner au gouvernement « la possibilité de procéder à de nouvelles réductions d'impôts, quand il sera prudent de le faire ».

En politique intérieure, l'accent est mis sur la lutte contre l'Armée républicaine irlandaise (IRA). M^{rs} Margaret Thatcher — qui a déjà interdit d'admettre les sympathisants de l'organisation clandestine, y compris les députés du Sinn Féin (branche politique de l'IRA) — cherche à étouffer financièrement. Un projet de loi propose la saisie des biens de ceux qui soutiennent le terrorisme et la possibilité pour les banques de communiquer des renseignements sur des comptes pouvant appartenir à des organisations terroristes.

Le hooliganisme sur les stades de football sera également combattu

par l'obligation pour tout spectateur de posséder la carte d'un club. Elle permettra l'identification des « casseurs » et leur exclusion des stades. Il n'existe pas en effet de carte nationale d'identité en Grande-Bretagne.

Par ailleurs, M^{rs} Margaret Thatcher entend mettre un terme aux scandales qui se sont succédés au sein du contre-espionnage britannique, le MI 5. Pour éviter que ne se reproduise l'affaire « Spycatcher » (les Mémoires de l'ancien dirigeant du MI 5 Peter Wright), la « Dame de fer » propose une réforme du service, créé il y a soixante-dix-neuf ans. Le ministre de l'Intérieur, Lord Howe, devra rendre compte des activités du MI 5 devant le Parlement et les membres du contre-espionnage — deux mille actuellement — seront tenus, de par la loi, à un strict devoir de réserve.

Le projet de loi ne concerne pas les services d'espionnage proprement dit (MI 6) ni les services de communication du renseignement.

En politique extérieure, le discours n'apporte aucune révélation. Le gouvernement entend maintenir une défense « forte et efficace », réaffirme son appui à la position américaine d'une réduction de 50 % de l'arsenal nucléaire des deux grandes puissances et se félicite de la venue prochaine de M. Mikhaïl Gorbatchev à Londres.

M^{rs} Thatcher renouvelle enfin son soutien aux habitants des Malouines, tout en affirmant sa volonté de négocier avec l'Argentine. — (Interim.)

La reine interdite de voyage en URSS

Dans son désir de dicter la juste voie et la bonne manière de traiter avec l'Est, rien n'arrête plus M^{rs} Thatcher, pas même l'interdiction royale britannique. La presse de fin de semaine faisait ses gros titres sur le « veto » qu'apposerait le premier ministre à une invitation de la reine en URSS.

En fait, c'est le porte-parole de M^{rs} Thatcher, M. Bernard Ingham, qui avait estimé, lors d'une conférence de presse, que le chef du gouvernement serait hostile à une telle invitation si elle se présentait. L'URSS n'ayant pas suffisamment progressé en matière de droits de l'homme, à quoi plusieurs membres de l'opposition répondent que la reine a déjà visité plusieurs autres pays, dont la Chine, qui de ce point de vue ne valent guère mieux.

PORTUGAL

Deux candidats briguent la succession de M. Constancio à la tête du PS

LISBONNE
de notre correspondant

Les événements se précipitent au sein du Parti socialiste portugais. En dépit des efforts menés par une députation composée d'élus locaux et de syndicalistes, M. Victor Constancio a confirmé sa décision d'abandonner les fonctions de secrétaire général du PS. Aussi, la commission nationale du parti s'est-elle réunie, le dimanche 20 novembre, pour fixer aux 14 et 15 janvier prochains la date du congrès extraordinaire destiné à élire son successeur. Deux candidatures ont déjà été présentées, celles de MM. Jorge Sampaio et Jaime Gama.

Le premier apparaît comme le dauphin du dirigeant démissionnaire. M. Constancio ayant déjà affirmé qu'il le soutiendrait publiquement. Juriste de profession, actuel président du groupe parlementaire du PS, M. Sampaio est entré au parti en 1978, après avoir milité dans une organisation d'extrême gauche, le Mouvement de la gauche socialiste (MES). Ses détracteurs disent de lui, comme ils le disaient d'ailleurs auparavant de M. Victor Constancio, qu'il manque de charisme, qu'il n'a pas non plus de bonnes relations avec M. Mario Soares.

Son adversaire, en revanche, est le type même des jeunes politiciens rusés qui se sont affirmés au Portugal après la Révolution d'avril 1974. Né en 1948, il a déjà été ministre de l'Intérieur et ministre des affaires étrangères, deux fonctions extrêmement délicates qu'il a su habilement exercer. A l'Intérieur, il a conquis les bonnes grâces du haut commande-

ment de la police ; aux affaires étrangères, il a réussi à se faire accepter par des diplomates de carrière dont les racines corporatives plongent dans l'ancien régime de Salazar.

Lors du congrès consacré à la désignation du successeur de M. Soares à la tête du PS, en 1986, M. Gama s'était déjà présenté contre M. Constancio. Il avait été largement battu. Il est vrai qu'à l'époque le thème du renouveau était à la mode chez les socialistes, ce qui éliminait d'emblée toute candidature de coloration « soviétique ». Aussitôt après, M. Gama conclut néanmoins un accord avec le vainqueur, obtenant en échange un poste au secrétariat national du parti.

M. Sampaio compte sur l'appui de la majorité de l'appareil ; M. Gama, quant à lui, fait confiance à sa popularité : selon les sondages, il est, en effet, le dirigeant socialiste le plus connu dans le pays. Les deux candidats s'affirment prêts à tout faire pour empêcher que le prochain congrès ne devienne un champ de bataille où s'opposeraient amis et adversaires de M. Soares. Les accusations de M. Constancio, qui a justifié sa démission parce qu'il a considéré comme étant les « ingérences » du président de la République dans la vie interne du parti (le Monde du 9 novembre), restent toutefois bien présentes. Des plaies ont été ouvertes qui ne se cicatriseront pas de sitôt. Un manifeste d'appui à M. Soares, et de condamnation des projets dont il a été l'objet, recueille déjà des signatures dans les milieux socialistes, en particulier du nord du pays.

JOSÉ REBELO.

URSS : les violences inter-ethniques

Trois soldats tués et plus de cent blessés en Azerbaïdjan

Trois soldats ont été tués et cent vingt-cinq personnes blessées lors de violences inter-ethniques, mardi 22 novembre, dans la République soviétique d'Azerbaïdjan, a annoncé, mercredi, un porte-parole du ministère azerbaïdjanais des affaires étrangères. Les incidents se sont produits lorsque les troupes spéciales du ministre de l'Intérieur sont entrées dans les localités de Kirovabad et Nakhitchevan. Des Azeris et des Arméniens figurent parmi les blessés.

MOSCOU
de notre correspondant

Trente mille dimanche, puis cent mille lundi les manifestants qui ont envahi le cœur de Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan, se comptaient, mardi 22 novembre, par centaines de milliers — un demi-million selon certaines sources.

EN BRIEF

● HONGRIE : M. Nyers serait le prochain premier ministre. — M. Razzo Nyers, soixante-cinq ans, membre du bureau politique du PC hongrois et père de la réforme économique de 1968, a été choisi comme prochain premier ministre, affirme le Financial Times. Ce choix, selon le journal britannique, a été approuvé par le comité central réuni, mardi 22 novembre, et doit être soumis, jeudi, au Parlement. L'autre candidat possible était M. Miklós Németh, quarante-cinq ans.

● RDA : rencontre entre le ministre de la défense et des parlementaires ouest-allemands. — Le ministre ouest-allemand de la Défense, M. Heinz Kessler, s'est rencontré mardi 22 novembre à Berlin-Est avec des parlementaires ouest-allemands conduits par M. Egon Behr, expert du SPD pour les questions de désarmement. Cette rencontre est la première entre (un) ministre de la défense de RDA et des parlementaires de RFA. — (AFP.)

● Le président Ceausescu décoré. — Le président roumain Nicolas Ceausescu, en visite à Berlin-Est, a été décoré le 17 novembre de l'ordre de Karl-Marx, la plus haute distinction de RDA, par le numéro un est-allemand, M. Erich Honecker. L'ordre de Karl-Marx lui avait été décerné en janvier à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire, tout comme l'ordre de Lénine, la plus haute distinction soviétique.

● RFA : dénouement tragique d'un enlèvement. — Le corps d'un enfant de quinze mois, Patrick Padberg, a été découvert, mardi 22 novembre, enterré dans une forêt proche du domicile de ses parents, dans la Ruhr, où l'enfant avait été enlevé dix jours auparavant. L'assassin présumé, un mason au chômage, avait été arrêté la veille alors qu'il venait de s'emparer de la rançon dans une forêt des environs. — (AFP.)

Comme la veille et l'avant-veille, de nombreuses personnes défilaient encore, en début de soirée, sur la grande place Lénine, apparemment décidées à y passer la nuit malgré huit heures de meeting ininterrompu. Un mouvement de grève de la faim aurait été entamé et des « provocateurs » auraient tenté d'entraîner la foule vers les quartiers arméniens avant d'être « mis hors d'état de nuire ».

A ce niveau de fièvre, ce n'est plus une manifestation, c'est la mobilisation générale d'une république, et l'affaire du Haut-Karabakh s'est ainsi compliquée un peu plus encore. Jusqu'à présent, Moscou devait prendre en compte trois éléments prioritaires : la ténacité, d'abord, avec laquelle la majorité arménienne de cette région autonome demande, depuis neuf mois, à ne plus faire partie de l'Azerbaïdjan. Le soutien massif, ensuite, qu'apporte l'Arménie voisine à cette revendication ; et le risque, enfin, qu'une modification des frontières intérieures de l'URSS ne suscite un déluge de demandes similaires.

Depuis le week-end dernier, il faut prendre en compte un élément supplémentaire : l'entrée en scène des Azeris dont la mobilisation, même l'est dernier, n'avait jamais été aussi massive et aussi clairement dirigée contre toute forme de compromis. Car deux slogans dominent dans le rassemblement de Bakou : « Vive l'Azerbaïdjan ! » et « Le Haut-Karabakh est territoire azerbaïdjanais ». S'il y a tant de monde sur cette place Lénine, c'est que, après trois refus successifs de modifier le statut administratif du Haut-Karabakh, l'idée fait son chemin, à Moscou, de le séparer de l'Azerbaïdjan, sans pour autant le rattacher à l'Arménie.

On veut attendre, pour essayer cette carte, la mise en place, au printemps prochain, du nouveau Parlement fédéral auquel on pourrait faire endosser cette décision. Rien n'est joué, mais pour beaucoup d'hommes, à Moscou, le statu quo semble en tout cas de plus en plus impossible à maintenir, et les Azeris sentent croître le danger de voir amputer le territoire de leur République.

Dernier épisode en date de ce mouvement général : le Soviet suprême d'Arménie a ainsi décidé, mardi, de faire un jour férié du 24 avril, date anniversaire du génocide perpétré en 1915 contre les Arméniens de Turquie. L'événement est sans doute que ce n'a pas été le cas jusqu'à présent, mais, outre que l'affaire est délicate pour l'ambassade soviétique à Ankara, les Arméniens désignent généralement les Azeris du seul mot de « Turcs ».

L'Histoire et le présent se confondent. A Erivan, on croit d'ailleurs que si le Haut-Karabakh a été intégré à l'Azerbaïdjan en 1923, c'était pour faire plaisir à la Turquie voisine, et de Tallin à Erivan, ces soviets suprêmes de républiques, qui agissent en représentations nationales, prennent les réformes pour une révolution.

Tandis qu'à Moscou, on veut refaire de l'URSS la fédération qu'elle est en théorie, l'idée de confédération se propage à vitesse accélérée, et, avant même d'avoir été formulée, les projets de réforme semblent dater.

BERNARD GUETTA.

Un psychiatre dénonce les abus systématiques des années 70

Les autorités soviétiques ont utilisé la psychiatrie de façon systématique, dans les années 70, pour réduire au silence les dissidents, affirme un psychiatre, M. Mikhaïl Bouyanov, dans un récent article publié par le quotidien des enseignants Ouchitel'skaja Gazeta.

Bien que, depuis l'été 1987, la presse soviétique ait qualifié certains psychiatres de corrompus, mal formés et inefficaces, M. Bouyanov va au-delà de tout ce qui a été publié jusqu'à présent, en accusant les psychiatres soviétiques d'avoir systématique-

ment abusé de leur profession pour supprimer la dissidence.

M. Bouyanov souligne que l'admission forcée dans un hôpital psychiatrique du dissident Jauris Medvedev en 1970, et a ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire de la psychiatrie soviétique. « Il est vrai, explique le médecin, qu'avant cette époque des gens étaient envoyés dans des hôpitaux psychiatriques pour des raisons qui étaient plus politiques que médicales ; mais après 1970, la pratique s'est généralisée ».

Les psychiatres soviétiques cherchent à réintégrer l'Associa-

tion mondiale de psychiatrie et ont accepté, dans cette optique, de recevoir en janvier prochain une délégation de confrères américains.

Selon le dissident Alexandre Podrabinek, au moins trente personnes sont encore enfermées dans des institutions psychiatriques pour activités politiques, et il existe environ cent vingt autres cas suspects. « Il n'y a jamais rien eu de tel que cet article », observe M. Podrabinek, mais il y a un fossé entre ce qui est dit et ce qui est fait. »



Freud et Wittgenstein

Par Paul-Laurent Assoum

L'intense dialogue des maîtres viennois de la modernité enfin restitué. Inconscient et langage. Ethique et civilisation.

Collection "Philosophie d'aujourd'hui" 240 pages - 140 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Europe

POLOGNE

Un débat télévisé à haut risque

Après avoir tergiversé pendant près de deux mois sur les conditions de la tenue d'une table ronde de représentants du pouvoir et de Solidarnosc, pour finalement se résigner à conclure à l'échec le week-end dernier, les Polonais se sont trouvés un autre sujet de marchandages politiques : un projet de débat télévisé

« détails », ce que M. Miodowicz juge tout à fait superflu. Ces trois hommes se sont alors retirés de la table ronde : Adam Michnik, Jacek Kuron et Janusz Onyszkiewicz. Le cinéaste Andrzej Wajda, ami de tous les jours de Solidarnosc, a offert d'enregistrer le débat sur vidéo-cassette.



mettant face à face Lech Walesa et Alfred Miodowicz, le chef des syndicats officiels OPZZ, membre du bureau politique du PC polonais.

Les deux protagonistes se sont déclarés prêts à s'affronter. La date du 30 novembre a été avancée. Mais restent à régler tant de « détails » que, comme pour la table ronde, certains doutent sérieusement que ce débat télévisé puisse avoir lieu, à l'image du dialogue politique.

De peur de se faire bernier, M. Walesa a nommé trois conseillers techniques pour régler ces

« à titre de garantie », parallèlement aux caméras de la télévision nationale. Enfin, les conseillers de Walesa proposent que le débat se déroule à Gdansk, dans la salle de conférence des chantiers navals Lénine (où furent signés les accords de Gdansk le 31 août 1981), devant une assistance composée d'« invités » choisis pour moitié par chaque participant. Incidemment, le 30 novembre sera la veille du jour du début de mise en liquidation des chantiers navals.

S. K.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions datées jeudi)

Renseignements : 46-55-91-82.
Poste 4138

(Publicité)

AVIS AUX ESPAGNOLS



Les élections du Conseil des Résidents espagnols auront lieu dimanche prochain, 27 novembre, de 9 heures à 19 heures, dans les locaux du Consulat général d'Espagne, 165, boulevard Malesherbes, Paris (17^e) (métro : Wagram ou Malesherbes).

Pourront voter, sur présentation de leur passeport ou de leur DNI, les résidents espagnols inscrits sur les listes électorales de cette démarcation consulaire avant le 21 novembre dernier.

Dans votre intérêt, venez nombreux !

Amériques

CANADA : après la victoire des conservateurs

M. Mulroney se montre plus prudent qu'enthousiaste

OTTAWA
de notre envoyé spécial

Tard la nuit précédente, il esquissait, radieux, quelques pas de gigue devant ses partisans, tout à la joie de sa victoire. Mais, mardi 22 novembre, après un bref repos, Brian Mulroney est apparu face à la presse tout emprunté et inquiet. De la part de cet homme de nature joviale et chaleureuse, on aurait pu s'attendre sinon à de l'enthousiasme, du moins à plus d'aisance au lendemain d'une réussite dont l'ampleur dépassait les prévisions les plus optimistes.

Il y avait là, certes, la marque de la fatigue. Le Canada est immense, et y faire campagne est épuisant. En moins de cinquante jours, il a parcouru 10 000 kilomètres en autocar et 25 000 kilomètres en avion. In extenuis, il a soudain multiplié les rendez-vous afin d'arracher un succès qui, au début du mois, semblait encore lui échapper. Mais il y a autre chose. Après deux victoires électorales, sans guère de précédent historique, M. Mulroney, devenu chef de gouvernement peu après être entré en politique, paraît toujours aussi inexpérimenté qu'un novice.

Dissimulé derrière ses lunettes, il commence par lire un texte alors que l'heure se prêterait plutôt à l'improvisation et à la détente. Il ne se montre ferme et résolu que pour confirmer son intention de faire approuver au plus vite par le Parlement l'accord de libre-échange avec les États-Unis. Mais, devant des questions qui pouvaient difficile-

ment être gênantes dans l'état de grâce où il se trouve, M. Mulroney n'a pu éviter de manifester embarras et prudence.

Une journaliste québécoise lui parle de « dette » à l'égard du Québec et d'un possible « cadeau » en retour. Il s'effarouche. Ne lui vient-il pas des mots d'une grande froideur pour expliquer l'attitude de l'électorat québécois (les conservateurs ont remporté 62 des 75 sièges de la province, ce qui est bien mieux qu'en 1984, tandis que partout ailleurs la formation de M. Mulroney a subi des pertes importantes). De toute évidence, il craint de heurter la susceptibilité de l'opinion anglophone.

Imiter le « grand communicateur »

Sur les autres sujets, il reste évasif, répondant souvent à côté de la question, afin de redire sans nuance un credo cent fois entendu : « Prospérité et unité », sa foi en la réconciliation du Québec avec le fédéralisme et en une économie libérée qui s'inspire du réaganisme et du thairisme, dans une interprétation bien tempérée. Et puis, pour la énième fois, la référence à « cette famille de six enfants (la sienne) qui vit sur le modestes salaire d'un électricien et n'en est pas moins parvenue à payer des études à chacun ».

Ce conciliateur n'est pas fait pour le débat. Il l'a prouvé de nouveau, après sa piètre performance télévis-

sée qui l'avait opposé à ses deux adversaires et qui a failli lui coûter le pouvoir.

On lui a souvent reproché — et encore au début de la campagne — de ne faire des interventions publiques que très soigneusement préparées et sans risque, de s'être autant que possible tenu à l'écart de la presse. Un peu comme le président Reagan. Mais, dans les mêmes conditions aseptisées, l'homme de la Maison Blanche a fait preuve d'un métier que le Premier canadien n'est pas près d'avoir. Pourtant, la voix grave et suave de M. Mulroney donne l'impression d'imiter celle du « grand communicateur ». De celui-ci, le chef du gouvernement d'Ontario a les mêmes intonations. Décidément, M. Reagan a imprimé un modèle reproduit à de multiples exemplaires, consciemment ou non, chez de nombreux hommes politiques nord-américains.

M. Mulroney a été accusé de donner un style « présidentiel » à la fonction de premier ministre. Style emprunté aux États-Unis qui, de l'avis de beaucoup, convient mal aux institutions canadiennes. Comme pour détourner le tir, M. Mulroney a, mardi, souligné qu'il existait dans son pays « un certain degré d'anti-américanisme » et que celui-ci s'était exprimé notamment au cours de la campagne. Il s'est efforcé de défendre les vertus d'un « système parlementaire » très typique, hérité de la Grande-Bretagne, qui a de quoi « dérouter les voisins américains ».

Durant cet entretien avec la presse, le premier de son deuxième mandat, M. Mulroney aurait pu renouer des liens moins distants avec les médias : mais le vainqueur du 21 novembre, qui aurait dû se sentir fort de l'avoir renouvelé de la nation, est demeuré curieusement sur la défensive. Pour un politicien fréquemment taxé de « populisme », cette réserve est assez surprenante. D'autant qu'il a le physique de l'emploi, celui d'un séducteur : chevelure kaoudienne, regard bleu, sourire avenant, menton volontaire et l'allure d'un foucou.

Bien sûr, M. Mulroney ne saurait avoir la stature d'un Pierre Trudeau, auquel il a succédé en 1984 et qui, dans un tout autre registre, avait imposé sa personnalité controversée pendant deux décennies. Mais des sondages d'opinion ont indiqué récemment qu'une majorité de Canadiens manquaient de confiance à l'égard de M. Mulroney et que c'était M. Edward Broadbent, leader du modeste Nouveau Parti démocratique, troisième formation politique du pays, qui paraissait le mieux apte à assumer le rôle de chef de gouvernement.

Il semble bien qu'en 1984 M. Mulroney ait gagné parce que le Parti libéral, après un long règne, était trop usé par le pouvoir — il ne s'en est toujours pas remis. En 1988, M. Mulroney a vraisemblablement été porté par sa constance dans l'idée du développement canadien fondé sur un marché commun nord-américain. Mais il ne doit sûrement pas compter sur son charisme.

FRANCIS CORNU.

ÉTATS-UNIS : les premiers pas diplomatiques du président élu

M. George Bush se félicite de ses relations de « bon voisinage » avec le Canada et le Mexique

WASHINGTON
de notre correspondant

De chaleureuses félicitations au voisin du nord, et un grand coup de chapeau au voisin du sud : mardi 22 novembre fut un bon jour pour les États-Unis, qui semblaient parfaitement heureux de leur situation géographique, et des bonnes manières de leurs deux partenaires au sein du continent nord-américain.

Le résultat des élections canadiennes n'a pu, bien sûr, que réjouir les responsables de l'administration américaine : victoire des partisans de l'accord de libre-échange et, par la même occasion, victoire des conservateurs. Et les félicitations adressées à M. Brian Mulroney, tant par le président Reagan que par son successeur élu, M. George Bush, étaient sans aucun doute très sincères. Depuis son ranch de Santa-Barbara, où il passe les vacances du

Thanksgiving Day, M. Reagan a téléphoné au vainqueur du jour. M. Bush en a fait autant, et il a tenu à faire savoir par ailleurs qu'il était lié par « des relations personnelles amicales » avec M. Mulroney.

Les Américains, encore étonnés par leur propre campagne électorale, n'avaient pas accordé un intérêt immense à la préparation des élections canadiennes. Mais l'échec — assez largement prévu — de ceux qui avaient fait campagne sur des thèmes plus ou moins clairement « anti-américains » est évidemment accueilli avec satisfaction.

Une rencontre avec M. Salinas

L'accord de libre-échange, auquel l'administration Reagan tenait beaucoup, et qui a déjà été ratifié par le Congrès des États-Unis, devrait pouvoir entrer en vigueur assez rapidement.

ment, peut-être dès le premier janvier. On lui accorde volontiers ici une valeur exemplaire, et le Washington Post salue par exemple « la confiance et le courage » manifestés par les Canadiens, qui ont permis « d'établir un modèle nord-américain pour un commerce mondial ouvert ».

Les Américains ont donc toutes raisons d'être rassurés sur l'attitude de leur partenaire canadien, mais c'est apparemment une raison de plus pour s'intéresser à l'avenir d'un partenaire qui suscite ici beaucoup plus d'inquiétudes : le Mexique.

M. George Bush a manifesté de manière spectaculaire l'intérêt qu'il porte à ce voisin-là en allant accueillir à Houston (Texas) un autre « président élu », qui n'a pas encore pris ses fonctions, M. Carlos Salinas. L'occasion n'est pas si fréquente, les dates des élections américaine et mexicaine ne coïncident que tous les douze ans.

M. Bush était entouré de plusieurs de ses principaux collaborateurs, notamment M. James Baker, le futur secrétaire d'État, et M. Nicholas Brady, futur secrétaire

au Trésor. Tous ont maintenu une très grande discrétion sur le contenu des entretiens, mais les sujets de conversation ne manquent pas entre Américains et Mexicains, à commencer par l'immigration, le trafic de drogue et la dette du Mexique. En tout état de cause, l'intérêt essentiel de cette rencontre entre l'ancien élève de Yale (M. Bush) et celui de Harvard (M. Salinas) était essentiellement symbolique.

Le président élu a ensuite regagné Washington à bord d'un avion qui, vingt-cinq ans plus tôt exactement, avait ramené du Texas dans la capitale le corps sans vie de John Kennedy. Dans ce même avion — (l'un des Air Force One présidentiels), Lyndon Johnson avait prêté serment sur la Bible, avec à ses côtés Jacqueline Kennedy, son tailleur rose encore taché du sang de son mari. Des images que les Américains n'ont pas cessé de voir et de revoir tout au long de cette journée anniversaire, marquée comme il se doit par une infinité d'émissions de télévision, quelques cérémonies, et aussi, malgré le temps passé, quelques larmes.

JAN KRAUZE.

COLOMBIE

Attentat contre le ministre de la défense

Bogotá. — Un attentat à la bombe télécommandée contre le ministre de la défense colombien, mardi 22 novembre, a provoqué la mort de trois membres de son escorte. Le général Manuel Guerrero Paz est sorti indemne de cette embuscade, qui a eu lieu tout près du siège du ministère. L'attentat a été revendiqué par le mouvement de guérilla communiste FARC. Le général Guerrero n'avait pris ses fonctions qu'au début de ce mois. Il avait remplacé le général Rafael Samudio, dont la démission avait suivi une vibrante « déclaration de guerre » à la guérilla, en contradiction avec une « initiative de Paix » proposée le 1^{er} septembre par le président Virgilio Barco.

Par ailleurs, onze policiers ont été tués en vingt-quatre heures dans différents points du pays lors d'attaques de l'Armée de libération nationale (ELN, guérilla pro-cubaine) ou d'affrontements entre groupes armés. En outre, cinq civils ont été « exécutés » par des rebelles dans les environs de Granada, dans l'est de la Colombie.

Enfin huit soldats qui portaient en permission ont été enlevés par la guérilla le 21 novembre à 300 kilomètres au nord-est de Bogotá.

Le regain des activités de la guérilla dans le pays est confirmé par le fait que, depuis plus de trois semaines, une radio clandestine, Patria Libre, émet une heure chaque jour depuis les montagnes du Nord-Est, près de la frontière vénézuélienne. Des chefs des FARC et de l'ELN s'y sont longuement exprimés le 20 novembre. — (AFP, AP, Reuters.)

M. Arafat a-t-il ou non obtenu un visa américain ?

M. Arafat dit qu'il l'a obtenu, l'ONU affirme en avoir réclamé un pour le chef de l'OLP, et Washington assure n'avoir jamais reçu — donc n'avoir pas eu à examiner — une telle demande : la plus grande confusion régnait, mardi 22 novembre, quant à savoir si M. Arafat avait ou non reçu le visa américain sans lequel il ne peut aller à New-York s'adresser à l'Assemblée générale des Nations unies, comme il en a l'intention.

Au Caire, le responsable palestinien a déclaré que le président Mubarak l'avait informé, mardi, que les autorités américaines avaient accepté de lui accorder un visa. A peine deux heures plus tard, le département d'État faisait savoir que, n'ayant jamais reçu de demande de visa de la part de M. Arafat, il n'avait pas encore eu l'occasion de statuer sur la question. Si une telle demande était présentée, a souligné le porte-parole du département d'État, elle ferait l'objet d'un examen très attentif.

Puis, c'était au tour du secrétaire général de l'ONU d'ajouter encore à la confusion en assurant que les formulaires habituels en de telles circonstances avaient bien été transmis, lundi, au département d'État.

On en était là mardi soir, rien ne permettant de savoir avec exactitude si cette situation était liée à un problème d'ordre politique ou, tout simplement, à quelque difficulté de transmission.

1^{ère} CONVENTION AFB

LA GESTION DES MOYENS DE PAIEMENT

30 NOVEMBRE 1988 - HÔTEL MÉRIDIEN - PARIS

9 h - 13 h Ateliers

A

« Conséquences
des progrès
technologiques »

B

« Conditions
de l'équilibre
économique
banque-clientèle »

C

« Environnement
européen
et international »

15 h - 17 h Séance plénière

Présidée par Dominique CHATILLON, Président de l'Association Française des Banques
Animée par Philippe SASSIER, journaliste à Antenne 2

« Les moyens de paiement et les transferts de fonds sous l'angle monétaire, juridique et réglementaire »
Philippe LAGAYETTE,
Sous-Gouverneur
de la Banque de France

« Les enjeux technologiques »
Jean SAINT-GEOURS,
Président de la
Compagnie Financière
de CIC

« L'équilibre économique »
Michel PEBEREAU,
Président-directeur général
du Crédit Commercial
de France

« La dimension internationale et européenne »
Bruno de MAULDE,
Président-directeur général
du Crédit du Nord

Frais d'inscription : F 1000 - Renseignements et inscriptions : 43.87.50.84

Amériques

La campagne pour les élections du 4 décembre

Venezuela, la nostalgie de l'âge d'or

(Suite de la première page.)

Même les frasques extrajudiciaires du président en exercice, qui ont fait les délices du Tout-Caracas il y a quelques mois, n'ont pas réussi à semer le trouble dans le parti. Non seulement M. Lusinchi s'affichait-il plus volontiers avec sa secrétaire, Blanca Ibanez, qu'avec son épouse légitime, mais cette dame avait tendance à se prendre pour une nouvelle Eva Peron. Bien placée auprès du président, elle s'était achetée le soutien de nombreux fidèles et se voyait déjà entrer au Sénat. Un chef historique de l'AD a dénoncé ses manœuvres. Résultat : l'épouse de M. Lusinchi a disparu des listes de candidats en même temps que son accusateur.

Au milieu de l'agitation habituelle à toute campagne électorale, El Tigre est bichonné par sa femme, qui échange avec le visiteur venu d'outre-Atlantique quelques mots en français. Il aurait aimé placer sa campagne sous le signe de la modernisation et de la moralisation de la vie politique vénézuélienne, secouer les castes, rajouter le personnel politique en fixant une limite d'âge pour les candidats et dénoncer la corruption, qui n'est l'exclusivité d'aucun parti.

Les rentiers du pétrole

Sur ce dernier point, il s'est fait mal voir de ses propres amis en dépassant les bornes généralement admises pour ce genre de croisade, et, pour le reste, il s'est laissé prendre de vitesse par M. Andres Perez et l'AD, qui ont annoncé par exemple que les maires et les gouverneurs, jusqu'à maintenant désignés par le pouvoir central, seraient désormais élus. CAP envisage une autre réforme constitutionnelle qui aurait pour objet de créer un poste de premier ministre. Un peu comme en France, le chef du gouvernement aurait vocation à s'occuper de l'indépendance pendant que le président de la République — CAP bien sûr, qui a découvert pendant son premier mandat les délices de la politique étrangère — se consacrerait aux dossiers planétaires.

Cette réforme aurait aussi l'avantage de faciliter la « cohabitation » au cas où le parti du président n'obtiendrait pas la majorité au Congrès, ce qui n'est pas exclu bien que l'élection présidentielle et les

législatives aient lieu le même jour. Les dirigeants de l'AD craignent le « vote croisé », qui amènerait certains électeurs à choisir CAP pour la présidence, mais le représentant d'un des petits partis de gauche ou d'extrême gauche pour le Congrès.

M. Fernandez, qui n'a que quarante-sept ans, fustige en CAP l'homme du passé, mais ce dernier joue au contraire de son expérience. Il en appelle au bon vieux temps de sa première présidence. La référence est pourtant largement artificielle : à cette époque-là, les devises, gonflées par la hausse brutale des prix du pétrole, coulaient à flot, comme le whisky hors d'âge, et la « véritable eau de source » importée d'Europe, qui en était le complément indispensable dans les beaux quartiers de Caracas.

L'âge d'or n'était pas réservé aux classes dirigeantes. Beaucoup de Vénézuéliens vivaient comme des rentiers du pétrole, important sans léser tous les produits de consommation courante. La baisse, tout aussi brutale, des prix du pétrole, qui représente toujours 90 % des exportations du pays, a tout changé. L'austérité a succédé au gaspillage, la fermeture des frontières à la culture de l'importation, l'encouragement de l'initiative à l'économie de subventions.

Cependant, les investissements dans les industries dites « non traditionnelles » — c'est-à-dire hors secteur pétrolier — n'ont pas encore permis de fournir des exportations de substitution. La sidérurgie et l'aluminium profitent des richesses minières et de l'énergie bon marché. L'agriculture s'est développée pour répondre aux besoins intérieurs et dégager un surplus pour l'exportation. Mais la dette atteint 30 milliards de dollars (180 milliards de francs) et Caracas, qui avait promis de rembourser non seulement les intérêts mais le capital, va sans doute être obligé d'interrompre les paiements en raison de la nouvelle chute des prix du pétrole.

Le bolivar, qui était une monnaie forte il y a encore quelques années, a vu sa valeur divisée par dix par rapport au dollar. M. Andres Perez promet de supprimer le double taux de change (14 bolivars pour 1 dollar au taux préférentiel pour les exportateurs de première nécessité contre près de 40 bolivars pour 1 dollar sur le marché libre) mais ne dit pas comment il y parviendra.

Quel qu'il soit, le prochain gouvernement devra chercher à sortir de ce que le ministre de l'Intérieur, M. Simon Alberto Consalvi, un homme de CAP au sein de l'administration Lusinchi, appelle « une économie artificielle et déformée », à la fois par la « monoculture » pétrolière et par le gonflement du secteur public. M. Consalvi ajoute que le secteur privé a été lui-même « dévoyé » par la pratique des subventions et qu'il ne faut pas trop en attendre. A M. Fernandez, qui au nom du COPEL, prône une « nouvelle politique économique pour favoriser l'émergence d'un secteur privé fort et compétitif », M. Carlos Andres Perez fait une réponse équilibrée : pas de privatisation des industries de base, mais création de sociétés à capitaux privés ou mixtes dans les productions dérivées.

Il reste que la mésestimation des pays producteurs de pétrole et la pression sur les prix vont obliger le prochain président à serrer la vis de l'austérité. Optimiste, la Banque centrale chiffre à 16,9 % le taux annuel d'inflation, que les syndicats estiment eux à 65 %. Pour ne pas entamer sa propre popularité, CAP aurait bien aimé que M. Lusinchi décide, avant la passation des pouvoirs, les inévitables mesures de rigueur qu'il se refuse à annoncer mais qu'il devra bien prendre.

Un urbanisme sauvage

Officiellement, le chômage touche « seulement » 8 % de la population active, mais une récente étude montre que 70 % des nouveaux emplois créés depuis le début de cette année l'ont été dans le secteur « informel » de l'économie, c'est-à-dire les emplois domestiques et toutes les petites entreprises qui fonctionnent en marge de la législation sociale. Les « ranchitos » des faubourgs, bidonvilles de parpaings où la télévision compense l'absence de la voirie, continuent de croître dans le désordre d'un urbanisme sauvage.

Pour manifester ses préoccupations sociales à quelques semaines de l'élection, le président Lusinchi a inauguré la nouvelle année scolaire en faisant distribuer un verre de lait aux 2,6 millions d'écoliers. M. Fernandez a immédiatement surenchérit en promettant, s'il était élu, un petit déjeuner à tous les jeunes défavo-

risés, la malnutrition, qui atteint 40 % de la population, étant, selon lui, la première cause d'échec scolaire.

Malgré l'intense activité internationale déployée par M. Andres Perez, le politique extérieur n'a joué qu'un faible rôle dans cette campagne électorale. Seul le différend avec la Colombie a fait l'objet de quelques échanges polémiques. Caracas et Bogota ne sont pas d'accord sur la délimitation des eaux territoriales dans le golfe du Venezuela.

Un incident entre une corvette colombienne et les forces vénézuéliennes a été monté en épingle, l'année dernière, et utilisé par l'armée, victime elle aussi de la politique d'austérité, pour obtenir une rallonge budgétaire de l'ordre de 10 milliards de francs (la France en a profité à hauteur de 3 ou 4 milliards). Or un conseiller de M. Andres Perez a eu la naïveté de laisser entendre que la Colombie aurait eu quelques droits et CAP lui-même l'imprudence de le soutenir, provoquant l'indignation de M. Fernandez.

Mais cette escarmouche n'a pas suffi à soulever des passions nationalistes. Le problème du Venezuela est celui de beaucoup de pays en voie de développement confrontés à la baisse des prix de leurs exportations, à la pauvreté, à l'existence d'une classe aisée qui a ses résidences secondaires à Miami et dans ses comptes en banque à l'étranger des avoirs plus élevés que la dette totale du pays, au gonflement du secteur public et au parasitisme des entreprises privées.

Pour espérer sortir de ses difficultés économiques, le Venezuela doit pouvoir renouer le remboursement de sa dette et compter sur une stabilisation du prix du pétrole. Ces conditions « techniques » remplies, le plus dur restera à faire pour le gouvernement : orienter la richesse nationale vers le développement, au lieu de réserver ses faveurs aux privilégiés et de subventionner une classe de fonctionnaires pléthorique. M. Andres Perez, comme M. Fernandez, le promet. Mais ni l'AD ni le COPEL quand ils ont été au pouvoir n'ont souvent donné le bon exemple.

D. V.

Un entretien avec M. Carlos Andres Perez

L'OPEP porte une part de responsabilité dans les déséquilibres

Si, au cours de son premier mandat, M. Carlos Andres Perez s'était surtout intéressé aux problèmes intérieurs, il a vite pris goût à la « grande politique » et, une fois éloigné de la plus haute charge de l'Etat, il a meublé ses loisirs grâce à son poste de vice-président de l'Internationale socialiste. Il évoque à peine le nom de son adversaire chrétien-démocrate, mais répond volontiers aux questions portant sur la diplomatie latino-américaine.

CARACAS
de notre envoyé spécial

— Les efforts de paix en Amérique centrale ?
— Il faut relancer l'initiative de Contadora (1), explique M. Carlos Andres Perez, mais il faut surtout aider les pays centra américains qui cherchent eux-mêmes une solution. Nous devons essayer de nouer de bons rapports avec la nouvelle administration américaine parce que, sans rejeter toute la responsabilité sur Washington, sa politique a été contraire à l'action de Contadora. Pour la bonne raison que l'administration Reagan partait de l'idée qu'il n'y a pas d'autre issue en Amérique centrale que la solution militaire.

— Les sandinistes portent aussi une part de responsabilité ?

— Sans doute. Pendant longtemps ils ont été durs, dogmatiques et totalitaires. Et dans une certaine mesure encouragés par la dureté des Etats-Unis eux-mêmes. Dans les discussions avec le groupe de Contadora, ils ont présenté une ouverture puis il y a eu un recul qui a contribué au blocage. Mais on ne doit pas perdre espoir. Je ne suis pas satisfait du travail mené jusqu'à présent par le groupe de Contadora. Cependant nous allons continuer à faire pression sur les sandinistes et sur les Etats-Unis.

— Je crois aussi que la crise de la dette et la situation économique que nous traversons en Amérique latine ont conduit à un affaiblissement du processus de paix.

— Si vous êtes élu, qu'allez-vous entreprendre pour vous attaquer au problème de la dette ?

— La dette extérieure est à l'origine de la crise en Amérique latine. Les pays créditeurs doivent reconnaître que le système ayant prévalu jusqu'à maintenant ne peut plus fonctionner. J'ai participé récemment à Harvard à une conférence où ces problèmes ont été discutés. Nous avons commencé une confrontation des points de vue entre débiteurs et créanciers. Nous devons créer un nouveau climat, et toute nouvelle politique commence par la concertation entre les pays d'Amérique latine. Pour la première fois huit

présidents latino-américains se sont réunis à Acapulco en 1987, et ces réunions périodiques vont continuer.



TALERO

— Vous attendez quelques choses de l'Europe ?

— Beaucoup. Les propositions faites au sommet des pays les plus industrialisés à Toronto par François Mitterrand sont très claires et ouvrent la voie à une réduction de la dette. Nous espérons beaucoup que les présidences successives de la CEE par Felipe Gonzalez et par François Mitterrand l'année prochaine apportent une nouvelle orientation à la politique latino-américaine de l'Europe.

— L'OPEP paraît en pleine déroute, même par le chèque pour soi.

— La responsabilité de l'OPEP est largement engagée dans les distorsions observées dans l'évolution des prix. A la fois pour des raisons économiques : la barre à 30 dollars était une véritable bombe atomique de l'OPEP contre l'OPEP. Et pour des raisons politiques : pendant la guerre Irak-Iran la prépondérance de l'Arabie saoudite a été préjudiciable.

— Si la situation se stabilise, un sommet de l'OPEP comme celui d'Alger en 1975 pourrait peut-être

déboucher sur une concertation entre pays producteurs et pays consommateurs et permettre un réajustement des prix. En tout cas l'OPEP doit en finir avec cette vision erronée voulant qu'elle gagne plus en vendant beaucoup à des prix bas — comme elle le fait maintenant — qu'en vendant moins à des prix plus élevés.

— Vous avez rencontré Fidel Castro à l'occasion de l'inauguration du mandat du nouveau président équatorien. Ne trouvez-vous pas paradoxal que Cuba cherche à se faire reconnaître dans l'ensemble latino-américain, alors qu'à l'intérieur Castro est extrêmement réticent face à toute « perestroïka » à la mode Gorbatchev ?

— C'est parce que Fidel Castro n'a pas de Brejnev pour rejeter sur lui toutes les erreurs ! Mais en ce moment des changements importants ont lieu dans la politique cubaine. Castro réfléchit : il n'a pas intérêt à se mêler des affaires intérieures des pays d'Amérique latine où les mouvements de guérilla trouvent d'autres sources de financement. Sans Cuba l'ensemble latino-américain n'est pas complet.

— Le résultat du référendum chilien vous rend optimiste ?

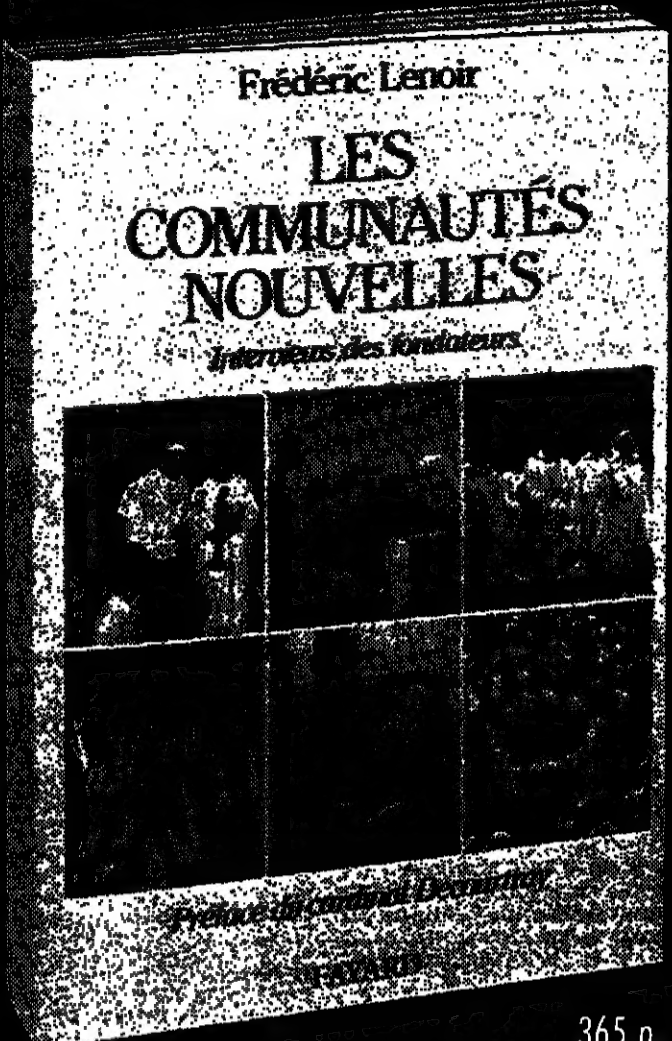
— Les sentiments des pays latino-américains en faveur de la démocratie sont irréversibles. Mais l'irréversibilité de la démocratie elle-même dépend d'une seule question : le règlement de la dette. Quant au Chili, l'avenir est lié dans une large mesure à la capacité des partis démocratiques à rester unis. Car si l'opinion s'estimait trompée, celui qui a perdu le référendum pourrait bien gagner les prochaines élections. Nous devons user de notre influence sur nos amis chiliens pour qu'ils soient à la hauteur de ce grand enjeu qui a gagné la bataille du référendum.

Propos recueillis par
DANIEL VERNET.

(1) Le groupe de Contadora, du nom d'une île appartenant à Panama, comprend le Mexique, la Colombie, le Panama et le Venezuela.

UN LIVRE REMARQUABLE

LA CROIX L'événement



365 p.
32 p. photos
120 F TTC.

Un livre tout à fait remarquable qui présente, non seulement les grandes communautés charismatiques, mais aussi, comme son titre le précise bien, toutes les communautés nouvelles, depuis les Foyers de Charité, l'Arche, l'Institut Notre-Dame de Vie, les nouveaux moines et neuf autres fondations récentes... Après une rapide présentation de chaque communauté, Frédéric Lenoir a eu l'excellente idée d'interviewer chaque fondateur et il le fait si bien que chaque entretien est un extraordinaire documentaire sur ces hommes qui n'avaient jamais livré à ce point le travail de l'Esprit à leur sujet et au sujet de leur fondation. On aurait pu craindre quelque monotonie, mais l'interviewer, décidément inspiré, lui aussi (et bien documenté) est allé directement à l'idée maîtresse (par exemple l'oraison pour Notre-Dame de Vie ou la pauvreté au Pain de Vie). Si bien que l'ensemble des entretiens constitue finalement un portrait de la vie spirituelle comme elle est vécue très diversement aujourd'hui.

ANDRÉ SEVE, panorama

FAYARD

LA BOURSE AUX STAGES

ÉTUDIANTS, GAGNEZ 100 STAGES EN EUROPE

Tout ce qu'il faut savoir pour participer au concours et gagner un stage sur mesure !

36.15 LE MONDE

36.15 EUROPE 1

Politique

Les suites de l'inculpation du magistrat

Affaire Boulouque : le centre et la droite passent à l'offensive

Tous les groupes parlementaires de l'opposition se sont indignés, mardi 22 novembre, au cours de leur réunion hebdomadaire, de l'inculpation du juge Boulouque. Des députés de ces groupes devaient, ce mercredi, interpellé à ce sujet le ministre de la justice à l'occasion de la séance de questions au gouvernement.

Bien que l'UDF et l'UDC ne soient pas en reste, c'est le RPR qui est le plus vif dans les reproches adressés au gouvernement. Le président de l'UDC, M. Pierre Méhaignerie, a trouvé « inadmissible et dangereux que la justice soit ballottée au rythme des alternances politiques ». Il a protesté contre « un certain nombre de nominations dans le domaine judiciaire qui ont, en juillet dernier, nourri la suspicion, car une justice qui s'interroge et qui se divise, c'est un peu la démocratie qui trébuche ».

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, a dénoncé, dans l'inculpation du juge Boulouque, « un processus de justice à l'envers », rappelant « les erreurs des années Mauroy », et ajoutant : « Dans cette affaire, le garde des sceaux fait tout ce qu'il peut pour se mériter. Il s'est enfin interrogé sur le fait que M. Boulouque ait également en charge le dossier des « plombiers de l'Élysée ». De son côté, M. Philippe de Villiers, député UDF, a affirmé dans un communiqué : « Le mot dignité a été trahi à la hache par ceux qui ont libéré en catimini des assassins de gendarmes ; le mot courage vient d'être frappé à mort quand le juge Boulouque a été inculpé (...). C'est un appel à défer la loi, un encouragement au terrorisme. En fait d'ouverture, hélas ! il y a l'ouverture des prisons, l'ouverture du crime ».

Du côté RPR, l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, président du groupe sénatorial, a estimé que la France « n'était pas à l'abri d'une reprise des attentats », et il s'est demandé si l'intention du gouvernement n'était pas de supprimer la quatorzième section, chargée d'instruire les affaires terroristes,

ajoutant qu'il ne croyait pas que « le garde des sceaux n'ait été au courant de rien ». Il a annoncé la publication d'une liste d'une quarantaine de décrets récemment libérés et qui « sont suspects d'appartenir à des organisations terroristes ».

A l'Assemblée nationale, le groupe RPR a, lui aussi, consacré l'essentiel de ses délibérations à ce sujet. Dénonçant également les procès qui ont accepté de prendre des risques très importants dans la lutte contre le terrorisme, M. Bernard Pons a craint « la déstabilisation des autorités judiciaires » qui serait en cours. Il a poursuivi : « On ne nous fera pas croire que M. Arpaillange n'était pas au courant, à moins de dire qu'il ne dirige pas son ministère. Non seulement il était informé, mais c'est lui qui a organisé toute cette opération ».

M. Georges Kiejman et François Sarda
avocats du magistrat

De son côté, M. Pierre Mazzaud, député RPR de Haute-Savoie, ancien président de la commission des lois, tout en déplorant les ententes au secret de l'instruction, constate que celles-ci « n'ont jamais donné lieu à des poursuites pénales », se dit « consterné » et se demande s'il « ne s'agit pas de faire pression sur un magistrat qui instruit des affaires délicates pour le pouvoir en place ». Enfin, M. Jacques Limouzy, député RPR du Tarn, demande que M. Arpaillange soit entendu par la commission des lois de l'Assemblée nationale.

Du côté de la majorité, M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, a déclaré, mercredi matin sur Radio France internationale : « La justice n'est ni à gauche ni à droite. Elle est au-dessus de la gauche et de la droite, au-dessus de la mêlée. Et il est indispensable qu'en France on la comprenne et qu'en particulier la droite française la comprenne ».

Tandis que ce qui est devenu l'affaire Gilles Boulouque dégénère du plan judiciaire au plan politique,

le magistrat en cause a fait connaître, mardi 22 novembre, les noms des avocats, M. Georges Kiejman et François Sarda, l'un et l'autre du barreau de Paris, qu'il a choisis pour assurer sa défense dans cette affaire de violation du secret de l'instruction qui lui vaut inculpation sur plainte d'un Tunisien détenu et inculpé par lui d'actes de terrorisme.

M. Boulouque a pris le parti de s'assurer une défense qui déconcertera ceux qui le classaient d'un bord ou d'un autre. Avec M. Georges Kiejman, il trouve l'assistance d'un homme incontestablement situé à gauche, proche du président de la République, mais qui surtout se montre déjà ferme soutien de M. Gilles Boulouque à l'occasion du procès de Georges Ibrahim Abdallah, dont le dossier avait été constitué par le magistrat pour réunir les éléments faisant apparaître la complicité de cet accusé tant dans les attentats contre des diplomates, l'un américain, l'autre soviétique, en poste à Paris que dans celui qui visait à Strasbourg un membre du conseil américain.

Connu aujourd'hui pour ses attaches avec le RPR, M. François Sarda trouve auprès de M. Boulouque une place moins inattendue, mais sa position sur le fond ne pourra que rejoindre sans harnais d'importance celle de M. Kiejman. Ce dernier a déclaré, mardi 22 novembre, que M. Boulouque, à son avis, ne serait jamais dessaisi des dossiers dont il a la charge en dépit de la requête en suspension légitime déposée par l'avocat de Fouad Ali Salahi, l'inculpé qui a invoqué, à son préjudice, la violation du secret de l'instruction qui a entraîné l'inculpation de M. Boulouque.

Le RPR interpelle le gouvernement

L'inculpation du juge Boulouque devait être, longuement évoquée, ce mercredi 23 novembre, à l'Assemblée nationale, où le RPR comptait interpellé le gouvernement par la voix de deux anciens présidents de la commission des lois, MM. Jacques Toubon et Pierre Mazzaud, ce dernier étant, de surcroît, ancien juge d'instruction. Tous les groupes parlementaires de l'opposition ont fait cause commune pour s'inquiéter ou s'indigner de l'inculpation du magistrat instructeur en relation avec la quatorzième section du parquet du tribunal de Paris. Mais c'est le RPR qui a pris la tête de l'offensive et qui a été le plus prompt à saisir l'opportunité qui se présentait. M. Jacques Chirac, après avoir publié un communiqué dès lundi pour « s'étonner », est longuement intervenu le lendemain devant le bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale. Les amis de l'ancien premier ministre qui ont relayé et amplifié sa protestation ne cachent pas qu'ils voient dans cette affaire un rebondissement du contentieux né entre l'ancien chef du gouvernement et le président de la République lors de l'affaire Gordji, elle-même consécutive aux attentats terroristes de l'automne 1986.

Les dirigeants du RPR, se souvenant de l'émotion provoquée il y a deux ans dans l'opinion par ces crimes et des succès dont le gouvernement avait alors été crédité pour son action, ont estimé que ce sujet, qui leur était ainsi de nouveau offert, pouvait constituer un thème porteur pour lancer une offensive contre le gouvernement. L'opposition, qui, avant 1986, avait dénoncé le laxisme du pouvoir à l'égard du terrorisme, le fait donc de nouveau aujourd'hui. Mais elle y ajoute aussi le thème de la défense de l'indépendance de la magistrature, un thème que la gauche au pouvoir à partir de 1981 avait elle aussi utilisé contre « l'État RPR ». Ainsi la justice — au mépris de Montesquieu mais ce n'est pas nouveau — demeure un enjeu de pouvoir aux mains des forces politiques.

En se plaçant en filière au sein de l'opposition pour dénoncer — à travers la décision d'un magistrat, M. Mauroy — une décision imputée au gouvernement, le RPR n'est pas mécontent de mettre directement en cause le comportement de l'actuel garde des sceaux, tout comme l'opposition d'avant 1988 n'avait pas ménagé M. Alain Chandon, prédecesseur de M. Arpaillange, place Vendôme.

Le RPR ne doute pas non plus que par une attitude aussi ferme il apparaîtra comme le mouvement le plus attaché à protéger les Français contre tout retour aux entreprises subversives dont leur pays avait été le théâtre.

Enfin, en se plaçant au premier rang sur un tel sujet — réputé populaire — et en invoquant les grands

M. Kiejman a ajouté : « Je pense que les magistrats accomplissent une tâche difficile. Je suis parmi les premiers à les critiquer quand ils le méritent, mais je ne supporte pas qu'on le fasse artificiellement. » Après avoir rappelé que l'affaire Ibrahim Abdallah, en février 1987, dans laquelle il était avocat des parties civiles, lui avait précisément permis d'apprécier « le sérieux et la parfaite objectivité de M. Boulouque », M. Kiejman s'est félicité de se retrouver à ses côtés avec M. Sarda. M. Boulouque ayant ainsi montré qu'il « n'entendait pas être récupéré politiquement ».

Dans le même temps au palais de justice de Paris, de nombreux juges d'instruction ont exprimé leur soutien à M. Boulouque. Quarante-huit magistrats instructeurs sur les cinquante-quatre que compte le tribunal et cinquante-cinq greffiers ont signé une motion de soutien à leur collègue. Ils expriment dans ce texte leur « étonnement d'une décision qui aurait dû rester secrète » et qui fut « diffusée en violation du secret de l'instruction et de l'article 2 de la loi du 2 juillet 1951 » (1).

On relève enfin une déclaration de M. François Rudetzi, président de l'association SOS-Attentats, qui « s'insurge » qu'« un terroriste puisse entraver le bon fonctionnement de la justice ».

(1) Cette loi en son article 2 « interdit de publier avant décision judiciaire toute information relative à des constitutions de partie civile faites en application de l'article (...) 85 du code de procédure pénale sous peine de l'amende de 500 F à 120 000 F édictée par le dernier alinéa de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse ».

ANDRÉ PASSERON.

La préparation des élections municipales

L'opposition parle de « magouille » à propos du redécoupage de Marseille

Le bureau du groupe socialiste de l'Assemblée devait se réunir, mercredi 23 novembre, pour décider de la forme à donner à la proposition de M. Michel Pezet, député socialiste des Bouches-du-Rhône, de redécouper Marseille dans la perspective des élections municipales de 1989. Actuellement divisée en six secteurs, la cité pourrait être redécoupée en seize secteurs municipaux coïncidant avec les seize arrondissements. C'est du moins le souhait du candidat investi par le PS à Marseille, M. Pezet.

Cette réforme viendrait remplacer celle introduite en 1987 par le gouvernement de M. Chirac, à l'initiative du président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Jean-Claude Gaudin, elle-même modifiant le découpage de Gaston Defferre en 1982.

Cette proposition a été acceptée, à l'unanimité, par le groupe socialiste, réuni mardi 22 novembre à l'Assemblée nationale. Malgré les réticences du ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, à voir son projet de loi antitrafic électoral perturbé par une telle disposition, un amendement Pezet, créant l'obligation de présenter des listes dans tous les secteurs à Paris, Lyon et Marseille, doit être déposé jeudi 24 novembre, lors de l'examen de ce texte à l'Assemblée.

En outre, le redécoupage de Marseille en secteurs électoraux correspondant aux arrondissements (comme à Paris et à Lyon) devrait être inséré dans un texte portant diverses dispositions sur les collectivités locales (DDCL). Ce projet de loi pourrait être examiné le mois prochain.

Au cours de son point de presse hebdomadaire, mardi, M. Louis Mermaz a estimé que la proposition de M. Pezet « permettrait de mettre Marseille dans le droit commun, avec Paris et Lyon ». Les députés socialistes ont également approuvé l'obligation qui serait instituée pour participer aux élections municipales, de présenter des candidats dans tous les secteurs de la ville. Cette obligation donne l'avantage aux « grands » candidats par rapport aux « petits ».

P. S.

A Ouvéa

Le triste retour des guerriers

Le retour à Ouvéa des vingt-six militants indépendantistes canaques libérés le 17 novembre des prisons de la région parisienne a donné lieu, mardi, sur l'île, à des cérémonies empreintes de recueillement.

Premier membre du gouvernement à se rendre en Nouvelle-Calédonie depuis le référendum du 6 novembre, M. Lionel Jospin, ministre d'État, ministre de l'Éducation nationale, devait quitter Paris mercredi 23 novembre, pour une visite officielle de quatre jours sur le territoire.

A l'Assemblée nationale, plusieurs députés canaques ont déposé, à l'initiative de M. Francis Gang, député UDC de l'Orne, une proposition de loi tendant à créer une commission de contrôle sur la mise en œuvre de la loi référendaire.

OUVÉA
de notre envoyé spécial

C'est un chant funèbre aux accents cristallins à glacer le sang qui s'élève autour de la sépulture commune de Wadrilla. La silhouette cassée, les vingt-six indépendantistes canaques libérés des prisons parisiennes sont là — mardi soir 22 novembre, — une couronne mortuaire à la main, devant le massif de fleurs d'où émergent dix-neuf crosses-blancs. Les « combattants de la liberté armistisée » — comme on les appelle ici — ne farfouillent pas. Ils ont le visage défilé par la fatigue et l'émotion. Certains étouffent leurs sanglots dans des écharpes. L'un d'eux, Amabily Madjilé, s'est même écorché sur le sable. Le vieux Nyapathé, propriétaire du lieu, l'a bien dit tout à l'heure à la chefferie de Wadrilla, lorsque Chancel Kapoéri, l'ancien conseiller régional du FLNKS, est venu lui

présenter la « coutume » au nom des militants libérés : « Nous sommes heureux de vous retrouver, s'est écrié le notable, mais nous sommes aussi tristes, car vous étiez partis nombreux, et vous revenez aujourd'hui seuls, sans tous ceux qui dorment maintenant en bas... »

On était bien loin, en cette soirée, du retour tapageur des guerriers posant sous les cocotiers pour les photographes que redoutaient certains. Des slogans ? La foule massée à Wadrilla, centre géographique et mystique de l'île, ne laissait percer que des apostrophes coutumières et des incantations religieuses. En guise de meeting ou de fête, Ouvéa a doucement ouvert le deuil. « C'était dur de retrouver nos familles et nos amis, parce que nous n'étions pas accompagnés de nos frères tombés à Gossannah », murmure l'un des jeunes libérés, avec presque un sentiment de honte.

Le numéro deux du FLNKS, Yiwéné Yiwéné, qui a chapeonné de bout en bout l'expédition Paris-Nourméa, s'efface pudiquement. Il ne prendra la parole qu'une fois pour retracer devant les responsables politiques et coutumiers les différentes étapes du périple : la mise en scène de la sortie des prisons parisiennes pour « des raisons de sécurité », le week-end accompagné dans un centre de vacances de Maine-et-Loire, l'itinéraire tortueux du vol retour par l'Alaska et Tokyo.

Querelles intestines

Un homme s'est tenu à ne pas se mêler à la cérémonie de Wadrilla : Djubelly Wéa. Entouré d'une escouade d'adolescents armés de fusils de chasse, l'ancien pasteur est resté dans sa cahute de palmes de cocotier à l'entrée de Gossannah, à l'extrême nord de l'île, où la route est obstruée par un barrage de blocs de corail permettant à ses militants de filtrer l'achée à la tribu. Cette absence de Djubelly Wéa jette une ombre au tableau des retrouvailles. Chef politique et religieux de Gossannah, il dirige l'île, le soutien de son groupe de l'Union du centre (UDC) au président du groupe UDF de l'Assemblée nationale.

Le RPR est également tenté par la « clarification » imposée par sa présence dans tous les arrondissements. M. Pons n'a pas caché, sur ce point, que son groupe serait prêt à s'abstenir si un amendement le proposait. Le maire de Paris, M. Chirac, verrait ainsi disparaître l'hypothèse de la constitution d'une liste conduite par M. Pierre Bas, ancien député en rupture de RPR, ou par M. Yves Lencien, qui est dans la même situation que ce dernier.

FRÉDÉRIC BOBIN.

(Publicité)

REVENU MINIMUM D'INSERTION ET MOBILISATION SOCIALE : LE RÔLE DES ASSOCIATIONS

Colloque du Parti Socialiste
Secrétariat National - Questions de Société, Vie Associative

Le JEUDI 24 NOVEMBRE 1988 de 9 h 30 à 18 heures, mairie d'Alfortville
(Station métro Alfortville-Ecole vétérinaire)

Avec la participation de :
CLAUDE ÉVIN, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale.
PIERRE MAUROY, premier secrétaire du Parti Socialiste.

Interventions de :
B. BÉLOUAC - J.-C. BOULARD - B. DEROSIER - G. DOMENACH-CHICH - L. DUJARDIN - J.-P. KORBAS - G. LAURENT - R. MAS - M. PEZET - C. PROUST - G. RAFFI - G. STEVENARD - P. VIVIERET - L.-P. WORMS

Invitations à demander au (1) 45-56-77-40.

Le Monde

LA PRESSE

iep

LE CARGO

organisent :

vendredi 25 et samedi 26 novembre 1988

LE FORUM NATIONAL DE LA COMMUNICATION POLITIQUE

Acteurs et observateurs des récentes campagnes électorales confrontent leurs points de vue sur les nouvelles formes de la communication politique.

LE PROGRAMME

VENDREDI 25 NOVEMBRE à 14 h 30, séance plénière d'ouverture ; de 16 heures à 18 h 30 : séminaires ; 20 h 30 : débat général présidé par M. André Fontaine, directeur du journal Le Monde.

SAMEDI 26 NOVEMBRE, de 9 heures à 10 h 30 : séminaires ; de 11 heures à 12 h 30 : séance plénière sur la nouvelle communication politique municipale et locale ; de 14 h 30 à 16 heures : compte rendu des séminaires ; 16 h 15 : les adhérents de la société des lecteurs du journal Le Monde sont invités à rencontrer M. André Fontaine et les membres de la rédaction présents à Grenoble (petite salle du Cargo).

Trois expositions :
► *Dessins de Planta* (exposition conçue par l'équipe de la revue « Un bon dessin vaut mieux qu'un long discours » - Paris)
► *Vies de Depardon* (Magnum - Le Monde)
► *30 ans d'affiches politiques en France* (documents prêtés par Alain Germeau, Musée d'histoire contemporaine, R.D.I.C. Paris, et par Bernard Champelovier, collectionneur grenoblois).

Billetterie, renseignements : LE CARGO/MAISON DE LA CULTURE
4, rue Paul-Claudel, 38000 GRENOBLE

Politique

La préparation des élections européennes

M. Giscard d'Estaing tente d'imposer la constitution d'une liste commune UDF-RPR

« C'est éprouvant ». De toute évidence, à en croire les confidences au *Figaro*, M. Valéry Giscard d'Estaing ne s'attendait pas à ce que la présidence de l'UDF lui donnât tant de fil à retordre. Après la Nouvelle-Calédonie, le vote du budget, les problèmes permanents d'indépendance, c'est la préparation des élections européennes qui risque de l'occuper beaucoup, et pour longtemps. Certes M. Giscard d'Estaing peut, dans l'immédiat, se féliciter d'avoir su préserver l'essentiel.

Attendu avec appréhension, le bureau politique du mardi 22 novembre, convoqué spécialement pour se saisir de ce dossier européen, n'a pas provoqué l'implosion. Le Parti républicain, qui avait sommé le CDS d'afficher clairement sa couleur, qui entendait impérativement traiter en bloc élections municipales et élections européennes, a mis suffisamment d'eau dans son vin. Et les centristes ont en outre eu l'air de rassurer tous leurs partenaires sur leur bonne volonté. Si bien que le président de l'UDF n'a guère éprouvé de difficultés à faire adopter par tous un calendrier au bout duquel serait présentée « la proposition de loi » européenne de l'UDF.

Chacun était convenu dans les jours précédents que, sur cette question, il importait d'abord « de ne pas mettre la charrue devant les bœufs ». Autrement dit, qu'avant d'aborder les délicates questions de personnes il fallait au préalable cerner les points d'accords ou de désaccords. Principe que M. Giscard d'Estaing a repris à son compte en déclarant « que le message européen de l'UDF devait primer sur la stratégie électorale ».

C'est donc ce à quoi l'UDF va s'employer dans les prochaines

semaines sous la double responsabilité — petite astuce giscardienne — du nouveau chef du PR, M. Alain Madelin, et de l'ancien ministre centriste des affaires européennes, M. Bernard Bosson. Le document de base qu'ils élaboreront sera soumis à un premier examen général, le 13 décembre, pour être présenté sous forme de « charte européenne » le 5 janvier. M. Giscard d'Estaing joue pour le moment sur du velours. Ce travail de réflexion entre parfaitement dans la stratégie du CDS. Depuis longtemps, aussi, il est avéré que toutes les composantes de l'UDF qui ont eu à mener ensemble depuis 1979 deux campagnes européennes sont sur tous les enjeux européens largement d'accord pour l'essentiel.

Un nouveau clivage

On peut par conséquent considérer que sur ce terrain l'UDF va connaître quelques moments de répit au moins jusqu'au début janvier. C'est alors que les choses sérieuses s'engageront. Décision a été prise au cours de ce même bureau politique qu'une fois cette charte européenne UDF établie les dirigeants de la confédération la soumettraient au RPR pour savoir s'ils peuvent co signer cette plate-forme et, à partir de là, envisager sérieusement comme en 1984 l'hypothèse d'une liste unique RPR-UDF. Ainsi peut-on prévoir que c'est en fonction du comportement du RPR que l'UDF prendra sa décision de faire liste commune ou liste à part.

Le fait le plus nouveau est que ce bureau politique UDF aura finalement fait apparaître une nouvelle ligne de partage au sein de cette

confédération. Non pas, comme on pouvait le prévoir, entre le PR et le CDS, mais entre les giscardiens et tous les autres. M. Giscard d'Estaing, dans cette affaire, pense aussi à lui. Il est tout à fait prêt à prendre la tête d'une liste commune RPR et UDF, et laisse entendre — ce qui paraît pour le moins hâtif — que M. Jacques Chirac lui aurait donné personnellement toutes assurances sur ce point.

Appuyé par ses fidèles — MM. Michel d'Ornano et Alain Lamassoure, — le président de l'UDF a donc défilé, au cours de ce bureau politique, une ficelle qui est apparue à plus d'un un peu grosse. En entonnant un nouveau refrain de l'hymne à l'union en expliquant que, si l'opposition décidait d'aller à cette bataille en ordre dispersé, « cela provoquerait une grande indifférence du corps électoral », et aussi que ce serait faire un beau cadeau à M. Mitterrand qui, selon lui, n'attend que cela.

Cette démonstration n'a guère convaincu les autres responsables de l'UDF, qui conservent un souvenir amer de la campagne européenne de 1984. Ils savent que sur ce dossier européen le RPR reste divisé mais aussi que ce RPR est capable de signer tout et n'importe quoi pour aller où il veut aller.

« Il faut éviter un risque de confusion entre la politique nationale et la politique européenne, a fait valoir le président du Parti radical, M. André Rossinot. Ce risque existe si nous faisons alliance avec le RPR. » « Ne nous engageons pas dans l'union si nous ne tenons pas le même langage », a prévenu M. Léotard, qui semble avoir remis dans les cartons son idée d'une liste commune emmenée par lui-même et M. Alain Juppé. « Si nous n'avons

pas un projet suffisamment européen, l'espace centriste, a-t-il ajouté, risque d'être occupé par d'autres ». Un argument que partageait forcément M. Méhaignerie qui, vis-à-vis du RPR, a aussi rappelé « qu'il ne saurait se contenter de mots ». Le PRP accepterait-il par exemple de faire siéger ses élus européens à Strasbourg dans le groupe démocrate-chrétien du ou PPE dans le groupe libéral de M. Simone Veil ? Le président du CDS est tenté de faire de la réponse positive à cette question un préalable.

M. Giscard d'Estaing n'est donc pas au bout de ses peines. Il est acquis qu'il ne s'engagera directement dans ces élections que si l'union de l'opposition peut se faire derrière lui. Ce n'est pas le chemin qui est, pour l'instant, pris. Chat échaudé craignant l'eau froide, les autres responsables de l'UDF pensent aujourd'hui être en mesure d'assurer eux-mêmes la pérennité du message européen de l'UDF, en se dispensant une nouvelle fois de faire la courte échelle au RPR.

Ils ont compris également que ce choix était le seul moyen de garder à la maison le CDS, qui vient, lui, de comprendre la difficulté d'avoir trois listes de l'opposition (RPR, UDF et UDC). Pour conduire cette liste UDF, il ne manquera certes pas de candidats : M. Veil qui fait preuve aujourd'hui de la plus grande prudence, M. Léotard qui avait l'été estimé que cette tête de liste ne pourrait revenir « à quelque personnalité au positionnement incertain » et M. Méhaignerie qui sera tenté de signer de la sorte son retour définitif au bercail UDF. Ce « trop-plein », lui aussi, risque fort d'être éprouvant.

DANIEL CANTON.

« Je me bats pour sauver le centre » affirme l'ancien président de la République

« Je me bats pour sauver le centre », déclare M. Valéry Giscard d'Estaing dans un entretien paru mercredi 23 novembre dans le *Figaro*.

L'ancien président de la République indique notamment à propos des perspectives de l'opposition : « En 1988, l'histoire retiendra que ce n'est pas François Mitterrand qui a gagné ; c'est nous qui avons perdu. Si j'avais eu un candidat unique de notre camp, à mon avis, François Mitterrand ne se serait pas présenté ».

Cela signifie aussi que dans l'avenir nous devons nous montrer capables de résoudre ce problème et d'arriver à une candidature unique. Nous pouvons en parler d'autant plus facilement à l'heure actuelle que le problème ne se pose pas à échéance rapprochée et qu'il n'est pas obscurci par des rivalités personnelles. Pour désigner un candidat unique, il faudra avoir recours à des procédures démocratiques. Ce ne sera pas facile à organiser. Raison de plus pour y penser ».

Interrogé sur l'attitude de M. Raymond Barre, M. Giscard d'Estaing estime que son ancien premier ministre « n'est pas vraiment dans l'opposition ». « L'opinion ressent un immense besoin de clarté, ajoute-t-il. Quand on est dans l'opposition, on ne participe pas au gouvernement, ça va de soi, mais on doit aussi affirmer clairement les motifs pour lesquels on est dans l'opposition. Et cela veut dire que dans les grandes décisions politiques, on se comporte, par ses déclarations et ses actes, comme appartenant authentiquement à l'opposition ».

L'ancien chef de l'Etat affirme, au demeurant, que « les relations personnelles n'ont jamais été meilleures qu'aujourd'hui entre les dirigeants du RPR et de l'UDF ».

A propos de la préparation des élections européennes, il évoque la démarche des dirigeants du CDS en disant : « Je ne leur fais pas de procès d'intention ! Ma thèse est de dire à nos partenaires centristes : je comprends très bien que sur certains points vous désiriez prendre telle ou telle position, mais commencez par la proposer à vos part-

naires de l'UDF. Et puis vous verrez leurs réactions (...).

« Le CDS est dans l'opposition, et ses dirigeants nous disent qu'ils n'ont pas l'intention de quitter l'UDF. Pour moi, la seule stratégie, c'est celle de l'UDF (...).

« Tous notre système politique actuel, toutes nos élections sont basées sur la candidature unique... La rupture du système, c'est la rupture de cette logique. Qui en prendra l'initiative ? Tous nos députés, tous nos sénateurs, tous nos présidents des conseils régionaux sont élus avec la logique de la candidature unique. Il y a une chanson qui dit : « Les montagnards sont là ». Pour nous, ce sont les électeurs qui sont là. Notre stratégie, pour l'élection européenne, doit viser à rassembler toute l'opposition sur un objectif européen ».

Economie : « optimiste »

M. Giscard d'Estaing se montre « optimiste », d'autre part, sur l'avenir de l'économie française :

« Oui, explique-t-il, à cause de trois facteurs :

1) Le virage socialiste avant 1985, qui a préparé un certain nombre de choses et notamment la désindexation ;

2) La politique économique 1987-1988, qui a été du point de vue technique une bonne politique ;

3) La conjoncture mondiale, qui nous facilite les choses (...). Oui, mais il faut faire attention car les prix du pétrole monteront. Ils recommenceront à monter d'ici trois ou quatre ans. Comme le marché est noyé à l'heure actuelle, les producteurs de pétrole, contre leur intérêt, n'arrivent pas à se mettre d'accord sur une cotation raisonnable. C'est quand même un problème que nous retrouverons un jour. D'où l'idée que nous devons continuer à nous doter d'une forme d'énergie moins chère, comme le nucléaire. C'est ce qui explique d'ailleurs la construction d'une nouvelle usine d'aluminium à Dunkerque : la France touche le dividende de sa politique électronucléaire ».



À l'heure où les idées sont si rares sur l'avenir de notre pays, un professionnel de l'immobilier :

il faut de l'inspiration pour choisir les meilleurs sites ;

il faut du talent pour concevoir les espaces les mieux adaptés aux désirs des futurs utilisateurs ;

il faut du métier pour construire des logements et des bureaux de qualité.

A la SINVIM, Société d'Investissements Immobiliers de France, nous vous offrons une expérience fondée sur une

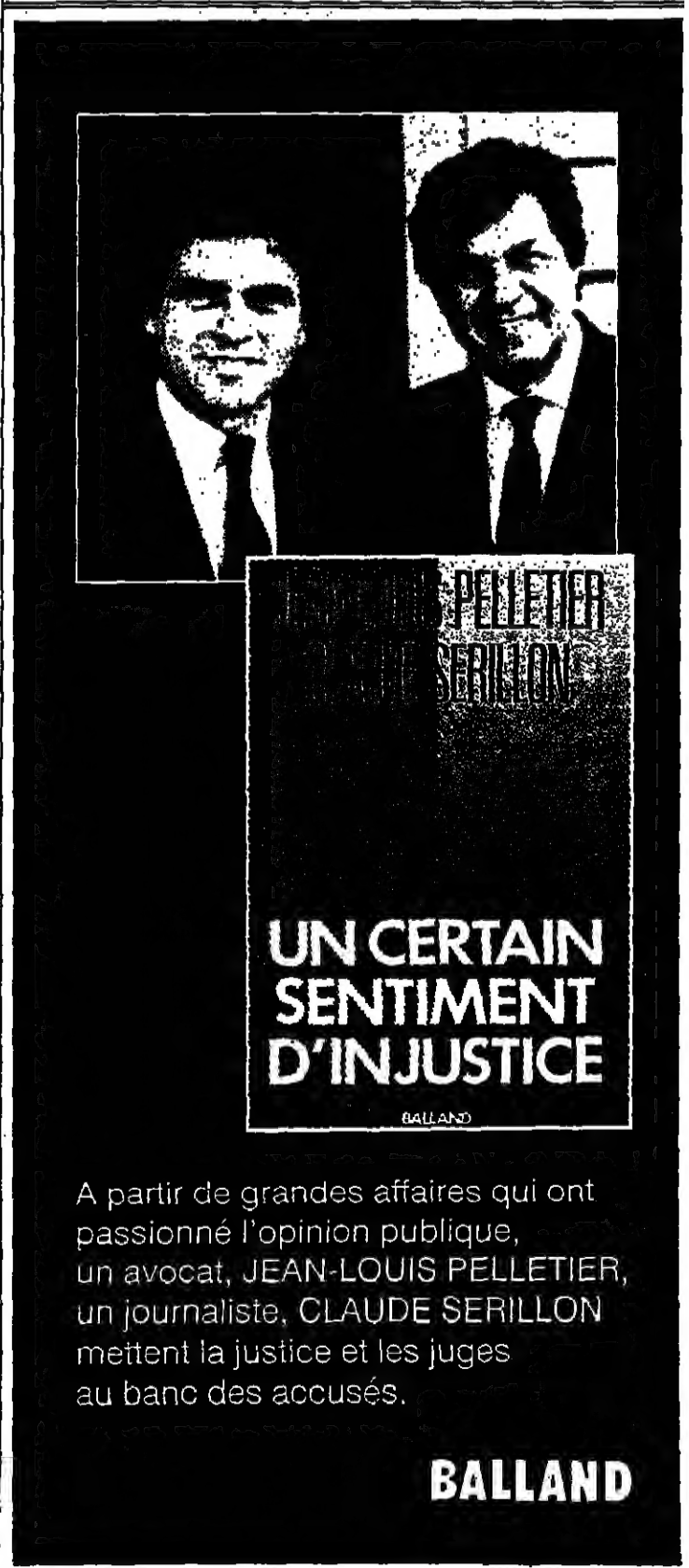
longue tradition de développement et de construction : en un quart de siècle 70 000 logements, 250 000 m² de bureaux, commerces, locaux d'activité et de loisirs.

Nous sommes 150 à mettre notre savoir-faire, notre expérience et notre enthousiasme en commun pour créer des lieux où il fait bon vivre, travailler et se détendre.

Chaque lieu possède un génie qui lui est propre.

La SINVIM sait l'apprivoiser pour vous.

SINVIM
GROUPE COMPAGNIE BANCAIRE
le génie des lieux
5, Avenue Kléber 75116 PARIS — Tél. 45.01.31.38



UN CERTAIN SENTIMENT D'INJUSTICE

A partir de grandes affaires qui ont passionné l'opinion publique, un avocat, JEAN-LOUIS PELLETIER, un journaliste, CLAUDE SERILLON mettent la justice et les juges au ban des accusés.

BALLAND

Politique

La discussion budgétaire

Les sénateurs RPR et UDF abaissent à 18 % le taux moyen de la TVA

Le Sénat a achevé, mardi 22 novembre, la discussion générale du projet de loi de finances pour 1989, et il a commencé l'examen des articles consacrés aux recettes.

Vendredi 25 novembre, quand il s'agira de voter le vingt-neuvième et dernier article de la première partie du budget, dit « article d'équilibre », la majorité sénatoriale (favorable à l'opposition RPR-UDF) entendra manifester son « union ». Il lui sera proposé de diminuer de 30 milliards de francs les dépenses publiques dont la commission des finances a estimé que la progression est inacceptable. M. Michel Chassagne, ministre délégué chargé du budget, n'a pas manqué de souligner le caractère inconstitutionnel de l'amendement de la commission des finances. Cet amendement va donc être réécrit, ce qui constituera un épisode de plus dans la difficile mise au point, par les membres de la majorité sénatoriale, d'une position commune dans le débat budgétaire.

Au départ, le RPR et une partie des républicains et indépendants envisageaient de voter contre la première partie, ce qui interrompait le débat en interdisant la discussion de la seconde partie, relative aux crédits par ministère. Le président de 1985 (le Sénat, ayant repoussé la première partie du budget de 1986, n'avait pas examiné la seconde et s'était contenté d'organiser des discussions groupées thématiques sur les principaux chapitres des dépenses) a laissé de mauvais souvenirs : pour beaucoup, cette tactique « avait terni » l'image du Sénat. Sa reprise a donc été écartée à condition que les amendements de la commission des finances, expressions des souhaits de la majorité sénatoriale, soient significatifs.

Dans un premier temps, M. Maurice Bin (U.A., cent. Ardennes), rapporteur général de la commission des finances, a suggéré une baisse des dépenses de 4 milliards de francs, tandis que M. Christian Poncelet (RPR, Vosges), président de la commission, envisageait, lui, une réduction de 40 milliards. La « concertation », qui réunit l'ensemble des représentants de chacun des groupes de la majorité sénatoriale,

s'est accordée sur le chiffre de 30 milliards.

Les amendements de la commission des finances sur les recettes ne parviennent pas tout à fait à l'économie souhaitée. Elle peut espérer atténuer la différence avec de nouvelles modifications proposées par les groupes et soutenues par elle. Ainsi, M. Jacques Oudin (RPR, Vendée) a fait voter une baisse du taux moyen de TVA, le ramenant de 18,6 % à 18 %. Défendant un amendement ayant le même objectif, M. Roger Chénard (RI, Paris) a, comme la plupart de ses collègues qui étaient intervenus dans la discussion générale, reproché au gouvernement d'avoir préféré réduire le taux le plus élevé et le taux le plus bas, « ce qui ne constitue pas une priorité », plutôt que le taux moyen. Ce dernier, a expliqué M. Oudin, est le plus utilisé, et seule sa diminution permet la nécessaire inflexion de la fiscalité indirecte en France, dans la voie de l'harmonisation européenne.

Après avoir observé que les variations sur le taux moyen effective-ment le plus utilisé sont celles qui coûtent le plus cher, M. Chénard a rappelé le rapport de M. Marcel Boiteux, concluant à l'impossibilité d'y toucher et à la prudence de M. Jacques Chirac en la matière. Le ministre délégué chargé du budget a souligné que l'ajustement de la fiscalité indirecte décidée par la France est « considérable » au regard des autres pays de la Communauté. Enfin, il a critiqué les gages choisis qui ne manqueraient pas d'avoir des conséquences sur les prix, conséquences qui ne compenseraient pas, a-t-il ajouté, l'incidence infime de l'allègement de la TVA proposé. La gauche s'est retrouvée seule pour voter contre l'adoption de cette proposition.

« Soigner ceux qui souffrent »

En revanche, le Sénat a approuvé une extension du système de réduction d'impôt en faveur des dons consentis aux associations d'aide alimentaire. M. Joël Moynet (Charente-Maritime), président du groupe de la Gauche démocratique, demandait l'extension à l'ensemble des associations pratiquant le méco-

nat caritatif au motif que « soigner ceux qui souffrent mérite autant d'intérêt que nourrir ceux qui ont faim », et qu'il est pour le moins choquant de limiter les montants fiscaux à la fourniture de repas gratuits « en France ». Les propositions de M. Chénard, de M. Daniel Hoffel (Bas-Rhin), président du groupe de l'Union centriste, et de M. Lucien Neuwirth (RPR, Loire), quoique plus limitées, allaient dans le même sens. Mais c'est celle de M. Jean-Pierre Masseret (PS, Moselle), à laquelle la commission des finances ne s'est pas plus opposée que M. Chénard, qui a été prioritairement approuvée. Il s'agit de ne pas limiter une telle mesure aux seules associations d'aide alimentaire — celles à qui le versement de dons offre aux contribuables donateurs une réduction d'impôt sur le revenu égale à 50 % du montant de leurs dons dans la limite de 400 francs, mais de l'étendre aux associations qui proposent l'assistance alimentaire, médicale ou matérielle. Les socialistes ont maintenu la limite « en France » en expliquant que notre pays prouve suffisamment sa sollicitude à l'égard du tiers-monde pour qu'on lui en fasse grief.

Par ailleurs, le gouvernement a devancé les souhaits du RPR, des centristes et des socialistes, partagés par les communistes, en faisant voter l'extension aux couples âgés dont l'un des conjoints âgé de plus de soixante-dix ans est titulaire d'un emploi à plein temps, d'un emploi à temps partiel ou de deux, accidenté aux avantages fiscaux relatifs aux frais de garde ou à l'emploi d'une garde à domicile.

En revanche, le PC a défendu sans succès des amendements sensiblement identiques à ceux qu'il avait déposés à l'Assemblée nationale, notamment celui traditionnel prévoyant une barème différent de l'impôt sur le revenu.

ANNE CHAUSSEBOURG.

A l'Assemblée nationale

Adoption de plusieurs projets de loi

Les députés ont examiné, mardi 22 novembre, divers projets de loi adoptés par le Sénat.

● **Aide judiciaire devant les cours administratives d'appel.** — Ce projet adopté sans modification par le Sénat le 20 octobre propose d'étendre le bénéfice de l'aide judiciaire, prévue par la loi du 3 janvier 1972, aux procédures instruites devant les cours administratives d'appel instituées par la loi du 31 décembre 1987. Cinq bureaux d'aide judiciaire seront ainsi créés auprès des cinq cours administratives d'appel (Paris, Lyon, Bordeaux, Nantes, Nancy). Le projet adopte également l'article de la loi de 1972 relatif à la composition des bureaux d'aide judiciaire en levant l'obligation de présence des avoués au sein de ces bureaux. L'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité ce projet défendu par M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux.

● **Exploitation des navires militaires.** — Adopté par le Sénat le 4 octobre, ce projet précise le régime de responsabilité des exploitants de navires militaires affectés à un service public d'Etat en cas d'accident. Le montant de la responsabilité sera désormais déterminé par la loi de l'Etat sur le territoire duquel l'accident sera produit, et non plus limité à 500 millions de francs comme le prévoit la législation actuelle. L'Assemblée nationale a adopté ce texte sans modification.

● **Contrats d'affrètement de transports maritimes.** — Adopté par le Sénat le 18 octobre, ce projet étend aux armateurs français le droit, reconnu aux transporteurs étrangers, de refuser l'exécution d'un contrat de transport si le passager ne dispose pas des documents d'autorisation à débarquer au point d'arrivée et aux escales prévues. Les députés ont adopté ce projet de loi dont l'application avait été étendue par le Sénat aux territoires d'outre-mer et à Mayotte.

● **Harmonisation de la protection sociale entre la métropole et Saint-Pierre et Miquelon.** — Adopté par le Sénat le 11 octobre, ce projet vise à étendre à la collectivité territoriale de Saint-Pierre et Miquelon diverses mesures de protection sociale existant en métropole, notamment en matière d'ouverture des droits à l'assurance maladie, à l'assurance maternité et à l'assurance vieillesse. L'Assemblée nationale a adopté ce texte.

● **Compétences de Mayotte en matière de formation professionnelle et d'apprentissage.** — Voté par le Sénat le 11 octobre, ce projet, qui confère à Mayotte des compétences identiques à celles des régions métropolitaines et d'outre-mer en matière de formation professionnelle et d'apprentissage, a été également adopté par l'Assemblée nationale.

P. R.-D.

A l'extrême droite

Une veillée nostalgique

Il ne restait plus que quelques places libres, mardi 22 novembre au soir, dans la salle de la Mutualité, à Paris, où les amis de Jean-Pierre Stébois s'étaient donné rendez-vous pour un ultime hommage public à l'ancien secrétaire général du Front national. Ni M. Jean-Marie Le Pen, président du mouvement d'extrême droite, ni M. Bruno Mégret, délégué général, n'étaient pourtant présents à cette commémoration organisée par le magazine *National Hebdo*.

M. Carl Lang, le nouveau secrétaire général, jeune par l'âge mais qui figure déjà parmi les « anciens » du Front, a assuré qu'il n'était là « que pour poursuivre l'œuvre accomplie » et a engagé les militants à préparer « dès ce soir les prochaines batailles municipales et européennes ».

M. Jean-Yves Le Gallou, président du groupe FN au conseil régional d'Ile-de-France, a souligné la création de « nouveaux listes pour faire admettre l'Europe », en référence à l'élection municipale partielle de 1983 qui avait servi de tremplin à Jean-Pierre Stébois. « Au soir du 12 mars, il y aura des dizaines et des dizaines de coups de tonnerre », a lancé M. Le Gallou.

La plupart des autres intervenants, compagnons de combat du temps de la clandestinité et de la marginalité, des opérations coups de poing et des ambassades de crise, ont évoqué, avec passion ou émotion, parfois avec emphase, la mémoire du dirigeant disparu. « Il a rejoint Bastien-Thiry et Roger Degauldre », anciens de l'OAS, « et François Duprat, abattu par des terroristes », a lancé M. Roland Gaucher, directeur de *National Hebdo*, qui a réaffirmé son combat « contre le communisme et les cosmopolites pourris de la Trilatérale ».

OLIVIER BIFFAUD.

cosmopolites pourris de la Trilatérale ». M. Michel Collinot, l'ami « solidier » de la première heure, a brandi cette soirée non comme « une veillée funèbre mais [comme] une veillée d'armes, car le combat continue ». Un combat dont le chemin, selon M. Pierre Sargent, le capitaine qui fut responsable de l'OAS en métropole, a été tracé par les généraux Salin, Zeller, Jouhaud et Challe, les auteurs du putsch d'Alger en 1961. M. Roger Hollendorff, surnommé « Popy », et qui « guésait déjà à l'époque », a rappelé ses combats connus avec Jean-Pierre Stébois « face aux « boches », face à la haine ». Saluant celui qui « a chassé du FN les incapables et les voyous », il a souligné que le défunt « voulait un parti pur et dur ».

Cette dernière caractéristique a été décrite de façon saisissante, gesticulant à l'appui, par M. Nicolas Tandler, un adepte du « marcher séparément » mais du « frapper ensemble ». Elle a été évoquée d'une manière non moins imagée par M. Serge de Bekatch, rédacteur en chef de *National Hebdo*, qui ne porta pas ses confidences dans son cœur : « Les « sycophantes », les « journalistes délateurs », les « journalistes filles », les « bouffes ».

On a dénoncé les rouges, les plurielles, la classe politico-médiatique, les politiciens véreux, la « social-bouffonnerie », le cosmopolitisme apatride, les rapins de justice et les Maghrébins, les terroristes « qu'un pouvoir abjecte capote ». Ces amis se sont séparés sur l'air du Chant des Africains, l'hymne du corps expéditionnaire français en Italie pendant la dernière guerre...

OLIVIER BIFFAUD.

M. Joxe propose un dialogue aux nationalistes corses

(Suite de la première page.)

La moralisation de la vie publique ? Le ministre de l'intérieur a précisé que le résultat des enquêtes qu'il a diligentées sur le fonctionnement de nombreux services administratifs dans l'île seront rendus publics. Il a réaffirmé que la « lutte contre la fraude (électorale) sera intensifiée, et pas seulement en Corse ».

Le développement économique et culturel de l'île ? En vrac, M. Joxe a sorti tout ce qu'il avait dans sa hotte : il demandera au ministre des transports de reprendre rapidement le dossier des transports entre l'île et le continent ; il a l'intention d'organiser, pour le mois de janvier, un colloque sur les îles qui se réunirait en Corse. « Si cela peut se passer de façon paisible, ce qui paraît envisageable », l'éducation nationale en Corse a été extraite du contrat de plan Etat-région, afin de bénéficier d'un traitement privilégié ; dans l'ensemble des contrats de plan passés avec les régions, l'Etat accorde à la Corse une « prime à fait exceptionnelle » ; la réflexion sur le statut fiscal de l'île se poursuit en « termes nouveaux » compte tenu de l'approche de l'échéance européenne ; enfin, dans l'immédiat, le comité interministériel consacré à la Corse se réunira de nouveau au début du mois de décembre.

De son côté, M. Edith Cresson a annoncé aux Corses une bonne nouvelle : lundi, le conseil des ministres de la Communauté européenne a décidé une réforme des fonds structurels communautaires. Les crédits affectés à ces fonds doubleront d'ici à 1992, et la Corse sera la seule région métropolitaine française à bénéficier de cette manne. A condition, toutefois, que les Corses acceptent les règles du jeu : « programmation », « partenariat » pour l'utilisation de ces crédits, ce qui passe par l'élaboration, d'ici au 31 mars 1989, d'un plan de développement régional.

Comme à chaque déplacement ministériel, depuis que M. Michel Rocard est à Matignon, M. Joxe et M. Cresson se sont employés à jouer sur un registre subtil et varié : mélange de dédramatisation et de responsabilisation, de fermeté et de compréhension, d'encouragement et d'ammonestation, le tout fondé sur un dialogue si possible tous azimuts.

Ainsi, lors d'un déjeuner à la préfecture d'Ajaccio, M. Joxe a-t-il, premièrement, éjecté de sa table la plupart des adultes qui s'y trouvaient ; deuxièmement, intimé aux

rescapés l'ordre, répété chaque fois que nécessaire, de se taire ; troisièmement, consacré son repas à une discussion parfaitement libre avec plusieurs étudiants, dont certains visiblement titillés par le nationalisme. D'accord avec eux sur la lutte contre la corruption, M. Joxe, en revanche, a rétorqué à ceux qui voulaient « vivre et étudier au pays » que la plupart des étudiants français doivent quitter pour une partie de leurs études, leur région d'origine, et qu'il est bon, de toute façon, de s'ouvrir des horizons.

Ainsi M. Joxe cherche-t-il à définir l'équilibre entre le respect de la spécificité insulaire et la lutte contre ce qu'il ressent comme les tentations du narcissisme Corse : si le ministre de l'intérieur veut organiser ici un colloque sur les îles, c'est notamment pour montrer aux Corses qu'ils ne sont pas les seuls Européens à vivre sur une île et que les questions de l'insularité « doivent pouvoir être traitées comme ailleurs, paisiblement ».

La fermeté de M. Joxe n'a pas empêché, mardi, des avancées parfois spectaculaires, en direction des nationalistes. Alors que le gouvernement veut régler le problème corse dans la « durée », M. Joxe sait que l'ex-FLNC, tout en maintenant la trêve des attentats, montre son impatience face à l'attitude jugée « timide » du gouvernement. Le ministre sait aussi que — sans approuver la violence — nombre de Corses comprennent certaines revendications de l'ex-FLNC. Député RPR de Corse-du-Sud et président de la région, M. Jean-Paul de Rocca-Serra, n'a-t-il pas répété, mardi, que ce sont bien les problèmes économiques et sociaux de l'île qui se traduisent « en sentiment d'injustice, de rancœur, d'agressivité, et, pour les plus fragiles, en violence » ?

C'est pourquoi M. Joxe a fait, mardi, plusieurs gestes en direction des nationalistes. Il s'est, en particulier, attaché à dissiper le « malentendu » qui a suivi la visite récente de M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale (le Monde daté 30-31 octobre).

La visite de M. Jospin visait à montrer l'intérêt que porte le gouvernement à la culture et à la langue corses. Mais victime, selon M. Joxe, d'une « grande injustice », M. Jospin a été mal compris, parce qu'il avait souligné que l'enseignement du corse ne pouvait devenir obligatoire pour les élèves.

Dans un tract diffusé samedi (le Monde du 21 novembre), l'ex-FLNC évoquait le « mépris » de M. Jospin. De son côté, le groupe de l'Assemblée régionale Cuncolta nazionalista a publié une longue lettre ouverte à M. Joxe, à l'occasion de sa visite. Cette lettre ouverte jouait notamment que M. Jospin « a profondément déçu et révélé une parfaite méconnaissance des enjeux culturels, des politiques, qui se posent à la Corse ».

M. Joxe a précisé mardi les propos de M. Jospin, en affirmant que, dès le mois de janvier, 50 % des élèves corses auraient la possibilité de recevoir à l'école un enseignement de leur langue. Ce pourcentage sera porté à 100 % dès la rentrée scolaire de l'automne 1989.

« Ces malentendus doivent cesser », a insisté M. Joxe, qui a affirmé que « l'enseignement du corse en Corse ne doit pas être un problème conflictuel », que le gouvernement n'éprouve à l'égard des langues régionales aucune « réticence », et qu'il faut sortir de la « fausse querelle » de l'obligation.

Au-delà du problème de la langue corse, le ministre de l'intérieur a jugé que la lettre de la Cuncolta nazionalista est « critique [...] mais constructive [...] », parfois injuste, mais d'inspiration générale. Il a annoncé qu'il répondrait publiquement, par écrit, à cette lettre ouverte, en ajoutant : « On peut s'envoyer des lettres, on peut aussi se rencontrer ». « Les îles sont libres », a ajouté M. Joxe. Ce qui n'est pas libre, c'est l'usage des armes.

En outre, le ministre de l'intérieur pourrait satisfaire une autre des revendications exprimées dans la lettre ouverte. Bien qu'il ne l'ait pas encore annoncé publiquement, il cherche le moyen juridique d'éviter que la limitation des votes par procuration, décidée pour combattre la fraude, ne se traduise par des « charters » d'électeurs venus du continent : c'est précisément ce que demande la Cuncolta.

Entre les nationalistes, qui ne peuvent tirer un trait sur leur passé et maintiennent méfiance et exigence vis-à-vis du gouvernement, et M. Joxe, c'est une sorte de course contre la montre qui s'est engagée. L'enjeu, pour le ministre de l'intérieur, reste le même que celui qu'il avait défini à Ajaccio au début de l'automne : enlever aux nationalistes tout « prétexte » à la reprise de la violence.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

PARIS HONG KONG

Aller-Retour
Vol quotidien

5600 F

LA ROUTE DE LA SOIE

Sur les traces des caravanes
un circuit historique
accompagné par un guide
amalgam25 jours en Mai en
pension complète :

24.600 F

LES 10 PLUS BEAUX SITES DE LA CHINE

Circuit culturel en Mars
durant le printemps chinois
accompagné par un guide
amalgam24 jours en pension
complète :

19.400 F

VOYAGER EN CHINE

Il existe de multiples façons
de voyager en Chine
économiques ou luxueuses,
originales ou classiques,
sportives ou confortables.
Carrefour de la Chine,
premier organisateur
français de voyage vers la
Chine, vous en propose 28,
que vous découvrirez dans
sa brochure "Connaitre et
aimer la Chine en 89".

Carrefour de la Chine

45 rue Sainte Anne

75001 Paris

M. Pyramides et Palais Royal

42.61.60.26

AUTOUR DU CINEMA CHINOIS

Découvrez les hauts lieux
du cinéma chinois, sous la
conduite d'un guide de
l'institut cinématographique
de Pékin21 jours en Août en
pension complète :

21.800 F

LA CHINE DES TRADITIONS

Circuit culturel en
Septembre, accompagné
par un guide amalgam, à
un prix très économique22 jours en pension
complète :

18.100 F

PARIS PEKIN

Aller-Retour
Vol hebdomadaire

5400 F

JUSTICE

Erreurs de procédure dans des affaires de drogue

Alors que l'inculpation du juge Bonhomme souligne les surprenantes conséquences du formalisme judiciaire, deux autres affaires pourraient susciter bientôt de nouvelles polémiques parmi les magistrats et policiers.

La première affaire doit trouver son épilogue, le 24 novembre prochain, devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris qui doit, à la suite d'une erreur de procédure rendre la liberté à deux inculpés poursuivis pour avoir transporté 7 kilos d'héroïne. Les deux bénéficiaires de la mesure sont inspecteurs de police.

L'un d'eux, René Baudin, avait déjà été mis en cause dans l'affaire du « vrai-faux passeport » d'Yves Chalier, principal inculpé de l'affaire du Carrefour du développement (le Monde du 23 novembre 1987).

La deuxième affaire a eu lieu, lundi 21 novembre, au tribunal correctionnel de Châlons-sur-Marne : sept responsables présumés d'un trafic d'héroïne ont dû être remis en liberté également à la suite d'une erreur de procédure.

● A Paris : deux policiers doivent être remis en liberté

René Baudin, chef inspecteur de la police de l'air et des frontières, (PAF) en poste à l'aéroport de Roissy, a été interpellé le 24 juin 1988 par des policiers de l'Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants (OCRIS). Ce jour-là, il accompagnait un autre policier de la PAF, le chef inspecteur divisionnaire Georges Bechouche, qui convoquait une valise contenant 7 kilos d'héroïne brune. La valise leur avait été remise, quelques minutes auparavant dans la zone internationale de l'aéroport, par un inconnu débarqué d'un vol en provenance de Bruxelles.

Profitant de leur statut, les deux policiers devaient traverser sans encombre les contrôles de douane, et remettre leur colis à deux femmes, Florence Jacquet-Zedan et Hasiza Nadi, qui les attendaient dans le hall d'un hôtel de Roissy. C'est là que les policiers de l'OCRIS interpellèrent tous les deux. A l'issue de leur garde à vue, ils étaient défilés et inculpés de trafic illicite de stupéfiants le 29 juin 1988 (le Monde du 29 juin).

L'élément essentiel de l'accusation

Georges Bechouche était, en fait, surveillé par l'OCRIS depuis le 10 mars 1988, date à laquelle sur commission rogatoire de M^{me} Christine Coste-Floret, juge d'instruction au tribunal de Bobigny (Seine-Saint-Denis), sa ligne téléphonique était placée sous écoute. Les enquêteurs avaient, en effet, bénéficié d'un renseignement leur indiquant que leur collègue se livrait au trafic de drogue. Ce sont les écoutes téléphoniques qui leur permirent d'apprendre l'arrivée d'une nouvelle livraison de drogue le 24 juin à l'aéroport de Roissy.

Les deux fonctionnaires arrêtés étant officiers de police judiciaire, la loi leur fait obligation, avant toute mesure d'instruction, sauf celle commandée par l'urgence, de saisir la Cour de cassation, qui désigne une juridiction pour traiter le dossier. Le procureur de la République de Bobigny ne fit cette démarche que le 29 juin, et le juge d'instruction, M^{me} Coste-Floret, continua ses investigations. Elle ne devait être désignée, dans les formes, que le 6 juillet suivant, alors qu'elle avait déjà accompli l'essentiel de la procédure.

Tel est le cadre dans lequel se développe le conflit qui oppose,

désormais, le parquet à l'avocat de René Baudin, M^{me} Dominique Pivnic. Selon cette dernière, la procédure est nulle depuis mars 1988, date à laquelle les enquêteurs, le parquet et le juge d'instruction ont appris qu'un officier de police judiciaire, au moins l'inspecteur Bechouche, pouvait être impliqué dans un trafic de drogue. Dès cette date, soutient-elle, il fallait demander à la Cour de cassation de désigner une juridiction d'instruction. Or cela n'a pas été fait, ce qui annule toute la procédure.

Le parquet admet qu'il y a eu erreur, mais plus tardivement. Au lendemain de l'arrestation des deux policiers, au moment où, selon lui, les aveux de Bechouche et la découverte de la complicité de Baudin ont clairement établi l'implication des deux officiers de police judiciaire. Avant, affirme encore le parquet, rien ne permettait de dire que les suspects étaient officiers de police judiciaire. Aussi ne demande-t-il l'annulation que d'une partie de la procédure. L'autre partie, celle qu'il estime valide, comprend notamment l'ensemble des écoutes téléphoniques, élément essentiel de l'accusation.

La chambre d'accusation qui a examiné cette affaire, le 20 octobre dernier, doit rendre son arrêt le 24 novembre. Mais, d'ores et déjà, il est acquis qu'une partie au moins de la procédure sera annulée. Annulation qui aura pour conséquence, pour René Baudin, la mise en liberté de son client. Logiquement, elle soutient que la procédure étant nulle, la prolongation de détention ordonnée par le juge d'instruction était forcément nulle. René Baudin ne pouvait rester valablement en prison.

Deux jours plus tard, les juges reconnaissent qu'« en l'état actuel de la procédure (...) l'inculpé peut être mis en liberté », assortissant sa décision d'un cautionnement de 200 000 F. René Baudin a préféré rester en prison : le 24 novembre, il est sûr de sortir, et cette fois sans verser de caution. Pour autant, il ne retrouvera pas son emploi à Roissy : le 3 octobre, le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, l'a révoqué ainsi que Bechouche avec suspension des droits à pension.

GEORGES MARION.

● A Châlons-sur-Marne : libération de sept trafiquants présumés

Sept responsables présumés d'un trafic portant sur au moins 15 kilos d'héroïne entre la France et la Thaïlande ont été remis en liberté, lundi soir 21 novembre, à la suite d'une erreur de procédure, entraînant l'annulation, notifiée le même jour par le président du tribunal de grande instance de Châlons-sur-Marne, de la quasi-totalité de l'instruction menée depuis trois ans sur cette affaire.

En fait, c'est le document, daté du 1^{er} avril 1985 et désignant le juge chargé d'instruire le dossier qui a été frappé de nullité. Les avocats des prévenus ont en effet fait valoir que ce document n'était ni un original ni une copie certifiée conforme et qu'il n'avait par conséquent aucune valeur juridique. Le président du tribunal a dû, en conséquence, annuler tous les actes de procédure postérieurs au 1^{er} avril 1985 et notamment les décisions de mise en détention.

C'est ainsi que sept des neuf prévenus qui étaient encore détenus ont été remis en liberté. La procédure engagée continuera cependant pour les « fourmis » (petits revendeurs) de trafic, dix hommes de la région Champagne, repérés avant le 1^{er} avril 1985, et qui sont donc les seuls membres du réseau à encourir une condamnation.

Parmi les prévenus libérés, figure un ressortissant thaïlandais de trente-sept ans, Monty Zecorn, considéré comme le chef et le financier de la filière baptisée « Epernay-Thaïlande » par les policiers du SRPJ de Reims, qui, à partir de quelques grammes d'héroïne saisis dans la région, avaient réussi à remonter l'ensemble du réseau. Le trafic portait sur une quinzaine de kilos d'héroïne avoués. « La partie visible de l'iceberg », d'une valeur marchande d'environ 45 millions de francs, selon le SRPJ. « C'est une des plus belles affaires que nous ayons traitées ces dernières années », expliquent les enquêteurs, sans quelque amertume. Les policiers, qui avaient notamment mené leur enquête en Thaïlande et en Espagne, avaient ainsi interpellé vingt et une personnes, de la simple « fourmi » en passant par les financiers et les passeurs.

Le Front national lance une campagne pour la peine de mort. — Délégué général du Front national, M. Bruno Mégret a annoncé, mardi 22 novembre, le lancement par son mouvement d'une « campagne populaire pour le rétablissement de la peine de mort ». Il s'agit, selon M. Mégret, d'une entreprise à mener « dans le cadre d'une politique globale pour une justice forte ». Le représentant du Front national entend ainsi « réaffirmer le pouvoir judiciaire dans la plénitude de ses prérogatives (...). Il faut que les criminels aient la certitude de la sanction et non la quasi certitude de l'impunité ».

Dans une allusion à l'affaire Boudouque, M. Mégret a ajouté qu'« il n'y a pas deux façons d'appliquer les lois, deux poids et deux mesures. Or on porte plus d'intérêt à ceux qui bafouent les lois qu'à ceux qui les défendent ».

La première manifestation de la campagne du Front national pour le rétablissement de la peine de mort sera une manifestation organisée à Paris, le 26 novembre, à 14 h 30, de la place de la République à celle de l'Opéra. Des rassemblements en province suivront. Une pétition nationale sera lancée.

En Seine-Maritime

Les gérants d'une discothèque et un employé inculpés

ROUEN
de notre correspondant

Les deux gérants et un employé d'une discothèque de Seine-Maritime ont été inculpés, dimanche 20 novembre, à Rouen, de « coups et blessures volontaires avec armes ». Il leur est reproché d'avoir gravement blessé un Marocain de vingt-six ans, Mohammed Favez, habitant au Grand-Quevilly, près de Rouen, dans la nuit du 22 au 23 octobre, à la porte de leur établissement, le « Macumba », situé à Yerville, en rase campagne.

L'un des gérants, Jacky Bazin, a été écroué à la maison d'arrêt de Rouen ; l'autre, Jean Maisonneuve, et l'employé, Daniel Grault, « videur » de la discothèque, ont été laissés en liberté sous contrôle judiciaire.

Le 22 octobre, vers minuit, Mohammed Favez s'était présenté avec trois amis à l'entrée du « Macumba » pour y passer la soirée. Alors qu'il était un habitué des lieux, l'entrée de la discothèque lui a été refusée, et il a été roué de coups, pour une raison indéterminée. Des injures racistes ont accompagné les coups.

Les trois amis de Mohammed Favez ont pris la fuite. L'équipe du « Macumba » a alors imaginé de maquiller l'agression en accident de la route en plaçant la victime dans sa voiture et en l'abandonnant quelques kilomètres plus loin.

C'est dans ces circonstances que Mohammed Favez a été pris en charge par la gendarmerie et hospitalisé comme une banale victime d'accident. Admis au service de neurochirurgie du Centre hospitalier de Rouen, il a été soigné pour un grave traumatisme crânien ayant entraîné une altération de la conscience avec des troubles du langage.

C'est sur plainte, déposée le 26 octobre par la famille de Mohammed Favez, que l'enquête a été reprise. L'avocat de la famille, M^{me} Pierre Conil, a souligné que le parquet de Rouen avait été très attentif aux éléments nouveaux qui avaient été apportés.

ÉTIENNE BANZET.

Après la mort d'une jeune fille

Prison avec sursis pour un policier grenoblois

Le tribunal correctionnel de Dijon a condamné, mardi 22 novembre, à quinze mois de prison avec sursis un inspecteur de police du SRPJ de Lyon détaché à Grenoble, Daniel Legal, trente-sept ans, qui avait involontairement tué une jeune fille lors d'une enquête sur un trafic de drogue.

Le tribunal a accordé les circonstances atténuantes à Daniel Legal, et a ordonné la non-inscription de cette condamnation au casier judiciaire. Il a, en outre, rejeté les demandes de dommages et intérêts présentées par la famille de la victime, Sandra Deschaux-Beaume, dix-neuf ans, l'incriminant implicitement à se pencher devant le tribunal administratif. A l'audience du 19 novembre, le procureur avait requis une peine de dix-huit mois de prison avec sursis.

L'affaire remonte au 21 octobre 1986. Au cours d'une descente de police dans un appartement du centre de Grenoble, l'inspecteur Legal, qui tenait à la main son arme de service, avait fait passer son revolver de la main droite à la main gauche pour ouvrir la porte d'une des pièces de l'appartement d'où provenait du bruit. C'est en accomplissant ce geste que l'inspecteur Legal avait tiré accidentellement, blessant mortellement Sandra Deschaux-Beaume. Celle-ci, étrangère au trafic de drogue, regardait la télévision dans cet appartement, propriété d'un de ses amis.

Selon le tribunal, il est « indéniable que l'inspecteur Legal avait commis de graves imprudences ». « L'efficacité », ajoutent les magistrats, exigeait qu'il tienne son arme de la main droite avec le canon relevé et « qu'il se fasse ouvrir la porte » de la pièce où il voulait entrer. Des circonstances atténuantes, dont bénéficie l'inspecteur, ont été motivées par ses états de service et les notes élogieuses le concernant. En revanche, le tribunal estime que la descente de police « aurait dû être préparée avec plus de minutie ».

Vincennes ou Colombes ?

Deux sites à l'étude pour le grand stade de Paris

Un grand stade de 80 000 à 100 000 places à Paris, c'est pour demain, a annoncé M. Jacques Chirac, mardi 22 novembre, au cours d'une conférence de presse (voir nos dernières éditions). Demain, c'est-à-dire que le programme en sera arrêté en 1989, et la construction commencera l'année suivante.

Le maire de Paris estime cet équipement indispensable s'il veut, comme il en a l'intention, proposer la candidature de la capitale à l'organisation d'une Coupe du monde de football (en 1998) ou des Jeux olympiques de l'an 2000. Selon M. Chirac, le grand stade devra répondre non seulement aux exigences techniques des sportifs, mais pouvoir se prêter à d'autres manifestations : musicales, culturelles, « à l'exemple du Palais omnisports de Bercy et du stade de Wembley en Grande-Bretagne ». Il devra aussi être écologique, « totalement inséré dans le site ». Le site, précisément, n'est pas encore choisi. Un coordinateur sera nommé très prochainement. « M. Grand Stade » sera l'interlocuteur de l'Etat, de la région Île-de-France et des autorités sportives.

La première tâche sera de préparer le choix du lieu d'implantation : Vincennes ou Colombes, a simplement annoncé M. Chirac, sans en dire plus, sinon que les deux sites sont également en compétition, en l'état actuel du dossier.

Il sera difficile de les départager. Colombes, ce serait la reconstitution du stade historique où ont eu lieu les JO de 1924. Mais l'environnement, les conditions de transport et de sécurité ont bien changé depuis cette date. Le tissu urbain existant maintiendrait les installations sportives.

La municipalité de gauche est favorable à une modernisation de ce stade qui occupe 18 hectares, mais elle ne l'est pas à la construction d'un stade de 100 000 places qui, selon une étude d'impact conduite récemment entre autres par la Caisse des dépôts et consignations, poserait de sérieux problèmes de parking et de circulation. D'autant que la proximité de la nappe phréatique compliquerait le creusement du sous-sol. C'est déjà cet aspect des choses qui a éliminé le site du Tremblay (Val-de-Marne) envisagé il y a quelques mois.

Mais le plus gros handicap de Colombes est... de n'être pas Paris. Propriété du Racing Club de Paris, le stade est situé tout entier sur la commune de Colombes, dans les Hauts-de-Seine. Vincennes, alors ? Là aussi, les obstacles sont nombreux. La place ne manque pas, en revanche, les écologistes comme plusieurs maires des communes limitrophes ont déjà levé le bouchier à l'évocation de ce choix. Même « enterré », fondé le plus possible dans le paysage, le stade de 100 000 places perturbera son environnement. Le risque est tel que le maire de Paris ne fixera vraisemblablement pas son choix avant les élections municipales du printemps prochain.

C. V.

● Le corps de Christine Onassis sera inhumé en Grèce. — Les autorités judiciaires grecques ont autorisé finalement le transfert en Grèce du corps de Christine Onassis, décédée dimanche 20 novembre, dans un club privé de Buenos-Aires. L'autopsie avait conclu à un décès consécutif à un oedème pulmonaire.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

HISTOIRE DU JAPON

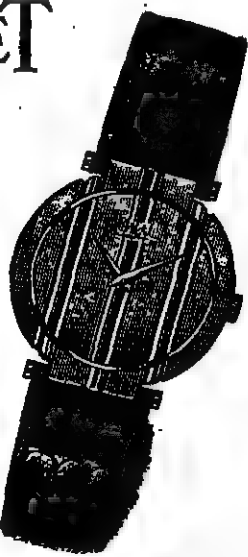


De même que, jadis, les jésuites missionnaires avaient révélé à l'Europe pensante - à Montaigne par exemple - la grandeur de l'Empire chinois, Sansom a contribué à faire entrer définitivement le Japon dans la conscience historique européenne du XX^e siècle.

Danielle Elisseeff

Le temps Piaget ne se mesure qu'en Or

PIAGET



Or 18 carats.
Quartz, étanche

Aldebert

A Paris : 16, place Vendôme
1, bd de la Madeleine
8, fg Saint-Honoré
70, fg Saint-Honoré
Palais des Congrès, Porte Maillot
A Cannes : 18, La Croisette
A Monte-Carlo : 3, av. des Beaux-Arts

ESSEC

Société

RELIGIONS

Des dizaines d'arrestations et d'expulsions

Coup de filet de la police madrilène au congrès international de scientologie

A la suite d'arrestations intervenues au congrès international de scientologie à Madrid, six membres étrangers de l'Eglise de scientologie ont été expulsés, le mercredi 23 novembre. Onze personnes étaient encore interrogées et neuf écrouées.

MADRID de notre correspondant

Une Eglise accusée d'être une secte aux préoccupations moins spirituelles que financières, des jeunes drogués qui seraient soumis à un véritable lavage de cerveau, des millions de dollars soupçonnés de traverser clandestinement les frontières, des accusés enchaînés par dizaines en autobus devant le juge à rien d'émouvant si, avec de tels ingrédients spectaculaires, le scandale de l'Eglise internationale de scientologie passionne depuis trois jours l'opinion publique espagnole.

Tout a commencé par un coup de théâtre dimanche 20 novembre, lorsque la police a fait irruption, munie d'un mandat judiciaire, dans un

luxe hôtel de Madrid où les scientologues tenaient leur congrès international. Soixante et onze personnes d'une quinzaine de nationalités différentes furent conduites devant le juge, M. Jose Maria Vazquez Honrubia.

En même temps, la police perquisitionnait dans une trentaine de locaux appartenant à l'Eglise de scientologie et répartis dans tout le pays. La plupart des personnes arrêtées, considérées comme des « sans-grade » au sein de l'organisation, allaient être progressivement libérées lundi et mardi après avoir été interrogées, tandis que six autres, tenues pour les principaux responsables étaient écrouées. En même temps, M. Vazquez Honrubia annonçait de nouvelles arrestations.

Cette spectaculaire opération mettait fin à une enquête de près de neuf mois, durant laquelle de multiples écoutes téléphoniques ont été effectuées et des dizaines de comptes bancaires de responsables de l'Eglise de scientologie passés au peigne fin. Une enquête qui permet aujourd'hui au juge d'accuser ce groupe à prétention religieuse d'une multitude de délits, allant de l'évasion de capitaux et du non-paiement d'impôts à l'escroquerie, en passant par l'atteinte à la santé publique et la falsification de documents publics.

Désintoxication au prix fort

L'Eglise internationale de scientologie a été fondée au début des années 50 par un citoyen américain passionné de philosophie orientale, Lafayette Ronald Hubbard. Installée dans une quinzaine de pays et revendiquant plusieurs millions d'adeptes (1), elle a créé l'organisation Narconon, à pour tâche la désintoxication des drogués, et l'Association civile de désintoxication, censée permettre à ses fidèles la quête de la perfection spirituelle.

Les objectifs réels de l'organisation, si l'on en croit le juge espagnol, sont toutefois beaucoup plus prosaïques. Selon M. Vazquez Honrubia, les dix commandements de cette Eglise se résumeraient en fait en un seul :

REPÈRES

Nucléaire

M. Fauroux « ne transigera pas » sur la sécurité de Superphénix

Dans un court entretien accordé au Figaro du 23 novembre, le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, a réaffirmé qu'un redémarrage du réacteur surpassement Superphénix, arrêté depuis de nombreux mois, ne pouvait être envisagé que s'il était « compatible avec la sûreté ». « Il n'est pas question pour moi de transiger sur ce point », a poursuivi le ministre, qui a précisé qu'aucune décision ne serait prise tant que le Service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN) ne lui aurait permis son rapport sur la sûreté de l'installation.

« Et soyez sûr », a ajouté M. Fauroux, « que je ne prendrais la décision d'autoriser le redémarrage que si son avis est positif ». Quant à l'avenir de la filière surpassement, le ministre estime qu'elle est « coûteuse en investissement », et qu'elle « le restera longtemps ». « Elle ne peut donc s'imposer que si le coût de l'uranium est élevé. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Mais il est impossible d'affirmer que ce ne sera pas vrai au début du vingt et unième siècle. »

SIDA
L'utilisation de l'alpha-interféron autorisée aux Etats-Unis

La Food and Drug Administration (FDA) a autorisé, lundi 21 novembre, l'utilisation de l'alpha-interféron dans le traitement du sarcome de Kaposi, une forme de cancer essentiellement liée au SIDA. L'alpha-interféron était déjà utilisé aux Etats-Unis depuis 1986 pour le traitement d'une forme de leucémie et, depuis juin dernier, pour celui de varicelle zébra. Commercialisé par deux laboratoires du New-Jersey (Shering Corp. et Hoffmann-Laroche) sous le nom d'Intron ou de Roferon, l'interféron est une protéine produite par les cellules parasitées par un virus, et dont la production biotechnologique à échelle industrielle est aujourd'hui possible. Dans la lutte contre le SIDA, c'est le troisième médicament autorisé aux Etats-Unis par la FDA, après le Retrovir (ou AZT) et le Pentamidine injectable (utilisée dans le traitement des pneumonies liées au SIDA). — (A.P.)

sagner de l'argent. Ainsi, Narconon offrait un traitement de désintoxication douloureux, et coûteux, et nombre de ses patients étaient ensuite « transférés » à l'Association civile de désintoxication, dont les tarifs étaient encore plus prohibitifs. La plupart des bénéfices réalisés échappaient au fisc et donnaient lieu à une évasion massive de capitaux. Les adeptes étaient soumis, toujours selon le juge, à une véritable entreprise de conditionnement et se voyaient virtuellement interdits de quitter l'organisation.

M. Vazquez Honrubia a, par ailleurs, précisé que les responsables de Narconon n'avaient aucune qualification professionnelle, et que leur situation juridique était totalement illégale. Il a, en outre, souligné que nombre de fournisseurs de cette Eglise n'avaient jamais été payés.

Si les responsables de la scientologie avaient déjà eu maille à partir avec la justice dans plusieurs pays, le réquisitoire dressé contre eux par le juge de Madrid est sans précédent par sa sévérité. L'affaire survient à un moment où l'Espagne est particulièrement sensible au problème des sectes, qui, depuis le retour de la démocratie, ont pénétré en force dans le pays, ce qui a motivé récemment la création d'une commission parlementaire d'enquête sur ce sujet.

THIERRY MALINAK.

(1) Cinq millions dans le monde, treize mille en France (Le Monde du 12 mai 1988).

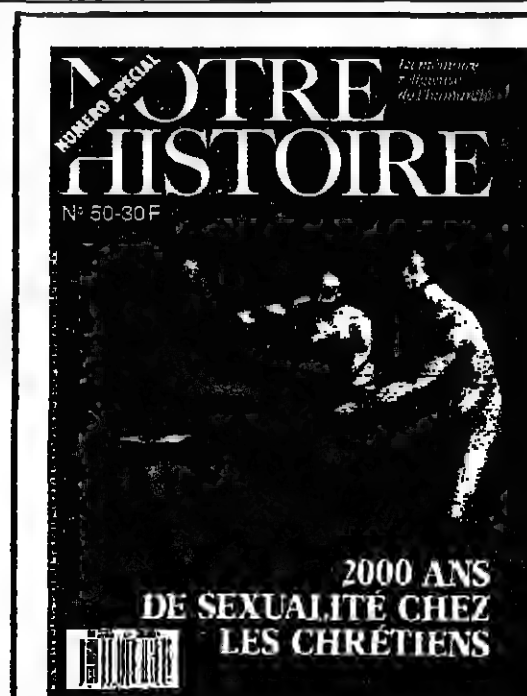
« Les scientologues français » indigènes. — L'Eglise de scientologie de France se déclare « indignée par le manque total d'impartialité du juge espagnol ». Elle loue l'action de l'association Narconon qui « participe à la réhabilitation des toxicomanes avec un vrai succès dans le monde. Le juge espagnol ne peut avoir fondé sa décision que sous l'influence de groupes privés alarmés par la diminution de leurs revenus provenant du trafic et de l'usage de drogues ».

SPORTS

Peugeot participera aux 24 Heures du Mans en 1991

Peugeot disputera le championnat du monde des voitures de catégorie « sport-prototypes » en 1991. Ecartée du championnat du monde des rallyes par un changement de réglementation après les titres obtenus en 1985 et 1986, et bientôt des rallyes-marchés par l'interdiction des prototypes à partir de 1990, la firme de Sochaux a choisi les courses sur circuit et les légendaires 24 Heures du Mans pour prolonger sa présence dans les compétitions mondiales.

L'adoption pour dix ans, à partir de 1991, des moteurs atmosphériques de 3,5 litres, également utilisés en formule 1, devrait, en effet, relancer l'intérêt du championnat du monde des sport-prototypes, où Porsche a déjà été rejointe ces dernières années par Jaguar, Mercedes, Nissan et Toyota. La volonté de perpétuer cette image sportive, qui a contribué au redressement des ventes, la stabilité des nouveaux règlements et la perspective d'affronter d'autres grands constructeurs, comme Alfa Romeo, ont motivé ce choix de la direction de PSA, qui nécessitera l'augmentation d'un tiers des effectifs de Peugeot Talbot Sport (PTS), chiffrés à une centaine d'ingénieurs et techniciens.



NOTRE HISTOIRE, un numéro spécial à ne pas manquer. 30 F.

Les handicapés et l'emploi
Sept cent millions à la fin du siècle

GENÈVE de notre correspondant

L'emploi — ou plutôt le chômage — figure depuis toujours parmi les principales préoccupations du Bureau international du travail (BIT). Or, s'il est difficile d'évaluer le chômage à des millions de travailleurs, y compris à ceux qui sont qualifiés, que peut-on faire pour les cinq cent millions de handicapés physiques ou mentaux ? Dans un texte cri d'alarme diffusé le 16 septembre, le BIT indiquait que ce chiffre atteindra sept cent millions d'ici la fin du siècle. En 1983, au moment de la proclamation de la Décennie des Nations unies pour les handicapés, les spécialistes du BIT avaient déjà noté que, dans le monde entier, on ne dépense en moyenne par jour et par personne qu'un « cent » de dollars américains pour ces marginaux de la société.

Qui sont les handicapés ? Aux infirmes de naissance s'ajoutent chaque année les invalides de guerre, les victimes d'accidents de la route et du travail, les rescapés de catastrophes naturelles, les déformés et inondés de la malnutrition, et de la maladie. Ce qui unit ces diverses catégories, c'est l'incapacité de se faire entendre, et par conséquent d'être acceptés et intégrés dans la société. Quatre sur cinq vivent dans les pays « en développement ». Neuf sur dix ne bénéficient d'aucun secours. Dans les pays industrialisés où sévit le chômage, ce fléau frappe en premier lieu les handicapés ; aux Etats-Unis, ceux-ci vont jusqu'à former les deux tiers des sans-travail.

Conscients des restrictions qui affectent la plupart des budgets nationaux, le BIT ne dresse pas pour autant un constat d'échec. Il existe, bien sûr, dans les pays les moins développés, des prestations d'assistance sociale et des œuvres charitables. Mais ce que l'on peut reprocher aux uns et aux autres, c'est qu'elles « tendent à perpétuer la dépendance au lieu de la supprimer ».

Les fonds disponibles pourraient être répartis de façon différente et plus efficace. C'est ainsi qu'avec l'aide d'experts du BIT au Zimbabwe, une centaine de handicapés se sont groupés pour cultiver le tournesol et le transformer en huile. Il est d'autres exemples qui intéressent plusieurs pays africains, l'Indonésie,

les Philippines... et même le travail des femmes et des enfants dans l'Afghanistan en guerre.

Selon le BIT, les progrès de la micro-électronique ouvrent pour les handicapés des possibilités dont on ne pouvait rêver auparavant dans la programmation, la gestion et la commande des machines. Des multinationales et des services publics

peuvent ainsi mettre en commun leurs expériences et leurs ressources — c'est chose faite dans six villes des Etats-Unis — pour offrir aux handicapés une formation en informatique. Ce n'est qu'une première étape, car les intéressés « ont été abandonnés à leur triste sort depuis bien trop longtemps déjà ».

ISABELLE VICHNIAC.

Pas de « canne blanche » à l'école

En dépit de son succès au concours d'entrée à l'école normale d'instituteurs de Clermont-Ferrand, M. Dominique Jacquet n'a pas été admis à commencer sa scolarité. L'inspection d'académie ne s'est rendu compte qu'après le concours qu'il était amblyopie... Titulaire d'une carte d'invalidité portant la mention « canne blanche » et reconnu à ce titre handicapé à 100 %, M. Jacquet a souhaité passer le concours de septembre dernier, après que la commission nationale d'aptitude physique l'eût déclaré apte à exercer la profession d'instituteur. Il a donc préféré cacher son handicap en ne le mentionnant pas sur son dossier de candidature, comme l'administration l'exige.

M. Jacquet a passé avec succès toutes les épreuves — orales, écrites et physiques — du concours sans aucune aide extérieure. Il a même été reçu 58^e sur les 60 premiers du concours figurant sur la liste principale des admis à l'école normale. Et ce n'est qu'au moment de la visite médicale préalable à son inscription à l'école que son handicap a été constaté.

Le recteur de Clermont-Ferrand a suspendu son admission « jusqu'à la production d'éléments prouvant la capacité à concourir et à enseigner ». Le ministre de l'éducation nationale a décidé que le dossier de M. Jacquet serait à nouveau

soumis, le 6 décembre, à la commission nationale d'aptitude, afin que soit prononcée soit son aptitude, soit son inaptitude à l'exercice des fonctions d'instituteur soit son admission à un stage probatoire à l'issue duquel la commission prendra sa décision définitive. Le ministre déclare avoir agi ainsi « dans un souci de trouver une solution humaine (...) tout en faisant respecter les exigences de sécurité des enfants qui doivent privilégier ».

L'éducation nationale a été confrontée ces temps-ci à plusieurs affaires comparables. En février dernier, M. Monory, alors ministre de l'éducation nationale, avait finalement décidé de titulariser M. Jean-Michel Soccola, instituteur paraplégique à Nanterre, après une mobilisation de ses collègues et des parents d'élèves. En revanche, M. Francis Girault, amputé du bras droit, s'était vu refuser l'accès à un concours de professeur de physique dans l'enseignement technique. Enfin une jeune Grenobloise infirme moteur cérébral, titulaire d'une maîtrise de physique, Mme Mireille Stichel, proteste contre les conditions dans lesquelles elle a obtenu au CAPES, lors d'une épreuve pratique en laboratoire, alors qu'elle souhaite exercer dans l'enseignement par correspondance.

PH. B.

DÉFENSE

Dévoilé à quelques privilégiés

Le programme américain de bombardier « furtif » est évalué à environ 400 milliards de francs

Une aile volante. Une grosse chauve-souris. Un gigantesque boomerang. Ces comparaisons sont venues à l'esprit des quelques privilégiés invités, mardi 22 novembre, à Palmdale (Californie), par la société Northrop, chargée par l'armée de l'air américaine de construire le bombardier « furtif » B-2. Douze jours après la présentation au public de son chasseur « furtif » F-117 A, conçu par Lockheed (Le Monde du 12 novembre), et avant de prochaines révélations sur son nouvel avion-espion « furtif », qui succédera à l'actuel SR-71, l'armée de l'air américaine a levé un coin du voile sur le B-2 censé pouvoir échapper à la détection électromagnétique, infrarouge, acoustique pour accomplir ses missions de bombardement.

Le Pentagone a lancé le programme B-2 en 1981, avec la conception, semble-t-il, de six prototypes, dont l'un, pré-sérieux, vient d'être présenté à Palmdale à des per-

sonnalités sélectionnées et maintenues à distance de sécurité pour limiter les occasions d'indiscrétion. Le B-2 devrait faire son premier vol au début de l'année prochaine. Le projet repose sur la production de 132 exemplaires à un coût global estimé, aujourd'hui, à quelque 67 milliards de dollars (environ 400 milliards de francs, soit plus du double du total du budget militaire français pour l'an prochain).

Gris très foncé, le B-2 est une immense aile profilée où la cabine de pilotage (un équipage de deux hommes), les deux couples de réacteurs (quatre F-118 de General Electric) et la dérive arrière sont totalement intégrés dans l'épaisseur de la voilure, pour offrir un écho radar et une image infrarouge le moins perceptibles possible à une détection adverse. Résultat : le B-2 a une hauteur de 3,2 mètres pour une envergure de 52,4 mètres (celle d'un B-52).

Les matériaux utilisés sont dits anéchides, c'est-à-dire qu'ils étouffent les sons, et les formes de l'avion ont été spécialement étudiées pour ne pas réfléchir l'onde émise par un radar à sa recherche. De même, la peinture a été choisie pour absorber les rayonnements radar, plutôt que les renvoyer. L'armée de l'air américaine prétend que, de cette façon, le B-2 ne ferait pas plus d'effet qu'un oiseau dans le ciel. Northrop a repris à l'un de ses projets qui datent de la fin de la dernière guerre mondiale (le projet YB-49) en tenant compte des nouvelles données de la mise au point de matériaux composites ou de revêtements spéciaux.

Officiellement, ce bombardier, qui devrait commencer à être opérationnel au milieu de la prochaine décennie, est destiné à s'en prendre aux postes de commandement ennemis et aux rampes mobiles de missiles stratégiques en Union soviétique. C'est-à-dire à des cibles difficilement détectables et très protégées du dispositif adverse qu'il convient, donc, de neutraliser par surprise, en arrivant sur elles à l'improviste après avoir cherché à les identifier en volant à très basse altitude en profondeur au-dessus d'un terrain hostile. C'est la raison pour laquelle le Pentagone a fait appel à la solution de l'avion « furtif » porteur de missiles nucléaires ou classiques tirés avec précision à distance de sécurité.

Ce concept est fort discuté aux Etats-Unis, et pas seulement en raison du prix de revient de la solution retenue, prix qualifié d'exorbitant par ses détracteurs. En effet, le B-2 risque d'être lui-même trahi, durant sa navigation, par les indiscrétions qui peuvent le rendre vulnérable et qui tiennent, notamment, au fonctionnement des « senseurs » (c'est-à-dire des capteurs de données opérationnelles) de ses propres armements embarqués. Une commission d'experts scientifiques, indépendante du Pentagone, a déjà souligné cet écueil-là.

Les avocats du B-2, en revanche, soulignent que la diversité des modes d'attaque aérienne (missiles sol-sol, missiles air-sol et bombardiers pilotes) de la paupière américaine va contraindre l'Union soviétique à réexaminer totalement son dispositif de défense et de détection sur son territoire. De surcroît, l'avion, avec son équipage humain, peut changer de plan de vol face à des objectifs qui se déplacent.

ART

Trois places



PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

PH. B.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Trois places pour le 26 », un film de Jacques Demy

L'amour toujours...

Tout peut se passer dans une comédie musicale lorsqu'elle est filmée par Jacques Demy. Même qu'apparaissent incertaines les frontières du faux et du vrai. Trois places pour le 26 est un jeu subtil sur deux passés recomposés. Celui d'Yves Montand, troublant dans son propre rôle. Celui de Jacques Demy, qui n'a pas craint de se citer. Le film, pourtant, est moins narcissique qu'il y paraît.

YVES Montand arrive à Marseille par le train. Il va roder un spectacle dans la ville de son adolescence, avant une tournée internationale. Sur les escaliers de la gare Saint-Charles se pressent les journalistes et les photographes. Véritables escaliers de music-hall : pas étonnant qu'on s'y mette à chanter et à danser, comme on pouvait chanter et danser dans les rues et sur la grande place de Rochefort au temps des Dames de la Rochefort (vingt et un ans déjà !). Mais ni la chorégraphie de Michael Peters ni les chansons de Jacques Demy et la musique de Michel Legrand n'ont la grâce de ce temps-là. Demy ne raffait pas un cinéma de l'euphorie ou du « parié-chanté ».

Pour la première fois, ce créateur de mondes imaginaires, sentimentaux et poétiques, met en scène un personnage réel. Et quel personnage : Yves Montand lui-même, solide comme un roc et toujours charmeur, plus « pro » que jamais lorsqu'il évoque sur les planches. Le sujet, c'est cela, la préparation d'un spectacle par Yves Montand sur sa jeunesse marseillaise et sa carrière. A l'Opéra de Marseille tant qu'à faire : le décor est étonnant, même si, pour les besoins du tournage, on l'a aussi reconstruit en studio.

A travers ce spectacle, Montand assume des éléments de sa biographie, côté cœur et côté jardin, et l'on sait que, pour lui, la vie continue. Au début du film, il arrive bras dessus-bras dessous avec une jeune femme, Betty Miller (Catherine Mouchet).

Celle-ci doit jouer le rôle de « Maria », qui fut le premier amour du jeune Montand quand, à Marseille, il s'appelait encore Lolo. Le scénario a inventé un personnage se rapportant, lui, à la mythologie de Jacques Demy. Car « Maria » était, apprend-on, une Bretonne,

Myliène Le Goff, entraîneuse dans un bar de la rue Paradis. Et Montand, quand il n'est pas occupé à ses répétitions, recherche Myliène dans tout Marseille. La fiction s'intègre à la réalité du film, devient une autre réalité.

Car Myliène existe. Elle est mariée, elle est devenue Baronne de Saint-Lambert (Françoise Fabian), elle a une fille encore adolescente, Marion (Mathilda May), qui rêve d'être actrice de music-hall. Dans son appartement bourgeois, elle finit tristement les pots de confiture de rose et se demande comment elle va boucler ses fins de mois, son mari étant en prison pour escroqueries immobilières. Heureusement, Marion tra-

veille dans une parfumerie. Comme sa mère est opposée à sa vocation artistique, elle lui cache qu'elle a réussi à entrer dans la loge de Montand en se présentant sous le nom de Roxane et lui a demandé trois places pour le 26, soir de la première. La baronne aussi fait des cachotteries à Marion. Elle a eu envie de revoir Montand, elle s'est arrangée pour le rencontrer, lui a révélé qu'elle avait eu une fille de lui, mais lui a menti sur sa situation. Et, comme le hasard fait bien les choses, Betty Miller abandonne son rôle dans la revue, Marion, dite Roxane, va le remplacer au pied levé et tenir le rôle que joue sa mère dans la vie de Montand.

Le mécanisme romanesque et mélodramatique cher à Demy se réfère à des modèles connus (Lola, les Dames de la Rochefort, Une chambre en ville, même). Mais ici, et c'est ce qui fait l'originalité, le charme du film, ce mécanisme existe par rapport à une représentation de la vie réelle dans les répétitions, la mise au point du show Montand.

Quiproquos, coïncidences, révélations retardées jusqu'à l'apothéose du 26 : nous ne sommes plus à quelques citations près — ces petits marins en blanc, ces filles accrochant des courtes à leur robe légère, ces entrecôte dans un appartement et un magasin de parfums — dans l'irréalisme poétique. Marseille n'est pas une ville enchantée ; l'espace de la scène reste un espace scénique. La mise en scène s'amuse à pasticher un film musical qu'aurait signé Jacques Demy, et, pour l'essentiel, elle observe, elle enregistre, elle organise le destin des personnages comme si tout cela était vrai.

Demy a retrouvé la sérénité perdue dans la tragédie d'Une chambre en ville. De nouveau, il croit à l'amour heureux, à l'amour toujours. Et l'amour, dans Trois places pour le 26, est l'affaire de l'âge mûr. Mathilda May, fille étrangement fascinante et fascinée, repousse gentiment les jeunes gens — son amoureux trévis fait pâle figure — pour Montand. Elle n'a rien d'une ingénue romantique ou déléguée. Elle a conscience de son pouvoir masculin. Demy n'idéalise plus la sexualité, ce qui était, autrefois, chez lui, une façon d'en camoufler les ambiguïtés. Il dit, il montre, à l'exemple de Montand, qu'elle va de pair avec les sentiments.

L'auteur n'est pas esthétique, mais, si l'on veut, morale, chez Montand comme chez Demy, ce qui ne va pas manquer de surprendre. Car enfin, réussir à évoquer Edith Piaf, Marilyn Monroe, Simone Signoret et... le présent sans tomber dans l'exhibitionnisme, c'est tout de même assez coïté. Montand est formidable — sincère en jouant ses souvenirs « vrais », assez faux pour maintenir l'ambiguïté entre le faux et le vrai.

Mais la femme-clé du film, femme selon Jacques Demy et vérité du mythe incarné par Mathilda May, c'est Françoise Fabian, actrice accomplie, séduisante, surprenante, que Montand, ému, médusé, regarde entrer en mannequin de vision avec des allures d'impératrice dans un bar de la rue Paradis.

JACQUES SICIER



Jacques Demy dirigeant ses acteurs.

Un entretien avec Yves Montand

« Le clin d'œil d'Œdipe à la comédie musicale »

C'EST bon de pouvoir lui parler de cinéma et non pas du Chili, de son métier et non plus de la crise. C'est bien de pouvoir lui parler de lui. Lui dans la vie et lui dans le film. Lui, Montand, dans cette entreprise mélancolique et ludique qui s'intitule Trois places pour le 26, où il s'expose et se dissimule, habillé exactement comme Yves Montand, ce qui est normal et troublant puisqu'il joue un personnage qui s'appelle Yves Montand.

Brillant et émouvant dans la comédie musicale la plus schizophrénique de l'histoire du septième art, Montand tel qu'en lui-même...

« Ça demande un certain courage de s'incarner dans une histoire qui mêle aussi intimement la réalité et la fiction... »

— Oui, j'accepte le compliment. Courageux et aussi dangereux — et moins narcissique qu'il y paraît. Je maintiens que nous — les artistes — sommes moins narcissiques que le commun des mortels dans la mesure où nous avons la possibilité de libérer cette fibre narcissique à longueur de films, à longueur de livres, etc...

— Dans Trois places pour le 26, si Montand joue Montand, c'est une question d'honnêteté vis-à-vis des autres, vis-à-vis de lui-même. Le projet de ce film date de près de vingt ans. A l'époque, ça pouvait se justifier que ce personnage de chanteur né à Marseille qui revient dans sa ville natale s'appelle Michel Cartier. Plus maintenant. C'est comme si on demandait à Christine Ockrent d'interpréter le rôle d'une journaliste qui présente le journal de 20 heures d'Antenne 2 et qu'on l'appelle Germaine Dugommier. Personne n'y croirait.

— Jacques Demy était à l'origine du projet ?

— Oui. Tout le monde connaît son goût pour les comédies musicales. Adjan! devait jouer ma fille à l'époque. L'histoire était la même. Il y avait un peu plus... un peu trop même d'arrière-plan social que j'appellerais gauche chrétienne gunguan. Je retournais à l'usine. Je revoyais deux copains, l'un avait eu deux doigts coupés par la machine, un autre avait eu le pied arraché. Tout ça à cause du patron, bien sûr. Mais le patron les gardait tout de même à l'usine... C'était légèrement excessif. Mais à part ça, la ligne était la même.

— Avez-vous participé à l'élaboration du scénario ?

— Non. Pas du tout. Le scénario était écrit. J'ai seulement travaillé pendant trois mois avant le tournage avec Jacques Demy. On se voyait une fois par semaine. On parlait. De temps en temps, un mot me gênait, je l'entendais mal dans ma bouche. Je disais : « Je pense que le père Montand dirait plutôt ça comme ça. » Mais Demy est quelqu'un de très précis, à la virgule près. Il acceptait rarement mes suggestions — au nom de la beauté de la langue française — à laquelle il tient. Et il avait raison. Par exemple, lorsque je lance à la petite, dans ma loge : « Eh bien, pour que tu sois de maladroite, vous vous exprimez plutôt correctement », moi j'aurais préféré : « Dites donc, ce que vous êtes en train de me dire est une chose qui me touche infiniment. » Mais bon, c'était trop quotidien.

— Si vous en aviez eu l'opportunité, auriez-vous rajouté certains épisodes de votre vie ?

— J'en aurais rajouté beaucoup ! J'aurais rajouté par exemple les débuts. Mes débuts à Marseille avec ce qu'on appelle « les artistes de variétés ». Ils arrivaient avec, dans leur boîte à maquillage, de la poudre, du

rouge, ils s'en mettaient plein la figure... J'aurais voulu pouvoir donner la scène où je chantais dans les bistrot de banlieue avec en guise de plateau les madriers que les maçons abandonnaient sur les chantiers. Et des rideaux en toile de sacs des raffineries de sucre Saint-Louis... C'était les Feux du music-hall de Fellini, je faisais un pas de claquettes et tu avais un nuage de plâtre qui s'envolait... Mais, bien sûr, on ne pouvait pas tout raconter, à quelle heure on aurait été se coucher !

— On évoque avec pudeur et habileté certains épisodes de votre (vraie) vie privée, Edith Piaf, Simone Signoret...

— C'était terrifiant. Terrifiant. Bon, c'est vrai, c'était relativement plus facile pour Piaf. Piaf, c'est le Moulin-Rouge, c'est 44, il y a un million d'années... Mais Simone, c'est si proche, comment faire ? Jacques [Demy] a trouvé quelque chose d'un peu génial tout de même dans sa délicatesse. C'est l'apparition si familière et si lointaine à la fois de Simone dans le costume de Casque d'Or. Et le mettre en scène du spectacle qui dit : « C'est Casque d'Or que nous aimons. Et Casque d'Or nous appartient. »

— Certains épisodes, en revanche, sont de pure fiction. A ce propos, des premières projections, une polémique s'instaura. Avez-vous ou n'avez-vous pas « franchi le pas » avec votre fille de cinéma, Mathilda May ?

— Ah ! Ce n'est pas croyable ! Pour les spectateurs, en tout cas, c'est oui. Cela ne fait aucun doute. Mais chez les mecs, hypocrites comme ils sont, on se pose la question. Alors qu'ils devraient admettre une chose bien simple : pendant des millénaires, nous avons été anthropophages et incestueux, il n'y aurait pas eu de survie sans cela... Ce qui est abominable dans l'inceste, c'est le viol dans la chambre d'enfant, la

petite fille de neuf, dix ans, contrainte... C'est monstrueux. Mais là, nous ne sommes pas du tout, mais pas du tout dans cette horreur, nous sommes dans la tendresse, nous sommes innocents l'un et l'autre... C'est la comédie musicale avec un clin d'œil d'Œdipe.

« Ce qui va se passer par la suite — après le film ! — est plus incertain. Mais grâce à M^{me} Fabian tout devrait s'arranger. On comprend très bien que le père Montand soit mordu d'une dansa comme ça. En plus, comme elle a été paillard... pépé... parité... Pute, quoi ! De ce côté-là, ça devrait être super. »

— La mère, la fille... Vous êtes un grand séducteur !

— Mais il y a dans tout cela, bien sûr, beaucoup d'humour, de distance... Si je devais donner une

définition de Trois places pour le 26, je dirais que ce n'est pas un film d'amour, plutôt, et c'est plus rare, un film de cailin.

— Quels sont maintenant vos projets ?

— J'arrête.

— De tourner ?

— Non. Enfin, je veux dire, je ne vais pas m'incruster, m'accrocher, place aux jeunes ! Mais si je peux rester à ma petite place à moi... Il y a deux sujets qui me passionnent et que je garde au chaud, bien que rien ne soit encore décidé, mis en route. C'est l'adaptation de la Valse aux adieux, de Milan Kundera, et, dans un genre bien différent, la Vie parisienne. A ce propos, je me suis permis de dire à certaines personnes qui m'interrogeaient après l'avant-première de Trois places pour le 26, à Marseille,

l'autre soir : « Je trouve que ce qui est beau dans une ville ou dans un pays, c'est la multiplicité des cultures. Je sais bien qu'il faut conserver un équilibre... Moi, par exemple, j'aime bien ce qui reste vraiment français dans le bon sens du terme, cette culture qui a rayonné à travers le monde. Par exemple, ces airs d'Offenbach, y a-t-il quelque chose de plus français, de plus parisien ? Au fait, je me permets de vous rappeler que M. Offenbach était le fils d'un chanteur à la synagogue de Cologne ! » Et pan. Je n'étais pas mécontent.

— Vos deux projets, chassés dans son genre, sont ambitieux.

— Oui. Je ne tournerai plus jamais pour faire un film de plus.

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN.

DOLBY STÉRÉO DANS LES SALLES ÉQUIPÉES

V.O. : GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES - GAUMONT OPÉRA - GAUMONT LES HALLES
 RACINE ODÉON - GAUMONT PARNASSE - GAUMONT ALÉSIA - LA BASTILLE
 14-JUILLET BEAUGRENELLE

PÉRIPHÉRIE - V.O. : MÉLIES MONTREUIL - V.F. : GAUMONT OUEST - GAUMONT EVRY

RAGGEDY
 UN FILM DE
BOB HOSKINS

Mahmoud Zemmouri réalise près d'Alger sa troisième comédie

A Boufarik, au cœur de la Mitidja, à quelques pas d'édifices publics dévastés lors des « événements » du mois dernier, Mahmoud Zemmouri, coûte que coûte, achève son troisième long métrage. Cinquante-deux personnages délirants pour une comédie qui, après les Folles Années du twist, ne devrait pas être triste.

BOUFARIK, à moins de 40 kilomètres d'Alger, est plein sud. Un pays où l'on voit l'Atlas s'élever d'un spacieux matorral aride. Au cœur d'une forêt d'orangers chargés de fruits presque mûrs, la ville s'emboîte sous les assauts des premières pluies. Là, dans la maison où il est né, Mahmoud Zemmouri achève son troisième long métrage. Dans la cour, les femmes de la famille, assises en rond autour d'un réchaud, s'apprentissent à mener la bataille des acteurs et de la technique. Cela fait plus de dix semaines qu'armées de coiffeurs, deux fois chaque jour, elles s'attaquent aux viandes et légumes nécessaires à la troupe, à l'abri de figes, coiffeuses vraisemblablement centennaires.

A Paris elles, la maisonnée est, en ce début d'après-midi, silencieuse. Depuis quelque temps, on tourne de nuit, de 20 heures à l'aube. Dans la journée, le metteur en scène et les comédiens qui se sont installés ici pour la durée du tournage dorment. Malgré la rumeur du lycée, de l'autre côté de la rue, où travaillent plus de cinq mille élèves. A l'heure de la sortie des classes, ils forment un immense cortège qui s'en va par les rues, symbole en mouvement de la jeunesse d'un pays où 75 % de la population a moins de trente ans.

Ceux-là mêmes qui, le 5 octobre dernier, ont formé le gros des émeutiers, héros d'une «révolte de la semoule» qui prit bien vite les allures d'une révolution. Car ici aussi, très tôt, tout un peuple a marché sur les édifices publics et, tout de suite après, sur ces énormes entrepôts où s'entassaient ou pourrissaient toutes sortes de produits de première nécessité, volontairement stockés par les autorités et, pis encore, parfois même oubliés.

Fawzi Kasri, jeune assistant d'origine kabyle de Mahmoud Zemmouri et vivant comme lui d'ordinaire à Paris, conduit avec émotion, la tête encore chavirée

des fumées, des cris, des détonations d'octobre, les pas du visiteur. Si les travaux de réparation de la mairie incendiée sont presque terminés, il faudra certainement beaucoup plus de temps pour effacer les traces de la destruction d'une église qui, depuis la révolution, servait d'entrepôt, et du souk El Fellah, le grand magasin du centre de la ville entièrement dévasté par les manifestants.

A quelques « blocs » de là — car Boufarik est une ville dont les rues furent tracées au cordeau, — au cœur du quartier le plus pauvre, on découvre avec surprise la façade d'un drôle de bar western surmontée d'un néon aux couleurs de « Sald Burger ». En face, on achève la construction d'une entrée de mosquée. Deux des décors principaux d'*Hollywood à Tam*, titre provisoire du film de Mahmoud Zemmouri.

Dans la maison même de sa famille, c'est l'intérieur du « Sadr Burger », qui a été construit. Là, on reconnaît plusieurs des visages de ses deux premiers films, *Prends 10 000 balles et tire-toi* — inspiré par la loi française d'« aide au retour » — et *les Folles Années du twist* — la vie de deux jeunes hommes pendant la guerre d'Algérie. Il y a Mustapha El Anka, le père mourant de *Folles Années*, fils très populaire du maître incontesté de la musique « chargi », Fawzi Saïchi, le bossa magnifique des *Folles Années*, Mostefa Stiti, Driass Jahoui, Assia Guemra. D'autres encore, quelques-uns parmi les cinquante-deux personnages imaginés par Mahmoud Zemmouri pour son troisième long métrage.

Aucun d'entre eux n'est habillé à l'orientale. Mustapha El Anka est, par exemple, coiffé d'un stecson blanc (en paille) et arbore à son col un « bolito » en forme de tête de vache, très peu algérien. Lui, c'est JR, le prince régnant du royaume de Dallas. A ses côtés, Mostefa Stiti a emprunté à Colombo son imperméable incertain et sa démarche de flic fatigué. Dans l'ombre, on pourrait reconnaître Barreta, ayant troqué son perrotto pour une poule, Kojak, Clint Eastwood, Bud Spencer...

Dans cette ville d'Algérie, comme dans beaucoup d'autres, le ciel, avare de pluies, s'est en revanche montré très généreux en envoyant, sur les toits des maisons, chaque jour davantage, de drôles d'oiseaux blancs qui font la roue mieux que les paons des



LIBRARY MAY 19 1964

Aujourd'hui, après comme avant les émeutes d'octobre, l'Algérie se déchire entre deux cultures : celle, dominatrice et cathodique, d'une Amérique cynique que veut dénoncer le nouveau film de Mahmoud Zemmouri et celle, réactionnaire et intégriste, des Frères musulmans relayés par les imams. Sur le marché d'Alger, cet instantané de juin dernier.

mosaïques maures : des antennes paraboliques et leurs mille images importées, récemment autorisées par le gouvernement algérien.

Tout un petit peuple à qui le zapping était jusqu'à-l'interdit - l'Algérie ne dispose que d'une chaîne nationale de télévision - se voue à la religion des images relayées par les satellites. Les héros normalisés des séries hollywoodiennes s'en vont ainsi par les foyers, rejoints par les personnages extraordinairement conventionnels imaginés dans les studios du Caire. Quels que soient leur âge et leur condition, les Algériens n'hésitent pas à s'identifier aux animaux curieux de la légende cathodique, Mahmoud

d'autres soucis, plus ou moins graves, qui ont rendu l'aventure difficile, douloureuse même. « Ce film est véritablement un film catastrophe, confie le metteur en scène. Après deux jours de tournage, nous avons découvert que Fuji ne nous avait pas livré la bonne pellicule. Les bobines des deux premières semaines de tournage ont été volées avec ma voiture tandis que je les apportais au laboratoire, dans la banlieue de Paris. L'un de mes neveux, qui travaillait avec moi, s'est tué au volant de sa voiture. Et puis, bien sûr, il y a eu les « événements » qui nous ont contraints à interrompre le tournage. »

Mahmoud Zemmouri n'avait, dès le début, pas choisi la facilité. De *De Hollywood à Targui*, c'est effec-tivement le premier film 100 % privé jamais réalisé en Algérie, après celui de Chadi autorisant des ac-tivités économiques indépendantes de l'Etat. Il est coproduit à parts égales de 1 million de francs fran-çais par la propre société patri-arienne du réalisateur, Fennek Films, et par une société algé-rienne rassemblant ses familles et amis. « C'est une aventure dans la mesure où il n'existe pour le moment aucune réglementation précise en matière d'initiatives privées, ce qui rend très difficile l'obtention des diverses autorisa-tions et les rapports avec les autorités algériennes », dit Ma-hmoud Zemmouri. Il y a dix jours, les professionnels du cinéma algé-rien, conscients de ces difficultés, se sont réunis dans un restaurant d'Alger pour tenter de susciter de nouvelles initiatives privées et réfléchir à la mise en place d'une commission d'avances sur recettes semblable à la nôtre.

Tourner ce nouveau film dans une ville moyenne d'Algérie était aussi un risque, compte tenu de la situation sociale et politique. « Dans la ville, le film est une nouveauté, et dans le film, une nouveauté », explique le cinéaste. Malgré ses contacts, l'imam de Boujarik ne nous a pas autorisés à tourner dans un vrai édifice religieux que nous avons reconstitué en décor. Certaines personnes mal intentionnées ont rapporté à l'imam des scènes que j'avais précédemment tournées dans cet édifice. Cela m'a valu une condamnation publique avant la prière du vendredi et l'incendie des décors. Cette anecdote est très significative de la montée de l'arabisation en Algérie et de l'influence grandissante des Frères musulmans. Il y a quelques années, ici, il n'y avait pas

une seule femme voilée.
Aujourd'hui, elles sont légion. »

Mais Boufarik et ses habitants sont aussi, selon Mahmoud Zemouri, une source extraordinaire d'inspiration : « Partout les gens sont drôles, improvisent, inventent des choses, des gags. Je ne choisis rien. Mais j'ai une vision morose et triste de la rue est un grand spectacle, on rit à tous les carrefours. Je suis moi-même un peu triste, j'ai une famille où on se s'ennuie, on ne s'ennuie jamais ennuyé. Mon père, mes frères sont très marrants, nous avons reçu une éducation très déconstruite. Cela dit, je n'ai pas choisi le genre comique uniquement pour faire rire mais pour témoigner de mon engagement politique en évitant les défauts et les platitudes du cinéma engagé. Ma grand-mère, mon père, mes d'anciens militants communistes. Ce film, comme les précédents : veut dénoncer des choses. »

D'autant que les événements d'octobre ont profondément bouleversé Mahmoud Zemmouri. Depuis qu'il a quitté l'Algérie, en 1968, pour suivre à Paris des cours de physique, il a été revenu régulièrement. A chaque séjour, il constatait que « les gens prennent à la rigolade les sempiternels problèmes de manque d'eau, de pénurie de toutes sortes ». Aujourd'hui, il constate qu'il s'est trompé : « Les gens, la jeunesse surtout, rient de tout, mais ils appartiennent qu'ils ne sont pas prêts à rien du tout. Pendant quelques jours, en octobre dernier, ce fut l'anarchisme pur et simple, personne ne savait qui revendiquait quoi. Avant, je me disais que ces 70 % de jeunes arriveraient à changer quelque chose. Mais il faut se rendre compte que les Algériens ne sont pas prêts à prendre leur destin en main eux-mêmes, d'une certaine façon, ils ont le gouvernement et les problèmes qu'ils méritent. Certes, les événements ont donné quelques résultats, mais ces résultats-là étaient déjà préparés. La réaction des autorités a juste été un peu accélérée. »

Alors Mahmoud Zemmouri a tenu, malgré tout, la main ferme sur sa caméra. Ses techniciens, essentiellement Algériens, et ses comédiens, Algériens d'Algérie et Algériens de Paris, n'ont jamais renoncé. Le travail acharné leur est apparu comme l'une des réponses possibles, l'une des réponses urgentes. *De Hollywood à Tam* devrait leur faire du bien. devrait nous faire du bien.

OLIVIER SCHMITT.

PROTÉE
38, rue de Seine Paris 6^e
Tél.: (1) 43 25 21 95
FICHET
jusqu'au 8 décembre

GALE RUPERT GARCIA
RIE "New Work"
CLAU 24 nov. - 7 janv.
DE-SA 18, place des Vosges 4°
MUEL Tél.: 42 77 16 77
33(0)27787 du mardi au samedi 14 h - 19 h

GALERIE DES ORFÈVRES
66, quai des Orfèvres, 23 place Dauphine Paris 1^{re}
Tél.: 43 26 81 30
JEAN RIGAUD
15 novembre — 3 décembre

BERNHEIM - JEUNE
83, fbg St Honoré 27 Av. Matignon
HUMBLLOT
Jusqu'au 22 décembre

KAREL APPEL
RÉTROSPECTIVE 1937-1988
Peintures, Sculptures, Gouaches

PARIS ART CENTER

36, rue Falguière - 75015 Paris
Tél. : (1) 43.22.39.47


Du Mardi au Samedi de 14 H à 19 H

GALERIE 172 Fg St-HONORÉ
PARIS 8^e - TEL : 43-83-18-01
PIERRE-FRANÇOIS
G O R S E
Peintures - Aquarelles
17 NOVEMBRE - 17 DÉCEMBRE
De 10 h à 18 h 30 sauf dimanche
Le samedi jusqu'à 14 h
M^e Saint-Philippe-du-Roule

PROSCENIUM
35, rue de Seine, 75006 Paris
43.54.92.01

SASSINOT de NESLE
Costumes pour le cinéma et le théâtre

Histoires de Mode d'Hier et d'Aujourd'hui
donations, acquisitions récentes jusqu'au 19 février 1989

 Musée des Arts de la Mode - Pavillon de la Mode - 109 rue de Rivoli Paris 1er
M^e Palais Royal 12h30-18h00 - dimanche 11h00 - 18h00
fermé lundi et mardi - téléphone : 42 60 32 14

A l'occasion de la visite en France de LLAARR le Prince Héritier Harald et la Princesse Royale Sonja de Norvège et sous le Haut Patronage de Monsieur l'Ambassadeur de Norvège en France.

PEINTURES

Svein STRAND
peintre norvégien

du 17 au 30 novembre 1988

— ESPACE CARDIN - 1. 3. Av. Gabriel, Paris 8^e —

 galerie taménaga
18, avenue Maignon - 75008 PARIS - (1) 42.66.61.94

WEISBUCH
Dessins et Pastels
NOVEMBRE - DÉCEMBRE

atern
36, rue Pierre-Curie
93170 Bagnolet

ÉNUMÉRATIONS
de Georges Aperghis
du 24 novembre au 18 décembre
Jeudi, vendredi, samedi, 21 h.
Dimanche 17 heures
Bibliothèque 23-64-77-11 et 1 FNAC

GALERIE MAURICE GARNIER

BERNARD BUFFET

Œuvres récentes

6, avenue Matignon, Paris 8^e - Jusqu'au 10 décembre

MUSEE MARMOTTAN
2, rue Louis Boilly, 75016 PARIS - Tél. : 42 24 07 02

HENRI MANGUIN
Le Fauve du Bonheur
jusqu'au 8 janvier 1989

Images d'un



SECRET

[illegible]

**Des livres
tous les m**

[illegible][illegible][illegible]

MUSIQUE

Le monument Liszt d'Ernst Bürger

Images d'une âme

Six cent cinquante illustrations explorant la vie de Liszt, une chronologie détaillée de tout ce qu'il a fait et écrit, c'est la fantastique « exposition », le monument que nous offre Ernst Bürger.

En refermant ce grand livre, on a le même sentiment qu'en sortant du Musée Wagner de Bayreuth : celui d'avoir réellement vécu, de quelque manière, en compagnie du musicien, tant on est pénétré de son visage, de l'atmosphère qui l'entourait et de son âme.

Les portraits de Franz Liszt, bien plus nombreux qu'on ne le croit, jalonnent toute son existence et sont, pour la plupart, d'une beauté qui nous fascine comme ils ont fasciné ses contemporains.

Presque tous vivent avec une intensité prodigieuse, reflètent la flamme de son regard, sa noblesse et sa bonté. Les photographies qui viennent compléter, rectifier parfois, dessiner et tableaux à partir de 1844 (un daguerrétype reproduit pour la première fois) nous touchent encore davantage, jusqu'aux fabuleux gros plans de Nadar la dernière année de sa vie, et à cette ultime photo, un instantané qui nous le montre portant un chapeau haut de forme, au bras de la femme d'un peintre, sous une ombrelle blanche.

La chronologie qui court sur les colonnes extérieures des pages, année par année, indiquant tout ce qu'il a fait, écrit, composé, exécuté, est des plus détaillées qui soient ; elle justifie et nourrit l'iconographie, ainsi que de brefs commentaires sur tel événement important (la *Sonata en si mineur*, la création du *Concerto en mi bémol*, le testament de 1860) ou des considérations plus générales (ses élèves, ses pianos, ses rapports avec les Schumann, les critiques de ses concerts), sans oublier des récits (sobres) sur ses aventures amoureuses ou des aperçus anecdotiques (ses décorations et ses titres).

Si la vie de Liszt et l'iconographie de ses premières années, qui souvent, à Paris surtout, sont parallèles à celles de Chopin, nous paraissent très familières, il n'en est plus de même à partir de 1847, quand il abandonne sa car-



Franz Liszt, Munich 1868. Photo de Franz Heintzmann.

rière de virtuose (à trente-six ans, presque aussi jeune que Glenn Gould !). Et beaucoup découvriront les lieux où il a passé la moitié de son existence, dans le dépouillement d'un couvent à Rome, comme directeur de théâtre d'avant-garde ou au milieu d'une cour de disciples, à Weimar et à Budapest, et cette époque qui

correspond à la partie la moins connue de son œuvre, où il n'a jamais été aussi actif et fécond.

L'index des noms et un index des œuvres qui permet de retrouver instantanément la moindre page inédite du compositeur complètent cet ouvrage qui remplace toute une bibliothèque. Mais on n'oublie pas qu'après des années de vaches maigres, où l'on ne disposait d'aucun ouvrage sérieux en français, la bibliographie lissztienne commence enfin à se monner digne du grand musicien (1).

JACQUES LONGCHAMP.

(1) Pierre-Anthony Huri et Claude Knepper : *Correspondances de Liszt*, choix de 400 lettres, 600 pages, relié, Ed. Jean-Claude Lattès, 330 F. ; *Liszt en son temps*, documents choisis, Ed. Hachette, coll. « Pluriel », 670 pages, 32 F. ; Serge Gut : *Franz Liszt*, Ed. L'Age d'homme. Rappelons que Robert Bory avait publié en 1936 une très belle *Vie de Franz Liszt par l'image* (depuis longtemps introuvable) aux Horizons de France et qu'une étude plus spécialisée sur les transcriptions, due à Jacques Drillon, est parue aux Éditions Actes Sud.

* Ernst Bürger : *Franz Liszt. Chronique biographique en images et en documents*, préface d'Alfred Brendel, traduit de l'allemand par Odile Demange, 354 pages, 31,5 x 27, relié, Librairie Arthème-Fayard (avec le concours du Centre national des livres), 495 F.

Une encyclopédie, un guide

Le regard du son

Les mélomanes manquent de guides. En voici de nouveaux et de bons. Le plus indispensable n'est pas le plus volumineux.

L'INÉVITABLE encyclopédie dirigée par François Michel aux éditions Fasquelle est devenue introuvable (les éditions Grasset, qui l'ont rachetée, prétendent qu'elle reste disponible. Mais où ?). L'espoir lui désolait du côté d'un *Dictionnaire encyclopédique* sur lequel ont planché des générations de musicologues anglais. Il paraît, traduit et adapté pour le lecteur français, dans la collection si agréable à consulter des « Bouquins » de Robert Laffont. Sous la même présentation, aussi économique que lisible, existent déjà plusieurs fidèles compagnons : dictionnaire des interprètes, guide du disque, etc. Voici que nous sont proposés cette fois, en deux volumes et deux mille quatre cents pages, pas moins de six mille huit cent cinquante articles dont « mille quatre cents sont consacrés aux compositeurs, mille deux cent cinquante aux principales œuvres du répertoire, cent à des synopses d'opéras, cent soixante-cinq aux instruments de tous les temps et de tous les continents, quatre-vingts aux différents pays et régions ainsi qu'aux différentes périodes de l'histoire de la musique, deux mille aux termes musicaux, à la théorie et aux formes ». Le tout surmonté d'une prestigieuse inscription : Université d'Oxford. Oui, il y a de quoi se laisser tenter.

Un avertissement, cependant. La base de ce monumental ouvrage a été constituée il y a plus d'un demi-siècle, à l'intention de l'amateur éclairé, par un seul homme enseignant à Oxford, Percy Scholes. *The Oxford Companion to Music*, devenu un best-seller, n'a jamais cessé d'être réactualisé pour enfin être mis, dans les années 70, entre les mains d'une vraie équipe de chercheurs dirigée par le professeur Denis Arnold. Incontestablement, et l'origine et l'âge de ce « nouveau compagnon » se peuvent être oubliés. Son âge se sent à l'exigence heureusement dépassée de tout vouloir définir, qu'il ne plus rien pouvoir expliquer. L'article « Baroque » frôle ainsi l'absurdité, l'auteur s'avouant impuissant à aborder la notion stylistiquement et se retranchant

avec humeur dans une approche historique pour le moins hésitante.

L'âge de ce dictionnaire encyclopédique transparaît encore à la lecture d'articles spécialisés comme « Musique concrète » (assimilée en quelques lignes à ses composantes électroniques, ce qui rend l'entrée caduque) ou, côté jazz, à la présence d'Armstrong (de Miles Davis aussi) mais pas de Thelonius Monk.

Que l'ouvrage soit né en terre anglo-saxonne n'est pas non plus sans effets. Benjamin Britten occupe deux fois plus de surface qu'Olivier Messiaen : la technologie américaine envahit le chapitre « Ordinateurs » (pour la France, seuls l'IRCAM et la 4X sont cités) ; on lit que Brahms « a surtout fait école en Angleterre » sans rien ignorer de ses distinctions à Cambridge ; on apprend que deux John Hilton ont composé, qu'*Hiawatha* est dû à l'impérissable Coleridge-Taylor (une entrée pour l'œuvre, une autre pour l'auteur), qu'Alfred Hill mérita des honneurs refusés à Guézo ou à Hespès. Quittant Boulez, on n'atteint Brahms qu'après avoir découvert l'existence d'York Bowen, Anne Boyd, Nrian Boydell, William Brad, tous compositeurs anglais ou irlandais, on s'en doutait. En ayant lu aussi, avec effarement, que le mot *Bout* (quatre lignes, mais une entrée) « se rencontre souvent dans l'expression « avec le bout de l'archet ».

Cela n'enlève rien à la solidité de la plupart des développements de fond, à la clarté de l'article « Flauto » (remarquable), à la science déployée dans l'article « Couleur et musique » (qui l'aurait pensé ?) et à la précision, hélas ! surtout biographique, des notices consacrées aux compositeurs. On trouvera néanmoins, sur ce chapitre particulier, une approche beaucoup plus moderne, critique, et sensible, dans le *Dictionnaire des grands musiciens*, toujours exploité chez Larousse. Car il devient difficile de lire, même venant d'Oxford, même en faisant la part d'une traduction défectueuse, que la musique de Janacek est « extrêmement personnelle, parfois même sinistre » !

Le *Guide illustré de la musique* nous vient, lui, d'Allemagne. Paru en 1977 à Munich sous le titre approprié d'*Atlas zur*

Musik, il s'inscrit en tête des « indispensables » à jaquette noire de chez Fayard (*Guide de l'Opéra*, de Rosenthal et Warlock, *Guide de la musique symphonique*, de Tranchesi, un *Guide des opéras de Wagner*, à paraître, etc.).

En tête, parce que cet atlas commenté, accessible avec quelques connaissances de solfège et sans mode d'emploi compliqué (les schémas, exemples musicaux, illustrations en couleurs occupent toute la page de gauche, des explications sont brièvement fournies et très clairement classées sur la page de droite), répond, sous le format le plus réduit et avec un luxe d'astuces visuelles vraiment exceptionnel, aux curiosités les plus poussées du mélomane — comme à celles du futur professionnel en mal de pensée-bête. Cela, qu'il s'agisse d'organologie, de théorie des systèmes et des formes, d'interprétation, d'effets et de disposition des orchestres, de tessitures instrumentales et vocales, de rythmes de danse de la pavana au cha-cha-cha, des aires d'influence de Dufay et Palestrina, d'acoustique générale, de physiologie de l'oreille et, plus basiquement, de l'histoire de la musique vocale et instrumentale de l'Antiquité à nos jours (le premier volume, seul disponible à ce jour, s'arrête à la Renaissance).

Mais rien n'est banal, en fait, dans l'approche d'Ulrich Michels, musicologue et chambriste à Karlsruhe. Ni l'insistance à faire jaillir chaque démonstration technique de vrais exemples musicaux — la forme sonate n'est rien sans Beethoven, la série sans Webern, le contrepoint sans Bach. Ni l'ordonnement éclairant de l'ensemble de l'ouvrage sous forme de pyramide inversée : au commencement, les lois simples de l'oreille et du son ; au sommet, toutes les complexités de la pensée musicale.

« L'idée transforme le matériau acoustique en musique », en-il écrit d'emblée. Voilà qui est en effet « illustré » avec la plus grande intelligence.

ANNE REY.

* *Dictionnaire encyclopédique de la musique*, université d'Oxford, sous la direction de Denis Arnold, 2 200 pages illustrées de schémas et d'exemples musicaux ; deux « Bouquins » réunis en coffret chez Robert Laffont, 120 F l'un.

* *Guide illustré de la musique* (volume 1), d'Ulrich Michels, 130 pages, un auteurs commentés, avec index et bibliographie générale ; Fayard, « Les indispensables de la musique », 284 pages, 96 F.

Des livres sur toutes les musiques

LES LIEDER DE WOLF par Mosco Carner

Dans la série des « Petits guides de la BBC », voici une agréable promenade à travers les lieder de Wolf que nous offre un critique au goût très fin (anglais d'origine viennoise), qui explicite fort bien l'originalité, la saveur et la grandeur de cette « musico-poésie » si particulière. Les brèves analyses sont souvent suggestives.

On regrette cependant que trop de pièces ne soient même pas mentionnées — et que les extraits des lieder cités ne soient pas traduits de l'allemand ou de l'italien. Il y aurait place pour un « guide » plus systématique qui indiquerait pour chaque page, sinon la traduction du poème, du moins son sens général. Ce livre très « spirituel » donne en tout cas envie d'acheter tous les recueils de Wolf, difficiles à trouver en France.

* Traduction de l'anglais par Dennis Collins, éd. Actes-Sud, 106 pages, 85 F.

— Con bien fou tu serais Orlando. — Un livre-bijou dans sa présentation comme dans son contenu : cinquante-huit lettres de Roland de Lassus au prince de Bavière, écrites en un « mel-

ting pot » humoristique de sept langues... Frank Langlois nous en donne heureusement la traduction avec de savants commentaires. Un document savoureux sur l'époque plus qu'une introduction à la musique de « l'Opère belge ». (Ed. Bernard Cortez, deux volumes de 80 et 192 pages sous coffret cartonné, 169 F.)

— Albert Seay : *La musique du Moyen Âge*. — Comment notre musique est née au Moyen Âge, entre l'Antiquité et la Renaissance, peu d'ouvrages le disent aussi clairement que ce livre où défilent les pratiques musicales juives, le plain-chant, les adonctions à la liturgie (hymnes, séquences et tropes, etc.), les troubadours et les trouvères, l'école de Notre-Dame (Léonin et Pérotin), l'Ars Nova (Machaut), en un panorama vertigineux et captivant. (Traduit de l'américain par Philippe Sieca, éd. Actes-Sud, 256 p., 140 F.)

— Jean-Jacques Eigeldinger : *Chopin vu par ses élèves*. — Troisième édition, très fortement augmentée, d'un ouvrage fondamental qui réunit tous les témoignages laissés par les nombreux disciples de Chopin, regroupés de la manière la plus pratique à l'intention des pédagogues et pianistes d'aujourd'hui : indications techniques, vues stylistiques, conseils

d'interprétation, etc. (Ed. de la Beauxart, Neuchâtel, diffusion en France : Champion-Clarkine, 482 pages, 375 F.)

— Vladimir Ashkenazy : *Par-delà les frontières*. Entretien avec Jasper Parrott, Ed. de Fallois/L'Age d'homme, 228 pages, 95 F.

— Marcel Beaufils : *Villalobos, musicien et poète du Brésil*, Ed. Iteal et Est, 102, av. des Champs-Élysées, 208 pages, 120 F.

— Claude Colomer : *Montserratt Caballé ou l'anti-diva*, Société de musicologie du Languedoc, 160 pages.

— Alain Gobin : *Le Folklore musical*, Librairie Séguier, 186 pages, 98 F.

— Catherine Join-Dieterle : *Les Décor de scène de l'Opéra de Paris à l'époque romantique*, 296 pages, 24,5 x 29,5 (à l'italienne), relié, avec 150 planches dont 50 en couleurs, Ed. A. et J. Picard, 82, rue Bonaparte, Paris, 850 F.

— Carteggio (Correspondance) *Verdi-Ricordi 1880-1881*, édition réalisée par P. Petrolini, M. Di Gregorio Casati et C. Matteo Mossa, Istituto di Studi Verdiani, Parme, 348 pages, relié, 70 000 lire.

J. L.

Aux abonnés de

Nanterre Ammandiers

En raison de la grève des postes, le Théâtre des Ammandiers recommande à tous ses abonnés qui n'ont pas reçu leurs billets pour HAMLET de téléphoner au 47212225 — poste 422, de 11 à 22 heures, du mardi 22 au samedi 26 novembre.

CARRE SILVIA MONFORT
FERRI
CORNEILLE
THEODORE
... d'une beauté furieuse...
Le Figeo
... atteint souvent au sublime...
Le Parisien
Fort bien mis en scène par Enchiste
Montfort.
Le Casard Enchiste
Tout contribue au succès.
La Presse Nouvelle
A voir de toute urgence.
Valeurs Actuelles
LOCATION : 45.31.28.34

ATHENEE
LOUIS JOUVE
du 18 novembre au 8 décembre
Le Drame de la Vie
RETIF DE LA BRETONNE
47.42.67.27
AGENCES PNEC 01 42 00 11 11

de neige
fondu
Dostoevski
MINE & MINER
JEAN VILLERIE
du 25 NOVEMBRE
au 18 DECEMBRE

L'Association Nationale des Enseignants
Artistiques et Culturels
(ANAEAC)
propose une journée de réflexion sur le thème :
ART & POUVOIRS
Interventions de :
Arteme MINOUCHEKINE,
auteur en scène
Paul PUAUX,
ex-directeur Festival d'Avignon
ENK ORSENNA, écrivain
Régis DEBRAY, écrivain
Bernard FAURE D'ARCIER
conseiller culturel du Président
de l'Assemblée Nationale
FROMANGIER, plasticien
Toni MEGRI, philosophe
Michel CANTAL DUPART,
architecte
Journée animée par :
Paul TABET, écrivain
et présidée par :
Bernard ROUX,
Président de l'ANAEAC
30 NOVEMBRE 1988
de 11h à 18h
MAISON DE LA CULTURE
DE BOURGES
Assurance, Régime de Paris de 20-11 à 18h
et infirm à Paris de 20-11 à 18h
Information autorisée : 1.45.00.00.04

EXPOSITIONS

Sélection du mois de la photo

BRASSAL « Paris le jour, Paris la nuit ». Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris-3^e. Jusqu'au 8 janvier. Voir aussi « Paris tendresse ». FNAC Forum.

SPLÉNDEURS ET MISÈRES DU CORPS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris-16^e. Jusqu'au 31 décembre.

DESTINATION L'ORIENT. Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, Paris-16^e. Jusqu'au 16 janvier.

HELMUT NEWTON. « Nouvelles images ». Espace photographique de Paris. Forum des Halles, Paris-1^{er}. Jusqu'au 29 janvier 1989.

CAROL MARC LAVILLIER. « Idées de 1938 à 1968 ». Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle, Paris-14^e. Jusqu'au 4 décembre.

CRÉATEURS DE MODE, CRÉATEURS D'IMAGES. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli, Paris-1^{er}. Jusqu'au 31 décembre.

ARNO MINKINEN. « Qu'est-ce que la face à nos yeux ? ». Galerie Viviane Esders, 40, rue Pascal, Paris-13^e. Jusqu'au 31 décembre.

JOHNSTON. « Ziegfeld folies ». Galerie Octant, 5, rue du Marché-Saint-Honoré, Paris-1^{er}. Jusqu'au 16 décembre.

FORUM DU REPORTAGE, AFF. CONTACT, GAMMA, MAGNUM, SIPA, SYGMA, VU, RAPHO. BPI/Centre Pompidou, Paris-4^e. Jusqu'au 5 février.

GEORGES ROUSSE. « Embarras, travaux récents ». Galerie Faridat Cadot, 77, rue des Archives, Paris-3^e. Jusqu'au 20 décembre. Voir aussi Calais nationale des monuments historiques et des sites.

E.-J. BELLOCO. « Storyville Portraits ». Galerie J. et J. Dougy, 57, rue de la Roquette, Paris-11^e. Jusqu'au 10 décembre.

BLACK PHOTOGRAPHY IN AMERICA. VAN DER ZEE, GORDON PARKS, COREEN SIMPSON. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, Paris-1^{er}. Jusqu'au 19 janvier 1989.

LUCIEN HERVE, DOISNEAU, FLEIG. Grande Halle de La Villette, 211, av. Jean-Jaures, Paris-19^e. Jusqu'au 22 janvier 1989.

Centre Georges Pompidou
Place Georges-Pompidou (43-47-12-31).
T.L.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam. dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

ALVARO AALTO. Du romantisme national à l'architecture victorienne. Centre d'information CCI. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 23 janvier.

CHATELAIN BORDEAUX. Histoire et renouveau des architectures de la civilisation du vin. Galerie du Col. Entrée : 15 F. Jusqu'au 20 février.

COMITÉ COLBERT. Galerie des brèves du CCI. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 5 décembre.

FORUM DU REPORTAGE. Forum. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 6 février.

GERARD GAROUSTE, ERIK BOU-LATOU. Galeries contemporaines. Entrée : 20 F. Jusqu'au 27 novembre.

RAPHO. Salle d'accueil. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 5 décembre.

SITE ET SABLE. Atelier des artistes. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 30 janvier.

WORLD PRESS PHOTO 1988. Galerie de la BPI. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 10 janvier.

Musée d'Orsay
1, rue de la Harpe (40-49-48-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h.

L'ARCHITECTURE HOSPITALIERE AU XIX^e SIECLE, L'EXEMPLE PARISIEN. Exposition dessinée. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 8 janvier.

CEZANNE. Les années de jeunesse 1859-1872. Entrée : 30 F. Jusqu'au 31 décembre.

DESSINS D'ALEXANDRE HENRI. Photographies des années 1930-1960. Exposition dessinée. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 janvier.

L'ENFANT ET L'IMAGE AU XIX^e SIECLE. Exposition dessinée. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 8 janvier.

RUES ET CANAUX DE VENISE - LES ALBUMS PUBLIES PAR ONGANIA. Photographies des années 1930-1960. Exposition dessinée. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 8 janvier.

Palais du Louvre
Entrée gratuite sur la base des Titulaires (43-40-39-26). T.L.J. et mar. de 9 h à 17 h.

PEINTURES RENAISSANCES AU LOUVRE. Peintures de la Renaissance. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 27 mars.

REMBRANDT ET SON ECOLE - DESSINS DU MUSEE DU LOUVRE. Peintures de la Renaissance. Entrée : 20 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 30 janvier.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris
11, av. du Président-Wilson (47-25-61-27). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, mar. de 10 h à 17 h.

SHIMAN FOLKE A.C.C. Entrée : 15 F. Jusqu'au 21 décembre.

VIVA DE MOSA. Musée des Enfants. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

SPLÉNDEURS ET MISÈRES DU CORPS. 1968-1988. Entrée : 15 F. Jusqu'au 1^{er} janvier.

ALICE SPRINGS. Portraits vivants. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

Grand Palais
Av. W. Churchill, pl. Châteauneuf, en. Gal. d'Orsay.

MAC 2000. Salons (42-56-45-06). T.L.J. de 12 h à 18 h, mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h, 24 novembre au 18 décembre.

MOI ET LES AUTRES, PORTRAITS DE JACQUES-HENNI LARTIGUE. (42-56-45-11). T.L.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 décembre.

SAISON D'AUTOMNE. N. J. de 10 h à 18 h 30, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 27 novembre.

SEICENTO. Le siècle de l'Europe dans les collections françaises. Galeries nationales (42-56-09-24). T.L.J. et mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 2 janvier.

Cité des sciences et de l'industrie
30, av. Corentin-Leprieux (46-43-13-13). Mar. jeu. de 10 h à 18 h, mar. de 12 h à 21 h, sam. dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Ferme le 25 décembre et 1^{er} janvier.

LE CURT TOUJOURS. Espace Marie Curie. Entrée : 30 F (Clé pas). Jusqu'au 4 janvier.

PISSARRO ET LE VIN. Espace Diderot. Entrée : 30 F (Clé pas). Jusqu'au 30 janvier.

Musées
1918. L'ANNÉE DE L'ARMISTICE. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 13 h à 18 h. Entrée : 10 F (gratuit dim.). Jusqu'au 31 décembre.

PAUL ABADIE. Architecte 1812-1884. Musée national des Monuments français, Palais de Chaillot, place du Trocadéro (47-27-35-74). T.L.J. et mar. de 9 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 16 janvier.

LES ANNEES ULM. L'Union des artistes modernes, 1928-1936. Musée des Arts décoratifs, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

BRASSAL. Paris le jour, Paris la nuit. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 8 janvier.

CAMEROUN, ART ET ARCHITECTURE. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-44-54). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

CITÉS OUBLIÉES DE LYNDON. Archéologie du Paléolithique. Musée Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-65). T.L.J. et mar. de 9 h à 18 h et de 13 h à 17 h 15. Entrée : 15 F pour l'exposition seule, 22 F pour l'exposition et la visite du musée. Jusqu'au 30 janvier.

COULEURS DU TEMPS. Photographies des années 1930-1960. Musée Rodin, 37, rue de la Harpe (47-02-01-34). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 27 février.

CROCODILES ET KANGOUROUS. Peintures des années 1930-1960. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-44-54). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

CRÉATEURS DE MODE, CRÉATEURS D'IMAGES. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

PAIXOM A CONDAR. Mosaïques et mosaïques égyptiennes de la Bibliothèque Nationale. Bibliothèque Nationale, cabinet des Médailles et Antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.L.J. et mar. de 13 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 janvier.

DES GRANDS CHANTIERS. ERIK, PHOTOGRAPHES, DESSINS. Centre d'information CCI. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 23 janvier.

1906. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcey (43-56-40-17). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 14 janvier.

LE LÉGANSE FRANÇAISE AU CINÉMA. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er} de Serbie (47-20-43-23). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 8 janvier.

FEMMES EN VUE. Splendeurs et misères du corps. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-66-33). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 16 janvier.

ALAIN FLEIG. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaures (42-49-30-80). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 janvier.

RAOUL GUERIN. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (46-06-61-11). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 15 décembre.

GEANTS, HOMMES ET VILLES DU NOIR. Centre d'information CCI. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 23 janvier.

LUCIEN HERVE. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaures (42-49-30-80). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 janvier.

ICONS ET MERVEILLES, HOMMAGE AU MILLENAIRE DU BAPTÊME DE LA RUSSIE. Collections françaises et étrangères. Musée Cernuschi, 17, av. Villeneuve (45-43-50-75). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 22 janvier.

DE DUBER A BASELITZ. Dessins officiels de la Biennale de Hambourg. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 14, rue Bonaparte (42-60-34-77). T.L.J. et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 31 décembre.

Entrée : 20 F. Du 27 novembre au 19 février.

LE JOUET ET LES ARTS MÉNAGERS. Musée des Arts décoratifs, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 10 F. Jusqu'au 27 novembre.

CAROL MARC LAVILLIER. Idées de 1938 à 1968. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (42-56-45-06). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 4 décembre.

HENRI MANGUIN. Le sacre du bouillonnement. 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 18 F. Jusqu'au 8 janvier.

ESSEY MIYAKE. Musée des Arts décoratifs, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

OMBRÉS DE CHAIR. Photographies de Gilles et Myriam Arnaud. Pierre Formes, 5, rue de Valenciennes. Bibliothèque Nationale, cabinet des Médailles et Antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.L.J. et mar. de 13 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 janvier.

PICASSO PEINTRE-GRAVEUR. 1946-1958. Musée Fiuman, hôtel Sals - 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.L.J. et mar. de 9 h à 15 h 15, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F (accès de la salle). Jusqu'au 2 janvier.

PICASSO, LES GRANDES BAIGNEUSES. Musée de l'Orangerie, place de la Concorde, jardin des Tuileries (42-57-42-16). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Ferme le 25 décembre et 1^{er} janvier. Entrée : 15 F (8 F dim.). Jusqu'au 6 mars.

LES PREMIERS PORTRAITS DE JEAN-JACQUES HENNER. Musée des Arts décoratifs, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 décembre.

REGARDS D'ARTISTE. Grapport, Kouda, Salomon, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-66-33). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 décembre.

GEORGES ROUSSE. Calais nationale des monuments historiques, hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 22 F. Jusqu'au 31 décembre.

RETROSPECTIVE EZIS. Calais nationale des monuments historiques, hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 22 F. Jusqu'au 31 décembre.

LE SYMBOLISME DANS LES COLLECTIONS DU PETIT PALAIS. Musée de l'Orangerie, place de la Concorde, jardin des Tuileries (42-57-42-16). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 décembre.

UN VILLAGE AU TEMPS DE CHARLEMAGNE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. de la Madeleine (46-07-00-00). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 8 F. Jusqu'au 30 avril.

UNE TERRE, DES HOMMES. Palais de la découverte, av. Franklin-Roosevelt (43-59-16-53). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

VERAI OU FAUX ? Copies, fautes, altérations. Bibliothèque Nationale, cabinet des Médailles et Antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.L.J. et mar. de 13 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 janvier.

VUES D'EN HAUT. La photographie aérienne de 1914 à 1918. Centre d'information CCI. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 23 janvier.

Centres culturels
ALVARO AALTO 1898-1976. Architecture et design. Musée des Enfants, 15, rue de Valenciennes. Bibliothèque Nationale, cabinet des Médailles et Antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.L.J. et mar. de 13 h à 17 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 18 décembre.

ALLIANCE PHOTO. Agence photographique de 1914-1918. Centre d'information CCI. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 23 janvier.

AMSTERDAM ART - L'ART DE L'ART MODERNE. Peinture et sculpture des collections de Stedelijk Museum Amsterdam. Institut néerlandais, 121, rue de Richelieu (42-57-42-16). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

APPARTIENS. Photographies de Gord Boedert. Centre d'information CCI. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 23 janvier.

KAREL APPEL. Paris Art Center, 36, rue Falguère (42-23-39-47). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 14 janvier.

ART ET MYTHOLOGIE. Figures. Musée Rodin, 37, rue de la Harpe (47-02-01-34). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 27 février.

BLACK PHOTOGRAPHY IN AMERICA. VAN DER ZEE, GORDON PARKS, COREEN SIMPSON. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, Paris-1^{er}. Jusqu'au 19 janvier 1989.

BRASSAL. Paris le jour, Paris la nuit. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 8 janvier.

MICHEL CAMPFRAU. Services culturels du Québec, 117, rue de la Harpe (42-23-66-33). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 15 décembre.

LA CHINE A DU TALENT. Des artistes contemporains font revivre le Grand Canal. Carrefour de la Chine, 45, rue Saint-Antoine (42-61-06-28). T.L.J. et mar. de 9 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 h.

CONCEPT ET IMAGINATION. Œuvres récentes de la collection. Photographies de Stedelijk Museum Amsterdam (1980-1988). Institut néerlandais, 121, rue de Richelieu (42-57-42-16). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

DE DUBER A BASELITZ. Dessins officiels de la Biennale de Hambourg. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 14, rue Bonaparte (42-60-34-77). T.L.J. et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 31 décembre.

FLACONS DE COLLECTION. Galerie d'Art, 28, rue Saint-Sulpice (43-26-06-60). Jusqu'au 30 décembre.

SAM FRANCES. Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincampoix (42-77-32-31). Jusqu'au 26 novembre.

REINOLD HES. La suite de Stockholm. Centre culturel médiéval, hôtel de Marie - 11, rue Payenne (42-71-82-20). T.L.J. et mar. de 12 h à 18 h, sam. et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 5 janvier.

DENIS GEOSTROY-DECHAUME. L'île Mère - peintures de Bretagne. Espace Vendôme, 9, place Vendôme (42-60-33-40). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 2 décembre.

JOSEPH GUINOVAERT. Espace Lia Darrivoy, 8, rue de Nole (42-25-11-28). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 26 novembre.

ICONS ANCIENNES ET CONTEMPORAINES. Millemaire du baptême de la Russie. Fondation Mana Riebeck, 34, av. de New York (47-23-38-88). T.L.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 30 novembre.

IRVING. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Baryer (45-63-90-55). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 30 décembre.

LIRE LE JAPON 1988. Espace Japon, 12, rue Saint-Antoine (42-60-69-30). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 23 décembre.

MOIS DE LA PHOTO. Richard Balthus, Michel Focillon, Pierre Tremblay, Michèle Wagnon. Centre culturel de la Roche, 5, rue de Valenciennes (45-51-35-73). T.L.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 3 décembre.

MOUNIC, BRAUN. Centre culturel de la Roche, 5, rue de Valenciennes (45-51-35-73). T.L.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 3 décembre.

HELMUT NEWTON. Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, rue de la Harpe (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, 12 h à 18 h et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 29 janvier.

SEGVARD OLSSON. Centre culturel de la Roche, 5, rue de Valenciennes (45-51-35-73). T.L.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 3 décembre.

LES RÉALITÉS DES IMAGES. Centre culturel de la Roche, 5, rue de Valenciennes (45-51-35-73). T.L.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 3 décembre.

LE REVE INTERROMPU DE MIRO. Centre culturel de la Roche, 5, rue de Valenciennes (45-51-35-73). T.L.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 3 décembre.

SWISS LIFE. Photographies de Luc Chasson. Centre culturel de la Roche, 5, rue de Valenciennes (45-51-35-73). T.L.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 3 décembre.

AIMÉ VINEL. Galerie du Coléby Centre, 69, rue Legendre (46-27-45-00). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 2 décembre.

Galeries
JEAN AMADIO. Galerie Jeanne-Bucher, 53, rue de Seine (43-26-22-32). Du 25 novembre au 10 janvier.

LES ANNEES BAUHAUS. Galerie Franck Burd, 11, rue de Valenciennes (43-25-52-75). Jusqu'au 31 décembre.

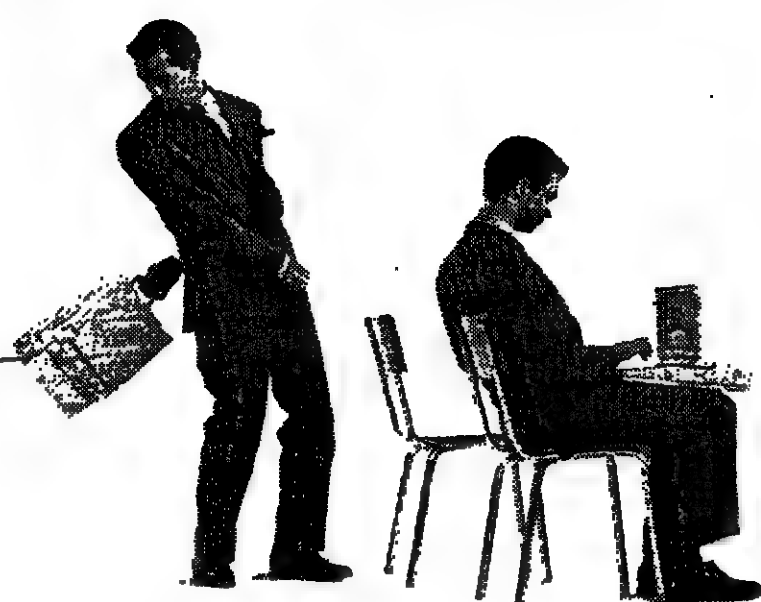
LES ANNEES BAUHAUS. Galerie Franck Burd, 11, rue de Valenciennes (43-25-52-75). Jusqu'au 31 décembre.

LES ANNEES BAUHAUS. Galerie Franck Burd, 11, rue de Valenciennes (43-25-52-75). Jusqu'au 31 décembre.

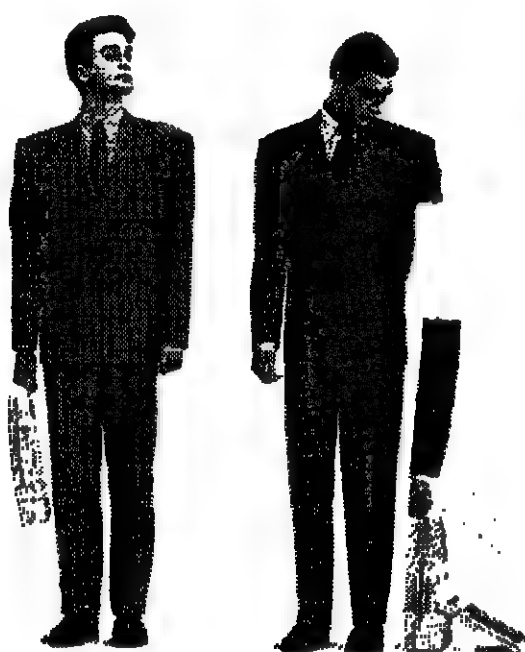
LES ANNEES BAUHAUS. Galerie Franck Burd, 11, rue de Valenciennes (43-25-52-75). Jusqu'au 31 décembre.

LES ANNEES BAUHAUS. Galerie Franck Burd, 11, rue de Valenciennes (43-25-52-75). Jusqu'au 31 décembre.

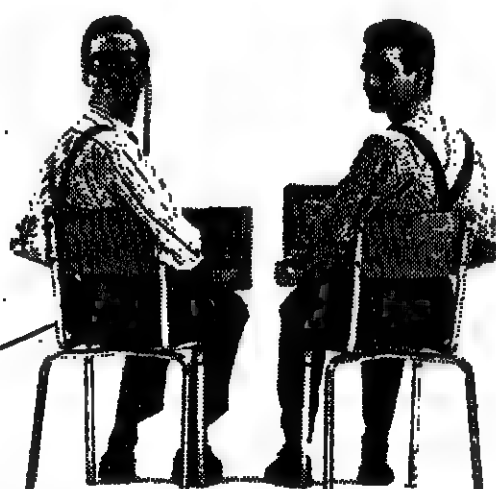
Quelle est la différence entre un ordinateur portable Zenith et un ordinateur portable ordinaire ?



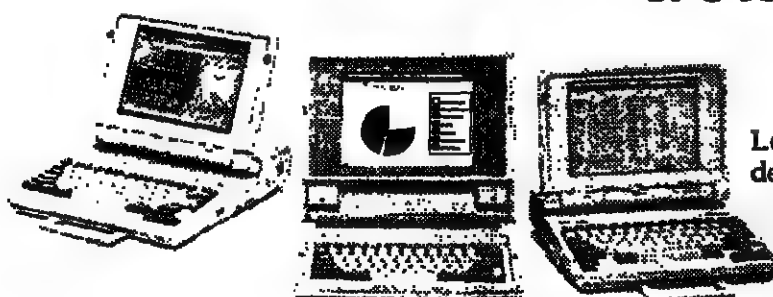
1. Vous êtes au courant, un Zenith a des batteries.



2. Tout bien pesé, un Zenith est très léger.



3. C'est clair, un Zenith est très lisible.



Le TurbosPORT 386 de Zenith est le meilleur micro-ordinateur portable du monde. Il est le premier portable 386 autonome

fonctionnant sur batteries. Chez Zenith, cela fait quatre ans que nous maîtrisons cette technologie dont bénéficie toute notre gamme de portables.

Autre préoccupation constante chez Zenith: le poids. Depuis toujours les portables Zenith sont d'une rare légèreté et leurs batteries sont escamotables. Vous pouvez les emmener partout, quoi de plus normal pour un micro-ordinateur portable!

Une innovation permanente: la lisibilité.

Zenith a toujours équipé sa gamme de micro-ordinateurs portables d'écrans haute définition. Après le LCD, le LCD Backlight, la technologie Super Twist, voici depuis un an déjà le PageWhite, un écran noir et blanc intégré au TurbosPORT 386. Et nous n'allons pas en rester là!

Zenith Data Systems BP 201-92002 Nanterre Cedex.

Sur simple appel au (1) 39.80.18.18 vous recevrez immédiatement la documentation et la liste de nos distributeurs agréés.

ZENITH | data systems

PCB



TECHNIQUE Anxiété des guerriers

Le monde requiert une formation technique à tout niveau, mais travail, gestion, communication. Ce dialogue permet de résoudre des problèmes.



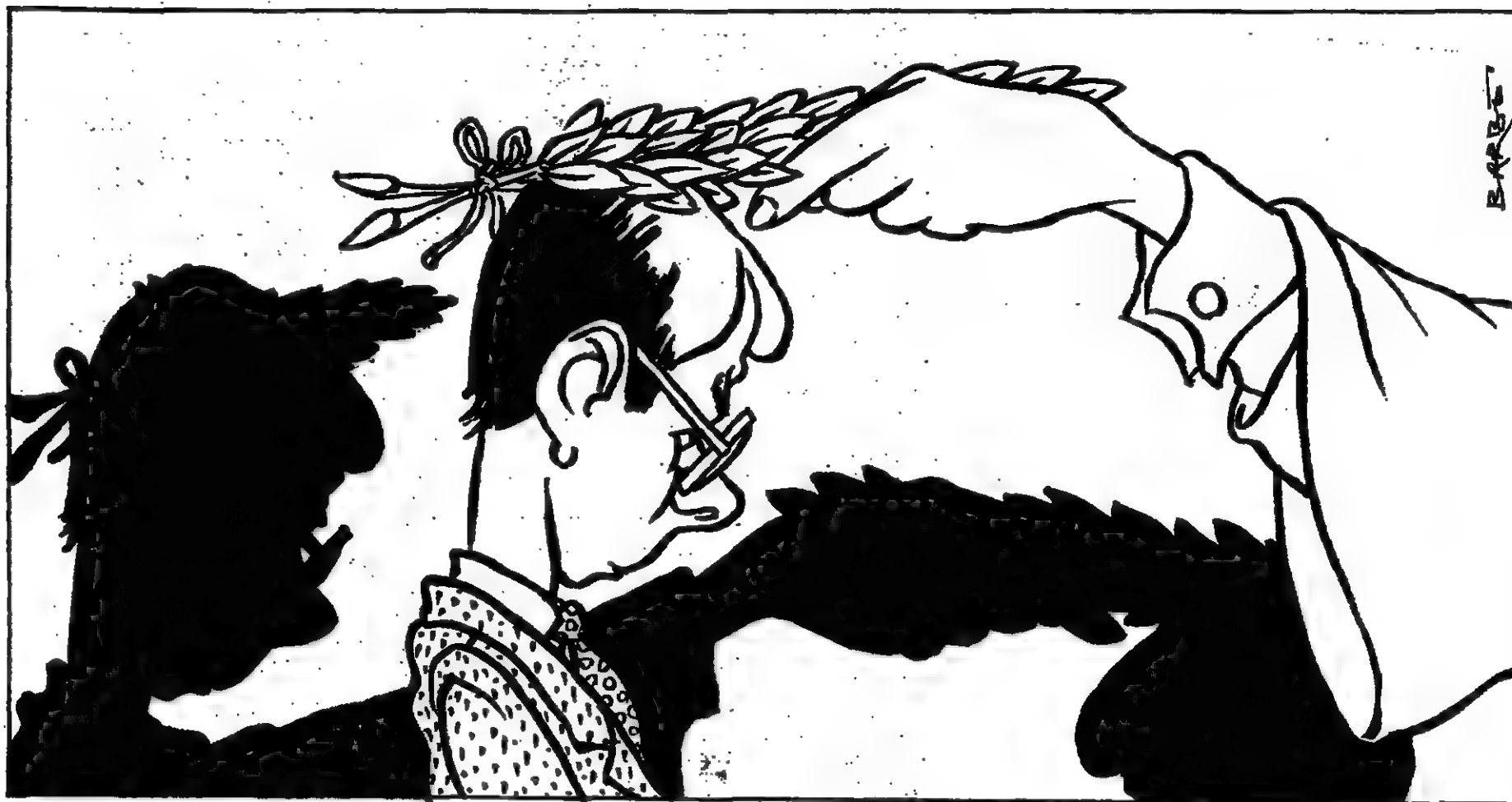
Le monde requiert une formation technique à tout niveau, mais travail, gestion, communication. Ce dialogue permet de résoudre des problèmes.

Le Monde CAMPUS

FRÊLES ÉLITES

Elles sont sélectionnées et formées avec amour, choyées, bichonnées... Et pourtant les futures élites ont du vague à l'âme. Comme si le système, si remarquablement huilé, ne fonctionnait que pour lui-même. Trop à l'abri. Comment rendre les cadres de demain plus compétents, mais aussi plus ouverts, plus proches des réalités, plus responsables ? Telle est l'interrogation qui court à travers une série de

manifestations et de réflexions qui ont marqué, ces derniers jours, la vie de quatre écoles parmi les plus prestigieuses : Polytechnique, l'ESSEC, Sup-de-Co Paris et Sciences-Po.



POLYTECHNIQUE

L'inquiétude des guerriers

Les polytechniciens reçoivent une formation scientifique de très haut niveau, mais travaillent de plus en plus dans le management, la finance ou la communication. Ce décalage commence à leur poser des problèmes.

Le se lève à 7 h 15 et se couche à 23 h 28. Il porte une cravate et un slip (de préférence au caléon), et n'utilise pas d'eau de toilette. Il habite Paris ou sa région et va à son bureau en voiture (quarante minutes de trajet, aller-retour). Il possède une télévision, un magnétophone et un minitel, mais pas de magnétoscope, ni de micro-ordinateur. Il est marié, et sa femme travaille. Il a un enfant, et en voudrait au moins trois. Il n'a pas de femme de ménage, mais n'aime pas faire la cuisine. Il dîne le plus souvent chez lui. Il lit le Monde et l'Express, parfois Libération et le Point. Il va une à deux fois par mois au cinéma et très peu au théâtre ou au concert. Les revenus du ménage sont de 25 420 F par mois, ce qui lui permet d'épargner et de rembourser l'emprunt de 208 000 F qu'il a souscrit pour acheter son appartement. Il travaille quarante-neuf heures par semaine — ce qui ne lui paraît pas excessif — et rarement le week-end.

Lui, c'est l'ancien polytechnicien entré à l'école en 1978, tel qu'il apparaît à travers l'enquête réalisée par cette promotion pour son dixième anniversaire. Cette célébration a été marquée par une journée de réjouissances, samedi 19 novembre, qui, pour beaucoup, était la première occasion de se revoir depuis la sortie de l'école. Rencontres sportives, débat avec de brillants anciens — Jean-René Fortou, PDG de Rhône-Poulenc, Michel Pébereau, PDG du CCF, Pierre Barberis, vice-président d'Axa, Bernard Chapot, administrateur délégué de CGI-Informatique, auxquels s'était joint le sociologue Michel Baur — et, pour finir, dîner et bal à l'Espace Cardin... Le bureau des élèves de la promo X 78 avait bien fait les choses.



Si ce sondage interne a montré qu'une fois sortis de l'école les X ne perdent ni leur souci de la précision scientifique ni leur humour, il donne aussi de précieuses indications sur l'insertion professionnelle des polytechniciens et le jugement qu'ils portent sur leur formation.

La majorité d'entre eux travaillent dans l'industrie et l'informatique, où ils assurent des fonctions techniques ou de recherche — ce qui est normal pour les élèves d'une école scientifique. Toutefois, on constate que cette orientation n'est pas exclusive, puisque 20 % d'entre eux assument des tâches de direction ou de gestion, 15 % des tâches commerciales et 7 % s'occupent de finance ou de communication. Les emplois qu'ils occupent sont plus fonctionnels (études, management) qu'opérationnels (encadrement, commandement). Ce qui explique une certaine insatisfaction concernant leur formation. S'ils estiment que celle-ci les a bien préparés à des tâches techniques ou d'organisation, il n'en va pas de même pour ce qui touche aux relations humaines, à la communication, à la finance ou au commerce.

FREDERIC GAUSSEN.

(Lire la suite page 24.)

SCIENCES-PO

Lire utile

A quasi-totalité des cinq cent quinze étudiants de première année de Sciences-Po ont répondu à l'enquête sur « l'étudiant et le livre », réalisée à l'initiative des Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. Mais, une poignée seulement d'entre eux sont venus assister, le 17 novembre, au débat organisé pour en analyser les résultats. Cette indifférence traduit, mieux que bien des chiffres, l'attitude des étudiants à l'égard du livre : très scolaire. Parfaitement disposés à répondre à un questionnaire diffusé officiellement par les enseignants dans le cadre de leur conférence de méthode, ils se sont peu intéressés aux résultats. Bien sages et peu curieux, en somme.



sonnelle, que grâce aux critiques de la radio, de la télévision ou des journaux. Ce qui fait dire à Louis Bodin, directeur des Presses de la Fondation : « La population des étudiants d'année préparatoire semble disponible par rapport aux livres, à la lecture et à son achat. Il resterait à savoir ce que devient cette disponibilité sous l'effet des pratiques pédagogiques et dans les stratégies de réussite, principalement pour les examens... » Cette crainte implicite est partagée par Serge Hurig, enseignant à Sciences-Po, qui estime que les étudiants français lisent moins, et moins bien, que leurs homologues allemands, britanniques ou américains. La lecture d'un livre se résume trop souvent à la consultation de la table des matières et au choix des chapitres à photocopier. « Un travers que la direction de l'IEP entend corriger, par la réforme des études, en introduisant des séminaires de lecture. »

Espace en voie de disparition

A l'image de leurs lectures. S'ils lisent régulièrement (près des deux tiers d'entre eux ont consacré plus de dix livres, au cours des six derniers mois), il s'agit surtout de livres scolaires (33 %) et d'ouvrages de sciences humaines (36 %), vraisemblablement liés à la préparation du concours d'entrée à Sciences-Po. La littérature n'est pas absente, mais concentrée sur des classiques — Balzac, Zola, Camus ou Céline... — ce qui rejoint les indications d'un sondage récent sur la culture des étudiants réalisé par « Campus » (le Monde du 20 novembre 1988). Si les étudiants de Sciences-Po utilisent largement les bibliothèques, notamment celle de l'IEP, 43 % d'entre eux se disent plutôt prêts à acheter les livres qui leur sont recommandés au cours de leurs études. Proportion encourageante pour les éditeurs.

Les choix de lecture se font plutôt par ouï-dire, par recommandation ou découverte per-

GERARD COURTOIS.

SUP-DE-CO PARIS

On régale gratis

Comme dans beaucoup d'autres écoles de commerce, les élections au bureau des élèves ont donné lieu à une campagne échevelée. Mais dépenser plus de 250 000 francs en gadgets, est-ce bien raisonnable ?

CHAUD ambiance électorale à l'Ecole supérieure de commerce de Paris, où les listes candidates à l'élection du bureau des élèves (BDE) s'affichent sur tous les murs. « Le principe de base, c'est : j'achète l'électeur », explique sans sourcil l'un des candidats. Et c'est vrai. Pendant les quatre jours de la campagne officielle, du 14 au 18 novembre, on régala gratis à l'ESCP. Les mille élèves de l'école, électeurs potentiels, ont été choyés, gavés, dorlotés et divertis par les trois listes dites « sérieuses » et quelques autres officiellement répertoriées sous le label de « listes bidons ».

Dès 8 heures du matin, le café fume, les croissants croustillent, et les haut-parleurs déversent des flots de musique dans la cafétéria. Chaque liste a son stand. Celui d'« Equateur » disparaît sous les plantes vertes. Des aventuriers en bermuda, chemisette jaune safran et casque colonial y servent du jus de fruits, en promettant du rhum pour plus tard. A quelques mètres, les listiers de « Cocktail », vêtus de rouge et blanc, distribuent leur plaquette dans une mallette en plastique très chic. Activité identique et fiévreuse sur le podium d'« Atmosphère », dont l'uniforme de campagne est noir et bleu.

Pendant quatre jours et trois nuits, l'animation doit être permanente. Il y a des figures imposées, à respecter sous peine de subir une Berezina électorale : petit-déjeuner et autres repas doivent être copieux et originaux. Du pain donc, mais aussi des jeux. Chaque liste monte un spectacle — série de sketches ou comédie musicale — dans le grand amphithéâtre de l'école. Chacune organise aussi une soirée, entièrement gratuite et digne d'être arrosée, dans un lieu prestigieux. Cette année, « Atmosphère » avait jeté son dévolu sur le Balajo, « Cocktail » sur l'Elysée-Montmartre et « Equateur » sur le Forum de Grenelle.



Le reste est affaire d'imagination et de moyens. « Cocktail » a réalisé et produit un 45 tours qu'il offre aux élèves. Sous le regard de sa mascotte Maurice le Pygmée, « Equateur » a distribué un millier de petits cadeaux. « Atmosphère » a préféré se rendre utile en faisant imprimer, pour chaque élève-electeur, cent cartes de visite à son nom.

Une nuit pour deux au Hilton

A tout moment, des jeux, des concours, des tombolas, font miroiter des lots de valeur sous le nez de l'électeur : séjours à la neige, dîner au Fouquet's, nuit pour deux au Hilton, matériel hi-fi, planches de surf, briquets, foulards et accessoires de grand luxe. Sans compter la voiture mise à la disposition du futur BDE, ni le billard généreusement offert à l'école.

Pendant ce temps-là, les cours continuent. Tant bien que mal. Les listes font en effet irruption dans les salles, pour se présenter, sketch ou saynète à l'appui. Tout est bon pour attirer l'attention, comme la descente en rappel de la face ouest du bâtiment des études (sept étages) par les candidats d'« Atmosphère ».

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(Lire la suite page 24.)

ESSEC

Quatre mois d'humilité

A peine entrés à l'école, les élèves de l'ESSEC vont passer quatre mois en entreprise. Une manière un peu rude de prendre conscience des réalités.

A peine sortis des jupes des classes préparatoires et après seulement six mois passés dans le cocon douillet de leur école, les deux cent vingt-sept élèves de première année de l'ESSEC ont tous été contraints de se jeter à l'eau : entre avril et septembre, en France ou à l'étranger, à la chaîne ou au bureau, ils ont plongé, pendant quatre mois, dans le monde de l'entreprise. Autrement dit dans l'inconnu pour la plupart de ces futurs cadres et managers.



Immersion très vite les élèves dans la réalité quotidienne du travail, les obligent à sortir de leurs équations et de leurs modèles théoriques, bousculer leurs certitudes — bref, les dessaler, — tel était bien l'objectif de la réforme des études adoptée l'an dernier par la direction de cette grande école de commerce, en dépit du scepticisme de bon nombre d'enseignants et d'étudiants. « Ils vont perdre leur temps », regrettaient les premiers. « A quoi ça va nous servir ? », s'inquiétaient les seconds, en voyant ainsi s'envoler leurs projets de vacances d'été.

L'expérience, pourtant, paraît largement concluante et riche d'enseignements pour tout le monde. « J'avais déjà fait un stage dans une banque, explique très sérieusement Myriam. Mais je n'avais pas les grilles d'analyse pour comprendre l'organisation de l'entreprise. Cet été, j'ai passé deux mois dans une biscuiterie au Japon, dans un en usine d'emballage, et puis deux mois au Maroc

dans une filiale de Goodyear à faire du contrôle de gestion. J'ai pu comparer les deux systèmes. Souplesse et innovation permanente des Japonais, rigidité structurelle des Américains. » Un sentiment que ne partage pas vraiment Régis. Son stage au Japon, dans une usine de mise en boîtes de bière, l'a intéressé sans doute, mais le « fanatisme dans le boulot » des Japonais semble lui avoir fait un peu froid dans le dos.

Hélène n'est pas allée si loin mais elle n'a pas perdu son temps pour autant. En quatre mois, au groupe du Printemps, elle a été vendue avant de passer à la centrale d'achat, comme adjointe du directeur, associée aux réunions de politique commerciale pour 1989 et chargée d'une petite étude d'assortiment de prix. En guise de cadeau de départ, le Printemps lui a fait une proposition d'embauche immédiate... et alléchante, qu'elle a tout de même jugée prématurée. Cyril, lui, a passé chez NCR deux mois qui lui ont laissé des traces : « Pen-

dant que j'y étais, il y avait un audit social du service des études. Ils ont finalement viré trois personnes. C'est très dur, humainement. Et très étrange d'observer comment un service voit tomber des têtes. »

Christophe a constaté combien il est difficile de « motiver les gens et de faire bouger les choses dans une grosse boîte ». Cécile n'imaginait pas combien les différents services de Citroën pouvaient « se tirer dans les pattes ». François a passé trois mois dans un supermarché américain : « Du point de vue humain, c'était passionnant. Mais professionnellement, je n'en retire rien, si ce n'est que la distribution, c'est la galère. » Bernard, après deux mois à la rédaction d'Europe 1, a été frappé par « le contraste entre la puissance médiatique et l'archaïsme de l'organisation interne ». Quant à Bérénice, elle a vendu des maillots de bain aux Galeries Lafayette, puis des poulets-frites dans le Connexion. Solène bilan : « Ça développe l'intelligence pratique. » Hubert, enfin, a arduement passé ses quatre mois à la direction financière de la COGEMA pour analyser comment on pouvait raccourcir les délais de sortie des états financiers mensuels : « J'étais content d'avoir résolu le problème », conclut-il, satisfait.

Les touristes
et les « pros »

On le voit, deux cent vingt-sept stages, c'est autant de cas de figure, tant est grande la diversité des entreprises, des personnalités et des attentes respectives. Entre les casaniers, qui n'ont pas bougé de Paris ou qui ont profité

de ces quatre mois pour retrouver leur région d'origine, les professionnels qui ont d'emblée inscrit ce premier stage dans un plan de carrière tracé au cordeau, les touristes qui ont succombé aux charmes de la côte californienne plutôt qu'aux particularités de la culture d'entreprise américaine, il n'est pas aisé de tracer un profil type, ni de repérer ce que l'expérience a apporté à l'ensemble d'une promotion.

Dans la plupart des cas, estime cependant José Lasserre, responsable des stages à l'ESSEC, les élèves font partie de la catégorie des « indéterminés », c'est-à-dire de « tous ceux qui sont partis sans aucune idée préconçue et qui ont découvert sur le tas, de l'intérieur, l'intérêt du stage ». Tous ceux-là, ajoute-t-elle, « reviennent en nous disant : vous avez bien fait de nous débarrasser de nous ». Cette immersion précoce en entreprise, pendant une période suffisamment longue pour dépasser la sobriété des traditionnels stages ouvriers, favorise en effet une double maturation des élèves : par rapport au monde du travail et à leur avenir professionnel mais aussi — plus immédiatement — par rapport à leurs études et à l'école dans laquelle ils vont encore passer deux ans au moins.

L'entreprise, ils ne la connaissent guère. Ils en ont découvert les contraintes, les horaires, le monde des secrétaires — vaste sujet d'analyse comparative... Ils en ont également apprécié, parfois brutalement, la dimension humaine, les tensions, les conflits, le poids des hiérarchies. « Le stagiaire, souligne José Lasserre, est souvent pris à témoin. Tout simplement parce qu'il n'a pas de rôle dans la pièce qui est en train

de se jouer. Il joue le rôle du Candidide. » Après ses deux mois chez Pechiney, Delphine va un peu plus loin. « Les stagiaires sont aussi utilisés comme moyen de résoudre les conflits. On n'est pas seulement là en observateur. On peut vite devenir un enjeu entre deux services qui se bouffent le nez. » Enfin, comme le dit Jean-Gustave Fadiou, professeur d'analyse sociologique des organisations, « ils ont à leur retour une meilleure compréhension du rôle du cadre. Ils découvrent qu'au-delà des connaissances de base de la gestion, il leur reste à acquérir les compétences managériales. Et ils se rendent bien compte que ça ne marche pas tout seul, que les compétences de leader, ça s'apprend, et que certains cadres supérieurs sont à l'aise, tandis que d'autres se plantent. Bref, ils découvrent l'humilité ».

« J'ai dû
tout réapprendre... »

Cette humilité — toute relative, malgré tout, si l'on en juge par les commentaires acides qu'ils peuvent faire à leur retour — n'est pas sans répercussion sur la vision que les élèves ont de l'école et des études. Canalisés, sélectionnés, polarisés depuis le lycée et les classes préparatoires pour décrocher un parchemin prestigieux, ils comprennent que le diplôme n'est pas tout et qu'on a beau faire partie du gratin des étudiants français, les choses ne sont pas acquises d'avance. Ils rentrent donc, de l'avis général, plus motivés, plus impliqués dans leurs études et plus exigeants vis-à-vis des enseignants. Comme le déclare franchement Nicolas, « ce que nous apprenons en marketing à l'école n'est vraiment pas suffi-

sant pour travailler ». Et André d'ajouter, après quatre mois dans un cabinet d'audit : « En analyse financière, j'ai dû tout réapprendre car ce ne sont pas les mêmes grilles qui sont utilisées dans l'entreprise. »

Du coup, ils choisissent leurs enseignements de deuxième année en meilleure connaissance de cause, avec une vision moins abstraite du marketing, de la vente ou du contrôle de gestion. D'autant qu'à leur retour les élèves sont invités à plusieurs séances d'analyse de leur expérience : exercices individuels, rédaction d'un « cas » collectif, remise d'un mémoire, l'école n'attend pas à laisser les élèves découvrir de l'été. Jusqu'à envisager rapidement de rétribuer ces quatre mois de terrain par une unité de valeur qui leur permettrait de mieux valoriser le stage.

Ce n'est pas la seule amélioration possible dans le pilotage du système. Les étudiants ayant, pour la majorité d'entre eux, trouvé eux-mêmes leur stage, la direction de l'école reconnaît que l'ensemble est hétérogène et inégal. Il serait notamment souhaitable que chaque élève partage ses quatre mois entre deux entreprises, dont une au moins à l'étranger, et qu'il profite de cette période pour couper les amarres avec sa région et son milieu. Reste enfin à convaincre toutes les entreprises de prendre vraiment au sérieux ce stage en cours de première année, non pas dans sa fonction — classique, en fin de cursus — de repérage et de pré-sélection des bons étudiants, mais dans sa dimension pédagogique. Ce qui sera, à n'en pas douter, un travail de plus longue haleine.

GÉRARD COURTOIS.

LA BOURSE
Le 1
AUX STAGESEtudiants*
100 stages
en Europe

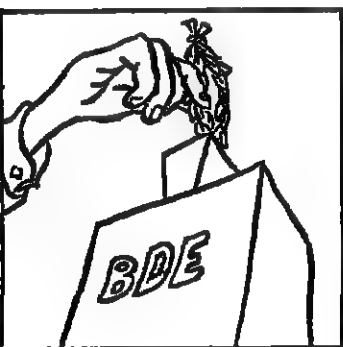
à gagner dans le Monde du 21 ou 30 novembre. Retrouvez laquelle des entreprises participantes se cache derrière les affirmations suivantes. (Voir logos en pages emploi.)

Conservez vos réponses. Vous les reporterez dans le bulletin-réponse qui paraîtra le 30 novembre (le Monde daté 1^{er} décembre). Pour vous aider sur Europe 1, un indice sera diffusé chaque jour au Journal de 20 heures pendant toute la durée de la Bourse. Retrouvez ces indices sur minitel : 36.15 LEMONDE ou 36.15 EUROPE 1.

* Bacc + 2 minimum obtenu courant 1988.

- 11 Il fera son retour en formule 1 en 1989.
- 12 28 445 personnes, 1 851 guichets pour un groupe qui avance.
- 13 De l'école maternelle à l'université, nous mettons notre savoir-faire et notre électronique au service de l'éducation.
- 14 L'leader du marché des huiles nous vous avons rappelé que l'huile c'est important.
- 15 Son énergie autonome alimente Ariane, les sous-marins et les radiotéléphones.

Le Monde
CAMPUS
avec
EUROPE 1

ESCP
On régale gratis

(Suite de la page 23.)

Au point que certains s'inquiètent de l'escalade des moyens mis en œuvre d'une année sur l'autre. « L'élection au BDE fait partie de la vie de l'école, remarque Claude Dussaucy, directeur des études à l'ESCP. Mais ce qui commence à nous gêner, c'est la recherche systématique de ressources auprès des entreprises et les proportions financières importantes prises par une manifestation de quatre jours. »

La liste Cocktail a réuni un budget de 130 000 francs ; « Atmosphère » 61 000 francs et « Equateur » environ 55 000 francs. Il faut ajouter à ces sommes des dotations en nature, inévitables mais beaucoup plus importantes. Dix mois de travail, de brain storming et de chasse aux sponsors pour quatre jours d'une fête flamboyante, est-ce bien raisonnable ? Le BDE doit être un Eldorado bien doux pour justifier un tel déploiement. Cette structure a un rôle de représentation des élèves auprès de l'administration : elle fédère les différentes associations de l'établissement et remplit une fonction d'animation. Son budget de fonctionnement annuel peut atteindre 2,5 millions de francs : de quoi se faire la main pour un futur gestionnaire. Mais surtout, tous les candidats le confessaient : « Un BDE, ça compte dans un curriculum vitae. »

Apparemment, ça compte aussi pour les sponsors. Les uns, comme la banque du coin, sont surtout intéressés par la clientèle de cette jeunesse étudiante. Connaissiez-vous notre prêt spécial ESCP à 7,5 % ? En revanche, des entre-

prises comme EDF, Alsthom, La Hénin, Les Trois Suisses, Henkel, Soliac, Nestlé ou le CCF ont une autre raison d'investir dans cet événement microcosmique. « Il s'agit de faire connaître notre société à des collaborateurs potentiels, explique Evelyne Soler responsable à la direction des ventes d'Aluminilum Pechiney. C'est l'occasion de donner une image jeune de notre entreprise. » Y a-t-il, comme le craint Claude Dussaucy, « surenchère des entreprises auprès des grandes écoles » ? Ou bien les sponsors, de plus en plus sollicités par toutes les écoles de France et de Navarre, sont-ils au contraire de plus en plus exigeants ? « Les entreprises veulent s'associer pour des actions à plus long terme », dit Christophe Davy, président de la liste « Cocktail ».

Voilà qui mettrait un bémol à l'inflation constatée depuis un an ou deux pour ces élections dans toutes les grandes écoles de gestion ou d'ingénieurs. Voilà qui donnerait davantage d'importance au contenu des joutes électorales. Car à l'ESCP, sous les flonflons de la fête, qui sont les arguments des candidats ? La seule discussion de fond a eu lieu après le premier tour : un débat organisé par le Petit Journal, l'organe des élèves, entre les têtes des deux listes présentes au second tour. L'impact n'a pu en être mesuré car, comme le constate un observateur patenté de la vie de l'école, « seuls les troisièmes années s'intéressent au contenu des programmes ; or ils sont beaucoup moins nombreux à voter que les premières années, très sensibles eux à la poudre aux yeux ».

« Aucune liste élue n'ayant jamais tenu ses promesses, il faut être démo et promettre n'importe quoi », préconise, légèrement amer, un ancien candidat malchanceux. A-t-il tort ? Cette campagne à l'américaine n'est-elle pas en fait un exercice de style destiné à prouver spectaculairement sa capacité d'organisateur ? Non seulement à ses électeurs, mais surtout à ses futurs employeurs...

JEAN-JACQUES BOZONNET.

POLYTECHNIQUE

L'inquiétude des guerriers



(Suite de la page 23.)

En cinq ans de vie professionnelle, la majorité d'entre eux ont déjà changé au moins une fois d'employeur. Et lorsqu'ils choisissent un emploi, c'est plus en fonction de leur avenir personnel (autonomie, salaire, carrière, diversité de l'expérience) que des préoccupations professionnelles ou d'intérêt collectif (secteur d'activité, ouverture internationale, technicité, utilité sociale, formation).

Cet état d'esprit et le décalage qu'il révèle entre la formation et les réalités de la compétition économique internationale étaient déjà jugés sévèrement par les auteurs d'une étude analogue réalisée l'an dernier auprès de la promotion précédente. « Malgré de bonnes dispositions pour se pla-

cer correctement sur le marché du pouvoir (connaissance, mobilité, disponibilité), l'X est enfermé dans un cocon douillet et un carcan scientifique qui ne débouche pas forcément sur les créneaux les plus valorisants, écrivaient-ils. L'internationalisation des affaires conduit à une confrontation des filières. Fortement scientifique, notre formation n'est pas nécessairement supérieure, en terme de valeurs économiques, à celle des Allemands, des Américains, des Anglais et des Japonais, où le droit, la finance et le management prévalent. La formation reçue, l'environnement, le manque de responsabilité opérationnelle et de management, n'ont pas développé en nous une volonté de battre. Les qualités d'ouverture, de communication, les talents de vendeurs ne font pas partie de nos atouts. »

Un constat qui rejoint les avertissements, lancés depuis plusieurs années déjà, par M. Bernard Esambert, président du conseil d'administration de l'école, qui exhorte celle-ci à adapter son enseignement pour faire des X les « officiers de la guerre économique » dont la France a besoin.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

Pantoufle dorée

Le salaire moyen d'un « X 78 » est de 275 000 F brut par an. Mais ce chiffre recouvre des disparités assez grandes, puisque l'éventail va de moins de 150 000 F à plus de 500 000 F.

Les meilleurs salaires se trouvent dans la finance, les assurances et les services. Les plus faibles, dans l'industrie, le BTP et le secteur public. Les fonctions les mieux rémunérées sont le commerce, la communication, la finance, la direction ; les moins gratifiantes pour la feuille de paie sont la technique, la gestion et la recherche. Les revenus complémentaires ou les avantages en nature sont rares, et peu de sala-

riés sont intéressés aux résultats des entreprises.

Le changement d'employeur ou de fonction s'accompagne généralement d'une forte augmentation de salaire.

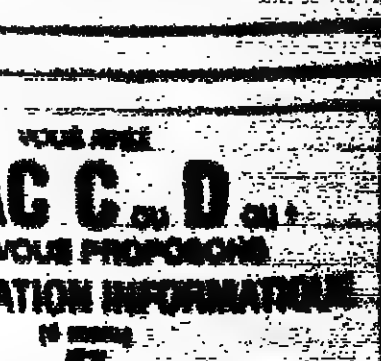
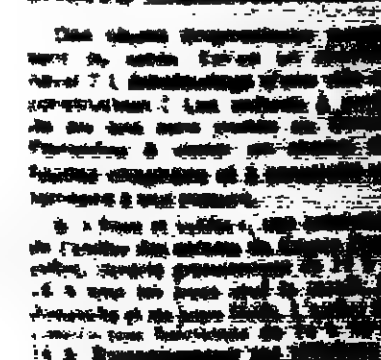
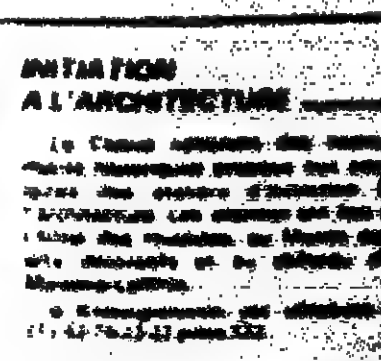
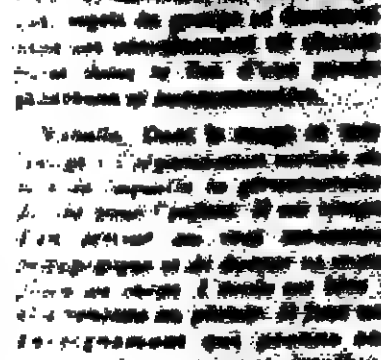
Les membres des grands corps sont moins payés que la moyenne lorsqu'ils sont dans l'administration, mais nettement plus lorsqu'ils sont démissionnaires ou en situation spéciale (détachés, en disponibilité, mis à disposition).

Ce qui explique, sans doute, que la quasi-totalité d'entre eux considèrent leur démission comme « probable » ou « envisageable ». Le cours de la « pantoufle » est au plus haut...

A L'É

Résumé
celle qui le

La solidarité



CAMPUS
LYCÉES

A L'ÉCOLE DU BALLON

Réconcilier l'esprit et le corps, par la grâce du ballon :
telle est la noble ambition du Lycée études-rugby de Toulon
et de l'Institut sport-formation de Béziers.

La solidarité par le rugby

DEPUIS la rentrée de septembre fonctionne à La Garde (Var) le premier lycée études-rugby de France. Trois classes de seconde accueillent soixante-six élèves venus en grande partie du Var (quarante-sept) mais également du reste de la France — et même d'Andorre... — pour suivre une scolarité originale les menant particulièrement vers les filières A (lettres, langues), B (économie générale) ou C (scientifique).

« Il n'est pas question d'assimiler ces classes à celles des classiques « sport-études », précise le directeur du lycée de la Grande-Tourraie, M. André Scotto, qui est à l'origine de cette initiative. « Le sport ne doit pas prendre le pas sur les études. On ne prépare pas l'élite « rugbyistique » de demain... Nous avons choisi ce sport, car il est le meilleur révélateur des qualités humaines pour l'équilibre du corps et de l'esprit. Ici, on s'appuie sur une discipline sportive pour réussir ses études. »

Vaste campus construit et aménagé par la chambre de commerce et d'industrie du Var, la Grande-Tourraie est située au cœur de la zone industrielle de Toulon-Est et vise à donner aux jeunes des formations adaptées aux besoins socio-économiques de la région. C'est dans cet esprit que fonctionne une école supérieure de commerce et une préparation au BTS de designer.

Le lycée études-rugby, qui est sous contrat d'association, s'inscrit dans la même dynamique : « Notre projet pédagogique tient essentiellement compte des carences de l'enseignement traditionnel. Nous nous sommes rapprochés de celui des Anglo-Saxons, qui ont pris conscience depuis fort longtemps que le rugby est le sport éducatif par excellence. Par le rugby, nous voulons former des jeunes capables de devenir des hommes dynamiques et courageux. » Les lycéens, internes pour la plupart, ont une pratique sportive intensive (dix heures par semaine) et variée (outre le rugby, ils pratiquent le tennis, le foot, le handball...). Mais aucun d'eux a été



ÉLÈVES DU LYCÉE ÉTUDES-RUGBY DE Toulon. Ici, on s'appuie sur une discipline sportive pour réussir ses études.

sélectionnés sur des critères physiques. Les admissions se font sur examen du dossier scolaire et d'orientation, et au vu des aptitudes sportives (autant pour les qualités intrinsèques que pour la capacité à s'intégrer au groupe).

Pour ce lycée qui désire avoir une vocation internationale, les élèves ne pouvaient rêver meilleur « entraîneur » que Daniel Herrero. Outre son aura sportive, il exerce une fascination par sa capacité à transformer chaque geste sportif en attitude du quotidien : dynamisme, motricité, logique, esprit de groupe se dessinent dans cet entraînement où chacun puise dans le flot d'une parole genéreuse et communicative.

Rebelle, Daniel le rouge et noir fusillé « l'organisation sociale au sein de laquelle la gérontocratie décide pour l'enfant. Il est temps d'en arriver au vrai mi-temps pédagogique et de donner sa vraie place au corps. L'école est bête : elle renonce au plaisir. Il faut un enseignement qui prenne en compte les pratiques intellec-

tuelles et les pratiques sportives. Le rugby, c'est justement ça ! Une confrontation des corps qui permet la construction de l'individu. Il y a dans ce sport une perméabilité de la fusion et de l'affrontement qui débouche sur une solidarité, une socialisation différente. Il est temps que le rugby retrouve cette vocation scolaire qu'on lui connaît partout... sauf en France ! »

« Ne pas loupier »

(Ch...)

Nouvel exercice, nouveaux commentaires. Deux élèves malades ont quitté l'infirmerie pour « ne pas loupier ça... ». C'est tellement dur de ne pas pouvoir être avec les autres ! Passes, mêlées... quelques lycéens sont d'évidence de « vieux » pratiquants. Un autre, plus porté sur le foot, se familiarise avec l'ovale. Un autre encore, amoureux d'un rugby qui le lui rend mal, entre en fusion, attaque, se dépense sans compter.

« Tonique », « souple »... Ces deux mots reviennent souvent dans les commentaires de Daniel Herrero, qui sait harmoniser le groupe, l'écarter pour mieux le réunir dans le moment qui suit.

La séance est terminée après deux heures d'une saine dépense sur une pelouse que les professionnels du RCT envieraient aux lycéens. On rejoint la classe pour faire des maths ou du français... mais durant quarante-cinq minutes seulement. Ici sont mis en place de nouveaux modules horaires. « Cela correspond aux rythmes de chaque élève. Nous avons constaté que le sport permet de décompresser et de suivre avec plus d'attention des enseignements plus courts, mais aussi complets et souvent plus intenses », précise André Scotto. Le lycée, dont la réalisation a coûté 20 millions, dispose de deux terrains de sport, trois salles d'informatique, une salle de langues, un gymnase et une régie vidéo.

JOSÉ LENZINI.

Football et entreprise

COMME tant d'autres adolescents, Antoine Préget rêve de devenir footballeur professionnel. A quinze ans, il a déjà frappé à la porte des centres de formation du Nîmes Olympique, d'Alès et du Montpellier PSC. En vain. « Ils m'ont dit que mon niveau scolaire était insuffisant ». Certes, dans sa classe de troisième, au CES de la Grande-Motte, il était plutôt en position de relégable. Mais, naïf, il n'imaginait pas que le football se jouait d'abord avec la tête. Recalé par les clubs de sa région, Antoine ne pouvait espérer intégrer une section sport-études ou présenter le concours national de l'Institut national du football (INF) à Châteaufort.

Depuis le 6 septembre, pourtant, son rêve a pris une consistance nouvelle. Il fait partie de la première promotion de l'Institut sport-formation de Béziers, un établissement créé par la chambre de commerce et d'industrie de Béziers, dans le cadre de son centre de formation professionnelle. Avec vingt-cinq autres garçons de son âge, il entretient son ambition de footballeur à raison de douze heures d'entraînement physique et technique par semaine, tout en suivant une formation professionnelle qui rassure ses parents. Des rugby-mans en herbe suivent un cursus identique. Au bout de trois ans, ils ne seront peut-être pas sur les traces de Platini et de Blanc, mais ils auront en poche un CAP dans l'une des vingt-deux spécialités enseignées au centre de formation professionnelle. De préférence dans les métiers de la vente et de la représentation, des activités dont les horaires sont compatibles avec la pratique du sport de haut-niveau.

Pépinière

d'un type nouveau

« En mettant l'accent sur leurs qualités sportives, il est ainsi possible de faire accéder à une formation professionnelle des jeunes en situation de non-réussite scolaire, issus de quartiers et de couches sociales défavorisées », explique Eric Firoud. Ce jeune entraîneur de football, enseignant à l'ITURERS de Montpellier, est l'un des initiateurs du projet, avec Michel Palmié, ancien international biterrois de rugby. Pour ce dernier, « le rugby, c'est la carotte qui permet à ces jeunes de poursuivre leur scolarité ».

Toutefois, le sport n'est pas seulement un prétexte. Par une pédagogie originale, Eric Firoud a bien l'intention de former des footballeurs de haut niveau. Déjà, des clubs professionnels se sont intéressés à cette pépinière d'un type nouveau. Les recruteurs rôdent. Antoine Préget, par exemple, se dit prêt à tout abandonner si on lui « fait des propositions ». Pour éviter cela, Eric Firoud souhaite passer un accord avec les clubs pour conserver les jeunes en formation pendant trois ans. « L'ISF est un lieu de formation, insiste-t-

il, nous ne faisons pas de champion, comme dans les centres de formation ou à l'INF. Nous n'inscrivons pas d'équipe en compétition. Chacun est libre de jouer dans le club de son choix pendant le week-end. »

L'idée séduit Michel Hidalgo. Mais pour l'ancien sélectionneur de l'équipe de France, « ce sont les critères de sélection à l'entrée qui détermineront le niveau et l'avenir de cette école ». Les critères sont exclusivement sportifs. « Le scolaire, c'est notre problème », affirment les responsables de l'ISF, forts de l'expérience d'un centre de formation professionnelle de neuf cents élèves. Pour la première année, le recrutement a été empirique en raison d'un agrément ministériel tardivement accordé. Mais, très vite, la sélection deviendra sévère.

Financé par des capitaux exclusivement régionaux (conseil régional et CCI de Béziers), l'enseignement est gratuit. Pour faire face aux frais de pension (environ 900 F par mois), des bourses peuvent être accordées, ainsi qu'une aide personnalisée au logement dès la deuxième année. De quel attirer des candidats bien au-delà du Languedoc-Roussillon.

L'initiative biterroise est suivie avec une neutralité bienveillante par la Fédération française de football. Pour le rugby, Michel Palmié affirme avoir « téléphoné au « Saint-Père ». Albert Ferrasse, le tout-puissant président de la fédération, a approuvé. Tous ne deviendront pas des champions mais, explique un responsable de l'ISF : « Lorsqu'ils se présentent devant un président de club de troisième division, leur diplôme facilitera leur insertion dans la ville et, plus tard, leur reconversion. »

C'est en fin de compte l'ambition d'Eric Firoud : « En partageant leur temps entre le sport, la formation théorique et le travail en entreprise, nos élèves sont en situation de vie active. Ils apprennent à se prendre en charge, contrairement aux centres de formation des clubs où ils sont maternés. Ensuite, lorsque le football s'arrête, les garçons sont démunis ! » Il n'est pas étonnant qu'un tel discours ait séduit Marc Tresselt, le président de la CCI de Béziers, dont le souci, maintes fois répété, est de « ne pas fabriquer de chômeurs ».

JEAN-JACQUES BOZONNET.



INITIATION A L'ARCHITECTURE

La Caisse nationale des monuments historiques propose aux scolaires des ateliers d'initiation à l'architecture. Les séances ont lieu à l'hôtel des Invalides, au Musée des arts décoratifs et au château de Maisons-Laffitte.

* Renseignements par téléphone : (1) 42-74-22-22 poste 522.

PARENTS ET ENFANTS

L'association des collectifs parents-enfants (ACEP), fédération des quatre cents crèches parentales qui accueillent six mille enfants, organise les 25 et 26 novembre à la Maison internationale de la Cité universitaire de Paris un forum sur le thème « l'Enfant, une responsabilité partagée ». Ces débats sont ouverts aux parents, aux enseignants et éducateurs, aux élus locaux, aux animateurs d'associations, aux chercheurs.

* ACEP, 15, rue du Charolais, 75012 Paris. Tél. : 43-44-18-58.

SABLES

Des objets énigmatiques surgissent du sable. Est-ce un chantier naval ? L'échafaudage d'une ville en construction ? Les enfants à partir de six ans sont invités au Centre Pompidou à visiter un champ de fouilles imaginaire et à construire un territoire à leur mesure.

* « Sites et sables », une animation de l'atelier des enfants du Centre Pompidou, ouverte gratuitement de 14 h à 18 h tous les jours sauf le mardi, le dimanche et les jours fériés. L'atelier de construction fonctionne de 14 h 30 à 16 h. Renseignements par téléphone : (1) 42-77-12-33.

YOUR MBA IN EUROPE

HUIT GRANDES BUSINESS SCHOOLS EUROPÉENNES PRÉSENTENT LEURS PROGRAMMES À MUNICH ET À PARIS

Munich, 19th November 1988
Saturday 10.00 - 18.00 hrs.
Hotel Vier Jahreszeiten
Mönnichstrasse 17
8000 Munich 22, West Germany

Paris, 2nd & 3rd December 1988
Friday 14.00 - 18.00 hrs.
Saturday 10.00 - 18.00 hrs.
Hôtel Maurice
228 Rue de Rivoli
75001 Paris, France

Des ateliers et des présentations sur des aspects spécifiques des programmes seront animés par des responsables et des anciens des programmes MBA, entre libre pendant les horaires d'ouverture.

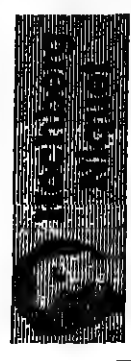
<p>FRANCE INSA Clermont-Ferrand 1, rue de la Liberté 63000 Clermont-Ferrand Phone: (+33) 20 56 70 10 Fax: (+33) 20 56 70 10</p>	<p>FRANCE INSA Clermont-Ferrand 1, rue de la Liberté 63000 Clermont-Ferrand Phone: (+33) 20 56 70 10 Fax: (+33) 20 56 70 10</p>	<p>FRANCE INSA Clermont-Ferrand 1, rue de la Liberté 63000 Clermont-Ferrand Phone: (+33) 20 56 70 10 Fax: (+33) 20 56 70 10</p>	<p>FRANCE INSA Clermont-Ferrand 1, rue de la Liberté 63000 Clermont-Ferrand Phone: (+33) 20 56 70 10 Fax: (+33) 20 56 70 10</p>	<p>FRANCE INSA Clermont-Ferrand 1, rue de la Liberté 63000 Clermont-Ferrand Phone: (+33) 20 56 70 10 Fax: (+33) 20 56 70 10</p>	<p>FRANCE INSA Clermont-Ferrand 1, rue de la Liberté 63000 Clermont-Ferrand Phone: (+33) 20 56 70 10 Fax: (+33) 20 56 70 10</p>	<p>FRANCE INSA Clermont-Ferrand 1, rue de la Liberté 63000 Clermont-Ferrand Phone: (+33) 20 56 70 10 Fax: (+33) 20 56 70 10</p>	<p>FRANCE INSA Clermont-Ferrand 1, rue de la Liberté 63000 Clermont-Ferrand Phone: (+33) 20 56 70 10 Fax: (+33) 20 56 70 10</p>
--	--	--	--	--	--	--	--

Si vous ne pouvez pas assister au forum, vous pouvez écrire pour plus d'informations à l'une des huit écoles mentionnées ci-dessous.

Please send me: ☐ a brochure on the Eight Business Schools ☐ a brochure on your Business School

Name: _____
Address: _____
City: _____
Country: _____
Nationality: _____

UNIVERSITY



VOUS AVEZ
BAC C ou D OU +
NOUS VOUS POSONS
UNE FORMATION INFORMATIQUE
(6 mois)
ET
UN EMPLOI ASSURÉ
(Analyste d'applications)
Pour obtenir un dossier d'information téléphonez au (1) 60.17.73.33

NAHUM GOLDMANN FELLOWSHIP MEMORIAL FOUNDATION FOR JEWISH CULTURE

Vous avez entre 25 et 40 ans et montrez de réelles qualités de dirigeant ?
Le séminaire organisé en Angleterre par le Nahum Goldmann Fellowship vous intéressera. Pendant dix jours, vous assisterez à des cours et groupes de discussions en présence d'éminents érudits de la culture juive du monde entier.

Le Nahum Goldmann Fellowship, parrainé par la Memorial Foundation for Jewish Culture, est un collège qui offre, en été, un enseignement de haut niveau dans le domaine culturel, ainsi que la formation au métier de dirigeant. Les places sont limitées et réservées aux jeunes Européens des deux sexes détenteurs de diplômes universitaires. Le séminaire se tiendra à Carmel College près de Wallingford en Angleterre du 21 au 31 août 1989. Pour plus amples renseignements et bulletins d'inscription, veuillez écrire à : The Nahum Goldmann Fellowship, Case postale 191, 1211 Genève - 20 Suisse.

CAMPUS

BIBLIOGRAPHIE

L'instituteur n'a plus le moral

Héritier d'une longue lignée d'instituteurs, Frédéric Charles a jeté l'éponge... Il explique pourquoi dans un livre au titre éloquent : *Instituteurs, un coup au moral*.

ELA tient de la déclaration d'amour et du règlement de compte... Frédéric Charles, héritier d'une lignée d'instituteurs, n'a pas échappé à son destin. A vingt ans, il entrait à l'école normale des Batignolles à Paris. C'était en 1981. Sept ans plus tard, il s'éclipse de l'enseignement, en jetant son pavé dans la mare : un livre, *Instituteurs, un coup au moral*, où il analyse le malaise de la profession et critique sans ménagement les écoles normales d'instituteurs.

Lorsqu'il brosse le portrait de ces jeunes « insitis » entrés à reculons dans le métier, à la suite d'échecs universitaires ou d'un satable besoin de gagner leur vie, Frédéric Charles sait de quoi il parle. Il rêvait d'être sociologue, et il est devenu enseignant à mi-temps dans un cours préparatoire, pour remplacer des « maîtres d'application » partis animer des stages.

Après deux années de ce régime, à 3 800 francs par mois (4 200 francs avec les surcharges de cantine), il bifurque vers la maternité, en conservant un mi-temps pour terminer un doctorat de troisième cycle de sociologie à l'université Paris-VIII (ex-Vincennes) maintenant à Saint-Denis. Déjà sa thèse résonne comme le cri d'alarme d'un maître dépit. A travers l'examen de l'origine sociale des élèves-instituteurs des deux écoles normales parisiennes dans les trente dernières années, Frédéric Charles démontre l'inadaptation croissante de ces « séminaires lat-

ques ». S'ils étaient efficaces en 1955, pour couler dans le moule valorisant du métier d'instituteur des enfants méritants mais pauvres et susciter leur reconnaissance éternelle, ils sont terriblement mal armés pour accueillir aujourd'hui les étudiants déclassés et les mères de famille qui se tournent, faute de mieux, vers l'enseignement élémentaire.

A partir des années 60, les nouveaux normaliens sont, de plus en plus souvent, bacheliers. Depuis 1986, ils sont obligatoirement titulaires d'un DEUG (deux années d'études après le bac) et, souvent, de diplômes plus élevés. Progressivement, les classes populaires ont laissé la place aux catégories plus aisées. L'école normale a cessé de jouer un rôle de promotion sociale pour devenir le symbole d'une échec, voire d'une régression vers une profession dévalorisée.

Une famille

décomposée

Faute d'avoir su s'adapter à cette situation nouvelle, « la famille école normale s'est décomposée ». Frédéric Charles multiplie les témoignages d'anciens élèves qui dénoncent l'infantilisme régnant et l'inadaptation de l'enseignement. « A l'école normale, on perd 80 % de son temps, et seuls 20 % des professeurs sont intéressants, tranche-t-il. Les autres n'ont qu'un discours théorique sur la

formation professionnelle. Ils se plaignent que les étudiants leur réclament des « recettes » pour faire la classe, mais ils n'en ont aucune à donner. Car s'ils vont bien dans les classes, ils n'en ont jamais tenu eux-mêmes ».

Frédéric Charles n'est pas plus tendre pour la profession d'instituteur, où dominent, selon lui, l'individualisme, l'inertie, les pesanteurs administratives et syndicales. « Certains insitis songent à leur reconversion avant même d'être nommés dans une classe. Ils optent délibérément pour le mi-temps ou les remplacements, car ils refusent de prendre racine. Ils veulent poursuivre des études, préparer des concours, mais ne supportent pas l'idée de passer toute leur vie dans une classe. Ils veulent fuir car ils se sentent bernés ».

« Depuis le temps que les gouvernements répètent que les insitis exercent le métier le plus important du monde sans en tirer les conséquences, leur discours n'a plus de prise, ajoute-t-il ».

Pour sa part, Frédéric Charles a résolu de soulager son amertume en prenant — provisoirement — le large. Le ministère des affaires étrangères vient de lui accorder une bourse pour rédiger, à Oxford, un mémoire comparant la formation des instituteurs en France et en Grande-Bretagne. Et l'éducation nationale, qui n'est finalement pas si méchante fille, a accepté de le placer en disponibilité pour un an.

Une décision sans doute salutaire pour tout le monde car, ainsi que le reconnaît l'intéressé, « j'aurais fini par faire un instituteur alpha 1 ».

PHILIPPE BERNARD.

* *Instituteurs, un coup au moral*, Ramsay, 268 pages, 120 F.

CAMPUS

LYCÉES

Les géologues se recyclent

Pendant trois jours, un millier de professeurs de biologie et de géologie ont suivi, avec enthousiasme, les leçons des plus grands spécialistes.

« Si l'on regarde les outils de pierre des premiers hommes, il faut bien reconnaître que la géologie est le plus vieux métier du monde ». Cette affirmation, un peu provocante mais incontestable du professeur Maurice Marteau (université des sciences et techniques du Languedoc, Montpellier) a fait rire les quelque mille professeurs de biologie et de géologie de l'enseignement secondaire qui ont participé les 18, 19 et 20 novembre au colloque « Terre 88, au-delà de la tectonique de plaques », à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette.

Avant même le début du colloque, on savait que ces trois journées de formation seraient exceptionnelles. Il y a dans l'enseignement secondaire français environ 13 000 professeurs de biologie et de géologie (les anciens professeurs de sciences naturelles). L'Association des professeurs de biologie et de géologie, présidée par M. Jean Ulysse, en regroupe 9 000 ou 10 000. Un millier d'entre eux avaient fait l'effort de venir passer trois jours à La Villette, à leurs frais pour la plupart.

Tous étaient d'accord avec les conférenciers pour considérer que les sciences de la Terre et de la vie sont indispensables à l'économie des pays développés. Comme l'a rappelé M. Claude Salé, président de la Société géologique de France : sans spécialistes des sciences de la Terre, comment

trouver et exploiter les ressources minérales de notre planète, gérer et protéger les réserves d'eau indispensables à la vie et l'activité des multitudes humaines ? Pour M. Joël de Rosnay, directeur du développement de la Cité des sciences et de l'industrie, la Terre est un système ouvert en déséquilibre contrôlé, dans lequel l'hydrosphère, l'atmosphère, la lithosphère et la biosphère sont interdépendantes et ne doivent pas être déséquilibrées par l'homme.

L'histoire

de la Terre

Déjà persuadés de l'importance de leur discipline, les professeurs réunis à La Villette ont écouté avec enthousiasme les très brillants exposés de MM. Xavier Le Pichon (professeur au Collège de France et membre de l'Académie des sciences) sur la naissance de la tectonique des plaques ; Claude Allègre (1) (professeur à l'université Paris-VII) sur la géochimie isotopique, qui permet de retrouver l'histoire de la Terre ; Jean-François Minster (IPG-Toulouse) sur la Terre vue de l'espace ; Jean Aubouin (professeur à l'université Paris-VI et vice-président de l'Académie des sciences) sur les grands programmes de recherche nationaux et internationaux ; André Brahic (professeur à Paris-VII) sur l'origine du système solaire ; Lucien Laubier (de l'IFREMER) sur les gisements de vie liés aux sources hydrothermales sous-marines ; Lucien Montadert (de l'Institut français du pétrole) sur les rapports champs d'hydrocarbures — tectonique des plaques.

Mais les professeurs de l'enseignement secondaire déplorent la part trop modeste réservée à leur discipline : une heure et demie de géologie par semaine en quatrième ; une heure et demie de travaux pratiques et une demi-heure de cours de géologie puis de biologie en seconde. Dans beaucoup de lycées — surtout techniques — cet enseignement, pourtant obligatoire, n'est pas assuré, faute de professeurs. Les premières littéraires n'ont que de la biologie (éducation à la santé) et pas de géologie ; les sections « S » ont une heure et demie de travaux pratiques, et une heure de cours de géologie, puis de biologie. Les terminales ne sont guère mieux loties : en C, pas de géologie ; en D, beaucoup de biologie et peu de géologie ; en A et B, la biologie n'est que matière à option et la géologie est absente.

Mais tous ces professeurs sont enchantés de leur colloque de trois jours : « Ici, nous avons eu des synthèses. Toutes ces conférences, très variées, pour lesquelles tant de spécialistes se sont dérangés pour nous, sont en adéquation complète avec les programmes que nous avons à enseigner. Pour nous, c'est une stimulation fantastique ».

YVONNE REBEYROL.

(1) M. Allègre, qui avait reçu en 1986 le prix Crafoord, attribué depuis 1982 pour honorer les spécialistes de disciplines non couvertes par les prix Nobel (le Monde du 2 avril 1986), a été, le 1^{er} novembre dernier, le premier Français à se voir décerner la médaille d'or de la Société géologique des États-Unis. Cette distinction est d'autant plus remarquable que 1988 est l'année du centenaire de la Société géologique des États-Unis.

Le Monde
EN BANQUE
DE DONNÉES
LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE
INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL
OU VOTRE MINITEL
POUR TOUT RENSEIGNEMENTS :
SINORG CAM,
SERVEUR
Tél. 01 45 38 70 71

HENRI PIERRE.



DROIT

Droit fiscal communautaire

par Dominique Berthia.

Après une introduction sur le concept nouveau de droit fiscal européen, l'auteur traite du contrôle communautaire des droits fiscaux nationaux, et de l'élaboration d'un droit communautaire de la fiscalité.

* Presses universitaires de France, collection « Droit fondamental, droit financier », 410 p., 159 F.

ECONOMIE

1^{er} janvier 1993, ce qui va changer en Europe

par Peter Sutherland.

Un commissaire européen à la concurrence analyse la place de l'Europe dans l'économie mondiale, la compétitivité entre les États membres, les effets de l'Acte unique sur les institutions et le marché commun, les défis sociaux européens, et montre les changements qui interviendront en 1993 dans trois domaines : le transport aérien ; les télécommunications ; les banques, assurances et services financiers.

* Presses universitaires de France, collection « Libre échange », 150 p., 95 F.

EDUCATION

Le principe de formation pour et par une idéologie de la formation

par André Boute.

Après un rappel de quelques bases théoriques de la formation continue (Crozier, Friedberg, Oudot), et de mises en œuvre exemplaires, notamment en Scandinavie, l'auteur analyse le rôle de ces « grands formateurs » que sont la communication, la politique et l'économie, et propose « trois révolutions tranquilles » dans le domaine de la formation initiale et professionnelle.

* Presses universitaires de Lyon, 196 p., 90 F.

Guide

d'expression écrite

Une somme d'information, et de conseils pratiques, sur cinq principaux thèmes : de la recherche des idées au traitement du texte ; écrit et création littéraire ; l'écrit au cours de la scolarité et des études supérieures ; l'écrit dans la vie professionnelle ; la correspondance privée.

* Librairie Larousse, collection « Références », 415 p., 65 F.

HISTOIRE

La révolution française vue par son bourreau

par Charles-Henri Sanson.

Publication du journal « intime » de Charles-Henri Sanson, bourreau sous la Révolution et le Terror où il a consigné ses « travaux pratiques » et ses observations néologiques quotidiennes, puis, la vieillesse venue, ses diatribes contre... la peine de mort !

* Éditions de l'Instant, collection « Griffures », 340 p., 98 F.

Foires et marchés dans la France préindustrielle

par Dominique Margairaz.

Une étude qui fait notamment apparaître le réseau des foires et marchés, à partir de la Révolution de 1789, comme l'instrument d'une politique d'ouverture et d'intégration des masses rurales à une économie de marché.

* Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 275 p., 150 F.

PSYCHOLOGIE

Interminables adolescences, les 13/30 ans

par Tony Anatrella.

Une recherche sur la puberté, l'adolescence, et la postadolescence (jusqu'à trente ans !) dans une société où les adultes jouent de moins en moins le rôle d'intermédiaires entre les jeunes et la réalité.

* Cail/Cujas, collection « Ethique et Société », 222 p., 78 F.

L'éclosion des « bilingues »

L'APPROCHE de 1992 vient stimuler la publication de livres destinés à l'apprentissage des langues étrangères. C'est ainsi que se multiplient les méthodes dites « intégrées », qui vont de l'initiation au perfectionnement dans le domaine commercial ou scientifique. Longtemps réservées aux universitaires et aux étudiants, les collections bilingues s'adressent désormais à un large public. Elles s'ouvrent à de nouvelles formes et accueillent des auteurs contemporains pour compléter l'enseignement scolaire, faciliter une démarche d'auto-apprentissage ou, simplement, permettre la découverte de littératures étrangères « dans le texte ». Cette recherche d'un lectorat très diversifié les conduit à s'ancrer dans le créneau des ouvrages à petits prix, au format de poche.

Le Livre de poche vient ainsi de lancer une nouvelle collection où seront édités chaque année une vingtaine d'ouvrages bilingues ou de recueils de nouvelles, écrits par de grands auteurs étrangers. Ces petits volumes, avec le texte original sur la page de gauche et la traduction en regard, sont enrichis d'une introduction critique, d'une bibliographie sélective et de nombreuses notes permettant une meilleure compréhension de la langue et de la culture du pays de l'auteur. Tirés à 20 000 exemplaires, et bientôt accompagnés de cassettes enregistrées, les trois premiers titres publiés appartiennent à la série anglaise : *At the Bay* and *other short stories*, de Katherine Mansfield, *Heart of Darkness*, de Joseph Conrad, et *The Strange Case of Dr. Jekyll and Mr. Hyde*, de Robert Louis Stevenson (prix : 27 F.). D'autres langues, et d'autres types d'ouvrages, devraient être disponibles dans les mois à venir, avec les traductions originales d'auteurs tels que Alan Sillitoe, Alberto Moravia, Arthur Schiller, Adolfo Bioy Casares, ou Franz Kafka.

Principal concurrent : Presses Pocket, qui édite une collection bilingue depuis 1985 et publie près de 110 000 ouvrages chaque année dans huit langues, dont le russe, a rafraîchi son look à la rentrée (nouvelle couverture et présentation des cassettes sous coffret). Également

présentées sous forme juxtaposée, les textes et traductions s'accompagnent de notes sur la grammaire ou le vocabulaire, de pages de révision, et de listes récapitulatives des mots et expressions idiomatiques d'un usage courant. « Il s'agit de permettre au lecteur d'utiliser le capital qu'il détient implicitement par la maîtrise de la langue maternelle, pour l'apprentissage d'une langue étrangère », précise Michel Marcheteau, chef du département de langue à l'école supérieure de commerce de Paris (ESCP), et codirecteur de la collection « Langues pour tous ». Ces ouvrages entrent notamment en milieu scolaire où, comme le remarque Michel Marcheteau, « l'anathème contre la traduction a maintenant disparu ». Viennent de paraître chez Presses Pocket des nouvelles de Jack London (28,50 F.) et de Patricia Highsmith (37,50 F.), de *The Jekyll* de R. L. Stevenson (37,50 F.), ainsi que *Historia universal de la infamia*, de J. L. Borges (37,50 F.). Tous ces volumes sont également disponibles accompagnés d'une cassette (90 F.).

Aubier, qui représente la tradition du « bilingue » universitaire, publie, aux côtés de nouvelles traductions de grands classiques, des auteurs contemporains plus confidentiels, à l'image du poète new-yorkais Galway Kinnel.

Les traductions proposées dans ces collections sont, en règle générale, réalisées spécialement par des universitaires.

A signaler enfin la création par Le Livre de poche d'une nouvelle formule complémentaire de l'édition bilingue qui s'adresse notamment au lecteur scolaire. Il s'agit de la collection « Lire en anglais », dont les volumes comportent le texte original sur la page de gauche et des notes dans la même langue en regard. Cette collection, qui adopte des auteurs récents, et des textes brefs, sera étendue à un grand nombre de langues. Trois titres sont déjà parus : *Someone like you and other short stories*, de Roald Dahl, *Pat Hobby and Orson Welles and other short stories*, de Scott Fitzgerald, et *Thirteen Modern English and American short stories*, (25 F.).

MARIANNE ROUGÉ.

ÉTRANGER

Harvard commercialise sa pharmacie

Après s'y être longtemps refusé, Harvard a décidé de commercialiser sa recherche médicale. Un revirement qui s'explique par des raisons financières, technologiques et politiques.

ACCOMPLISSANT une spectaculaire volte-face, l'université Harvard aux États-Unis a accepté une certaine commercialisation de sa recherche médicale. Elle a décidé de créer une société indépendante chargée de réunir 30 millions de dollars d'investissements, pour financer la vente à des compagnies privées de produits de la recherche de sa faculté de médecine. Après avoir remboursé les investisseurs, Harvard touchera 10 % des bénéfices réalisés par les compagnies.

Il y a huit ans, Harvard avait refusé un tel projet de commercialisation. M. Bok, président de l'université, avait déclaré, à l'époque, que la recherche du profit entraverait les chercheurs à orienter et concentrer leurs travaux sur des applications pratiques lucratives, au détriment de la recherche fondamentale. Il affirme toutefois ne pas avoir changé de position et souligne que les bénéfices tirés de la commercialisation seront affectés à la recherche fondamentale. Il a indiqué, d'autre part, que des mesures avaient été prises pour protéger les activités de recherche pure. Ainsi, les investisseurs placeront leur argent dans une société indépendante appelée Medial Science Partners, dont le gérant, selon le *New York Times*, serait M. André Lamotte, ancien directeur d'un laboratoire pharmaceutique filiale d'un groupe français, l'Institut Mérieux. Il aura pour tâche d'examiner les projets de recherche appelés à un développement commercial, puis de négocier avec l'université les conditions matérielles de l'exploitation du travail des chercheurs. Mais ceux-ci ne seront pas astreints à participer à cette entreprise commerciale.

Harvard rejoint ainsi, tardivement, la plupart des grandes universités américaines engagées, depuis une dizaine d'années, dans des entreprises commerciales leur assurant des royalties sur la vente de leurs brevets. Le revirement d'Harvard, considéré jusque-là comme le bastion de la recherche pure et désintéressée à l'abri des pressions commerciales, est dû à divers facteurs. L'un d'entre eux est la perte partielle de la suprématie économique et technologique des États-Unis, qui incite les universités à rétablir leur position dominante, en favorisant la recherche commerciale, de préférence à la poursuite d'objectifs scientifiques moins immédiats.

Le secret

des travaux

D'autre part, plusieurs États de l'Union encouragent leurs universités à assumer un rôle plus grand dans le développement économique de leur région. Enfin, une raison plus impérative de cette évolution est la menace d'une réduction du financement officiel, imposé par la nécessité de réduire le déficit budgétaire. Ainsi, à Harvard, la recherche médicale est financée à 80 % par le gouvernement fédéral. D'où la nécessité de trouver d'autres sources de financement.

Néanmoins, les adversaires de la commercialisation maintiennent leur position. Selon eux, la recherche à court terme, orientée sur la rentabilité, peut compromettre les plus grands bénéfices à long terme de la recherche fondamentale. D'autre part, ils craignent que, dans leurs contrats avec l'université, les compagnies privées n'imposent aux chercheurs d'observer le secret sur leurs travaux, bref de limiter la libre circulation des informations scientifiques, si nécessaire à la recherche.

HENRI PIERRE.

les entreprises
vous avez postulé

3 INGÉNIEURS D'AFFAIRES

2 COMMERCIAUX INGENIER

Le Monde
EN BANQUE
DE DONNÉES
LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE
INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL
OU VOTRE MINITEL
POUR TOUT RENSEIGNEMENTS :
SINORG G CAM,
SERVEUR
Tél. 01 45 38 70 71

TRT
RADIOMONILE
Ingénieurs
technico-commercial
Ingénieurs d'études

Pour ces postes, les entreprises et les cabinets ne peuvent attendre le rétablissement du courrier.
Si vous avez postulé, nous vous remercions de bien vouloir leur téléphoner.

GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL
DIRECTEUR
DE NOS SYSTEMES D'INFORMATION
Date de parution: 8 novembre
Rubrique: Secteur de Pointe
Contactez THAIS PUBLICITE au 47.00.27.18
Fax 43.38.94.47

Société 3A
DIRECTEUR D'USINE
Mondé des cadres du 24 date 25.10.88 (réf. 1042 M).
Compte tenu des perturbations de courrier, votre dossier ne nous est peut-être pas parvenu. Appeler au 43.55.02.77 le cabinet
GRH Conseils 3, avenue de Séguier 75007 Paris.

FISCALISTES: SENIORS/ASSISTANTS
Univers de la Gestion - Le 14 Novembre 1988.
Contactez Muriel BACHELIER - 47.47.12.42.
Touche Ross

bip
BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT
PREMIERE BANQUE FRANCAISE D'ARBITRAGE
Poste: TRADERS OPTIONS.
Annonce parue dans la rubrique: "Univers de la Gestion".
Dans le Monde du 08/11/88. Contacter le service RH au 42.93.14.14 (poste 218).

PLEIN EMPLOI
GESTIONNAIRE
Annonce parue le 14 novembre 88,
dans la rubrique "Univers de la Gestion".
Contactez Frédérique LASSANCE au 42.38.91.91

BTP Banque du Bâtiment et des Travaux Publics.
RESPONSABLE AUDIT/CONTRÔLE
Annonce parue le 8 novembre 88 dans la rubrique
"Univers de la Gestion".
Contactez Annie NOË au 47.54.75.75

Cabinet ERNST & WHINNEY recrute
Fiscalistes Expérimentés
Parue le 8 Novembre, Rubrique Univers de Gestion.
Appelez Mme DZIEWULSKI au 49 53 12 34.

Société Conseil location PME/PMI recrute
• Consultants Junior et Senior (Réf. 948)
• Spécialistes traitement informatique d'enquêtes statistiques/
Eco (Réf. 947)
Parue le 08/11, Rubrique Cadres. Appelez Melle RAZEL au 42 09 04 80.

CHARLES RAYNAUD CONSULTANTS recrute pour son client SAGES
• Directeurs d'Agences (SSII)
Paris (Réf. 820), Lyon (Réf. 821), Lille (Réf. 822)
• Responsable Méthodes (Réf. 823)
Parue le 08/11, Rubrique Cadres. Appelez Mr. RAYNAUD au 45 75 57 57.

GE Medical Systems recherche
• Chef de Service Communication Marketing
(Réf. CSCM/M)
• Chef de Publicité Radiologie (Réf. CPR/M)
Parue le 9 Novembre, Rubrique Cadres.
Appelez Direction du Marketing de GE CGR au 45 66 99 44.

General Electric CGR recrute
• Jeune Ingénieur (Réf. GP/L à M)
pour analyse des coûts de production
Parue le 15 Novembre, Rubrique Univers de Gestion.
Appelez Mr GROISY au 45 54 76 81.

Leader mondial en électronique professionnelle.
Responsable Marketing produit.
Réf. 79592
Annonce parue le 11/10 rubrique Secteurs de Pointe.
Appelez le 34 90 30 19.

SATELEC (Société spécialisée dans l'entreprise électrique)
3 INGÉNIEURS D'AFFAIRES
annonce parue en rubrique secteurs de pointe dans le MONDE
daté 9 Novembre 1988
Contactez: Madame DROUIN au 16 (1) 69.96.97.96

GROUPE MULTINATIONAL FABRICANT D'ÉQUIPEMENT ET APPAREILLAGE ÉLECTRIQUE
2 COMMERCIAUX INGÉNIEURS
H/F - Réf. CI 401 - CI 402
Date de parution: 8 novembre - Rubrique: Secteur de Pointe
Contactez Mercedes Sadler CHALLENGE CONSULTANTS au 47.55.43.00 - Fax 43.38.94.47

TRT
RADIOMOBILE
Ingénieurs
technico-commercial
réf. ITC-1
Ingénieurs d'études
réf. ITC-2
25/10/88. Secteurs de pointe
40.94.70.00. Mr de Livronnière/Melle Olivier.

BSN - Ingénieurs AM, INSA, ENSI...
double compétence technique et management
réf. 44 A 1216-8 M
le 8 nov. 1988
BSN - Les relations humaines et sociales
phase et force de notre management
réf. 44 A 1217-8 M
le 8 nov. 1988
BSN - Un professionnel des achats industriels
pour un budget de 400 millions
réf. 44 B 1123-8 M
le 8 nov. 1988
DELMAS-VIEUX - Chef du service assurances
réf. 43 A 1210-8 M
le 24 oct. 1988
ORSEM - Ingénieur études et travaux neufs
réf. 42 A 1201-8 M
le 24 oct. 1988
Merci de téléphoner à Françoise Labouret
au 45.25.55.05

MON C.V. EST-IL BIEN ARRIVÉ ?

Si vous avez répondu à une de ces offres d'emploi, téléphonez dès aujourd'hui à la Société ou au Cabinet qui vous le confirmera.

AOIP Services
INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
Le Monde du 01/11, rubrique Secteurs de Pointe
M. BARBAS - 45.88.83.00

AÉROSPATIALE
INGÉNIEUR EN ORGANISATION
Le Monde du 16/11, rubrique Secteurs de Pointe
Jacques TIXIER S.A. - 47.66.70.93

CATERPILLAR FRANCE
INGÉNIEUR GENERALISTE
INGÉNIEUR MECANICIEN
INGÉNIEUR BUREAU D'ÉTUDES
INGÉNIEUR ELECTRONICIEN
Le Monde du 31/10, rubrique Secteurs de Pointe
Anne JANTET - (16) 78.58.90.23

FICHET-BAUCHE
CHEF DE PRODUITS
Le Monde du 09/11, rubrique Cadres
Tél (ce jour) 34.65.65.34 - Poste 6510

GENERAL MOTORS FRANCE
Division Commerciale
CADRE LOGISTICIEN confirmé
Le Monde du 09/11, rubrique Cadres
Mme LAIGNEL - Tél. 47.90.70.41

MERCURI URVAL
FUTUR SALES MANAGER - réf. 49.1906
Le Monde du 09/11, rubrique Cadres
INGÉNIEUR PROCESS - réf. 51.1911
Le Monde du 09/11, rubrique Secteurs de Pointe
FINANCIAL AND
ADMINISTRATION MANAGER - réf. 49.1909
Le Monde du 15/11, rubrique Gestion
JEUNE FINANCIER - réf. 47.1947
Le Monde du 15/11, rubrique Gestion
Merci de contacter nos consultants au 47.66.19.33

SEGIME INDUSTRIE
INGÉNIEURS CONFIRMES
Le Monde du 09/11, rubrique Secteurs de Pointe
M. TASSON - 45.33.74.01

Groupe SILICOMP
INGÉNIEURS LOGICIELS
INGÉNIEURS CONCEPTEURS
d'applications temps réel
INGÉNIEURS FORMATEURS
Le Monde du 09/11, rubrique Secteurs de Pointe
Mme VIAL-D'ALLAIS - Tél. (16) 76.90.65.03 - Mme VIAL-D'ALLAIS.

TOPTOOLS - CEMENTS FRANCAIS
INGÉNIEUR GRANDE ECOLE DEBUTANT
Le Monde du 16/11, rubrique Secteurs de Pointe
Tél: Notre Cabinet Ressources et Développement
Cyril CROLARD - 43.54.15.62.

Groupe Expansion
ADJOINT MARKETING DIRECT
Réf. AM, Monde 7/11 (daté 8/11) rubrique Cadres.
Groupe Expansion, Danielle Lecharpentier. Tél.: 48.04.99.99.

LE MONDE CADRES du 18/10

- **Chargé d'études économiques**
Réf. A/D2005 - PA Neuilly
- **Futur directeur des ressources humaines**
Réf. A/R9441 - PA Neuilly
- **Responsable administratif et financier**
Réf. A/R9439 - PA Neuilly
- **Assistant d'exploitants entreprises**
Réf. A/R9436 - PA Neuilly
- **Jeune contrôleur de gestion**
Réf. A/R9437 - PA Neuilly
- **Futur directeur adjoint enseignement privé**
Réf. B/5953 - PA Neuilly
- **Jeune ingénieur communication**
Réf. A/T7255 - PA Toulouse

LES SECTEURS DE POINTE du 19/10

- **Responsable recherche et développement**
Réf. A/59309 - PA Neuilly
- **Ingénieur d'études**
Réf. B/5954 - PA Neuilly

L'UNIVERS DE LA GESTION du 25/10

- **Chargé de clientèle entreprises junior**
Réf. A/R9438 - PA Neuilly

LE MONDE CADRES du 25/10

- **Responsables du développement commercial** - Réf. A/R9444 - PA Neuilly

LE MONDE INTERNATIONAL du 3/11

- **Jeune ingénieur études**
Réf. A/3101 - PA Villeurbanne

LE MONDE CADRES du 9/11

- **Responsable information et relations extérieures** - Réf. A/R9446 - PA Neuilly
- **Opportunité pour chargé d'études senior**
Réf. A/58354 - PA Neuilly

L'UNIVERS DE LA GESTION du 9/11

- **Responsable organisation**
Réf. A/R9494 - PA Neuilly
- **Créer le contrôle de gestion**
Réf. A/58356 - PA Neuilly

LES SECTEURS DE POINTE du 9/11

- **Jeune ingénieur d'affaires**
Réf. A/X5066 - PA Aix

Bureaux PA concernés: 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY
Cedex - Télécopie (1) 47.45.48.65 • 3, Quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Télécopie 68.75.60.54 • 78, Bd du 11 Novembre - 69626 VILLEURBANNE Cedex - Télécopie 78.94.65.67 • 2 bis, avenue Pizac - 31400 TOULOUSE - Télécopie 61.55.06.79 • 4, rue Lacedède - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Télécopie 42.27.23.51

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

- Minitel 36.34 code PA -

ESD - AUTOMATISMES recherche INGÉNIEURS COMMERCIAUX et TECHNICO-COMMERCIAUX FRANCE ET EXPORT.
Réf. 3563 M parue le 15/11.
DIRECTION COMMERCIALE à part entière. Groupe français basé en province. Produits grande consommation.
Réf. 3562 M parue le 14/11.
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER. Groupe agro-alimentaire français - CA 5 milliards.
Réf. 3558 M parue le 8/11.
Pour un contact rapide, téléphonez au 42.61.52.57.

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

GSI TELEMATIQUE
parution 17/10/88 (datée 18/10),
rubrique secteurs de pointe,
référence 810604.
BERNARD KRIEF CONSULTANTS,
Tél.: 45.44.38.29 (poste 247).

LES IMPRIMERIES JEAN DIDIER
DIRECTEUR DE LA MAINTENANCE (Lille)

référence 467M, 8/11/88, (daté 9/11) rubrique secteur de pointe.
PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL 42.89.03.33 (M. Taillandier).

VILLE DE LUXEUIL-LES-BAINS
DIRECTEUR DES ACTIVITES ARTISTIQUES
DU CENTRE DE MISE EN FORME

référence 472, 8/11/88, (daté 9/11/88) rubrique cadre.
PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL Tél.: 42.89.03.33
(Philippe Bedeau).

JEUNE CADRE, FINANCIER SURTOUT,
ET CONNAISSANT LA MICRO,
DEVENEZ JOURNALISTE.

LE MONDE 14/11/88 (Rubrique cadres)
(Réf. M/4151-1) Tél.: 42.56.20.32

Service lecteurs

Pour ces postes, les entreprises et les cabinets ne peuvent attendre le rétablissement du courrier
Si vous avez postulé, nous vous remercions de bien vouloir leur téléphoner.

METHODES - ETUDES INDUSTRIELLES

Ingenieur chef de service, réf. ICS/M. Secteurs de pointe - Le 8 Novembre 1988. Contacter Mme CELDRAN - 16.23.39.21.11.

ALCATEL CUIVRE

CONCEPT RECRUTEMENT

Directeur du Marketing

Parution le 08/11/88. Rubrique : Monde des Dirigeants. Réf. 21098.

Consultants

Jeunes Diplômés

Parution le 08/11/88. Rubrique : Monde des Cadres. Réf. 21138.

Un Fiscaliste

Parution le 08/11/88. Rubrique : Monde des Cadres. Réf. 21078.

Auditeur Interne

Parution le 24/10/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. 21068.

Contacter Mme SPERAT - CZAR au 42.96.14.48.

CREDIT LYONNAIS

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Mme de Givendy au 42.95.15.76.

CREDIT LYONNAIS

LE POUVOIR DE DIRE OUI

FIDUCIAIRE DE FRANCE

Parution le 15/11/88. Rubrique : Secteurs de Pointe. Réf. IGT M.

Contacter Mme Grémont au 47.58.13.20.

INGENIEUR CONSEIL

Parution le 15/11/88. Rubrique : Secteurs de Pointe. Réf. IGT M.

Contacter Mme Grémont au 47.58.13.20.

CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

CONTROLEUR DE GESTION CENTRALE

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

JEUNES INFORMATIENS... DEVEZ-VOUS JOURNALISTES

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

V.A.G. France

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

CONSEILLER TECHNIQUE APRES-VENTE

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

VEHICULES UTILITAIRES LEGERES

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

CONSEILLER TECHNIQUE APRES-VENTE

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

VEHICULES UTILITAIRES LEGERES

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

CONSEILLER TECHNIQUE APRES-VENTE

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

VEHICULES UTILITAIRES LEGERES

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

CONSEILLER TECHNIQUE APRES-VENTE

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

VEHICULES UTILITAIRES LEGERES

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

CONSEILLER TECHNIQUE APRES-VENTE

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

VEHICULES UTILITAIRES LEGERES

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

CONSEILLER TECHNIQUE APRES-VENTE

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

VEHICULES UTILITAIRES LEGERES

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

CONSEILLER TECHNIQUE APRES-VENTE

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

VEHICULES UTILITAIRES LEGERES

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

CONSEILLER TECHNIQUE APRES-VENTE

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

JEUNE DIPLOME SCIENCES PO, DESS GESTION

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

OTIS L'ASCENSEUR

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

CHEF DE PROJET ORGANISATION

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

DECS, VOTRE AMBITION NOUS INTERESSE

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

ENTREPRISE INDUSTRIELLE RHONE-ALPES

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

INGENIEUR AUTOMATISME

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE DU SUD-OUEST

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

CONTRÔLEUR BUDGETAIRE

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

JEUNE INGENIEUR RESPONSABLE AUTOMATISME

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

LE MARKETING FINANCIER

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

CONSEILLER PEDAGOGIQUE

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

LE MARKETING FINANCIER

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

CONSEILLER PEDAGOGIQUE

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

LE MARKETING FINANCIER

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

CONSEILLER PEDAGOGIQUE

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

LE MARKETING FINANCIER

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

CONSEILLER PEDAGOGIQUE

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

Grand constructeur automobile américain

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

OTIS L'ASCENSEUR

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

CHEF DE PROJET ORGANISATION

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

DECS, VOTRE AMBITION NOUS INTERESSE

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

ENTREPRISE INDUSTRIELLE RHONE-ALPES

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

INGENIEUR AUTOMATISME

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE DU SUD-OUEST

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

CONTRÔLEUR BUDGETAIRE

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

JEUNE INGENIEUR RESPONSABLE AUTOMATISME

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

LE MARKETING FINANCIER

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

CONSEILLER PEDAGOGIQUE

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

LE MARKETING FINANCIER

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

CONSEILLER PEDAGOGIQUE

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

LE MARKETING FINANCIER

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

CONSEILLER PEDAGOGIQUE

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Parution le 14/11/88. Rubrique : Univers de la Gestion. Réf. IGT M.

Contacter Jean-Louis VIDOT - 69.07.20.40.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Le Monde
INTERNATIONAL

**SALES
MANAGER, USSR**

Interested candidates should contact/ write Mr. J.C. Nicolay, Personnel Manager at Monsanto Europe S.A./N.V., avenue de Tervuren 270-272, B-1150 Brussels, Belgium. Tel.: 32/2/761.44.29.

Monsanto

Please contact Rod Bailey at:
Rochester Recruitment Ltd,
Garrard House,
31-45 Gresham Street,
London EC2V 7DN
Telephone: 01-600 0101,
quoting reference RB/LEM.



SÉLEC

Appartements

PARIS

15ème
A. 15000000
B. 15000000
C. 15000000
D. 15000000
E. 15000000
F. 15000000
G. 15000000
H. 15000000
I. 15000000
J. 15000000
K. 15000000
L. 15000000
M. 15000000
N. 15000000
O. 15000000
P. 15000000
Q. 15000000
R. 15000000
S. 15000000
T. 15000000
U. 15000000
V. 15000000
W. 15000000
X. 15000000
Y. 15000000
Z. 15000000

16ème
A. 16000000
B. 16000000
C. 16000000
D. 16000000
E. 16000000
F. 16000000
G. 16000000
H. 16000000
I. 16000000
J. 16000000
K. 16000000
L. 16000000
M. 16000000
N. 16000000
O. 16000000
P. 16000000
Q. 16000000
R. 16000000
S. 16000000
T. 16000000
U. 16000000
V. 16000000
W. 16000000
X. 16000000
Y. 16000000
Z. 16000000

17ème
A. 17000000
B. 17000000
C. 17000000
D. 17000000
E. 17000000
F. 17000000
G. 17000000
H. 17000000
I. 17000000
J. 17000000
K. 17000000
L. 17000000
M. 17000000
N. 17000000
O. 17000000
P. 17000000
Q. 17000000
R. 17000000
S. 17000000
T. 17000000
U. 17000000
V. 17000000
W. 17000000
X. 17000000
Y. 17000000
Z. 17000000

18ème
A. 18000000
B. 18000000
C. 18000000
D. 18000000
E. 18000000
F. 18000000
G. 18000000
H. 18000000
I. 18000000
J. 18000000
K. 18000000
L. 18000000
M. 18000000
N. 18000000
O. 18000000
P. 18000000
Q. 18000000
R. 18000000
S. 18000000
T. 18000000
U. 18000000
V. 18000000
W. 18000000
X. 18000000
Y. 18000000
Z. 18000000

19ème
A. 19000000
B. 19000000
C. 19000000
D. 19000000
E. 19000000
F. 19000000
G. 19000000
H. 19000000
I. 19000000
J. 19000000
K. 19000000
L. 19000000
M. 19000000
N. 19000000
O. 19000000
P. 19000000
Q. 19000000
R. 19000000
S. 19000000
T. 19000000
U. 19000000
V. 19000000
W. 19000000
X. 19000000
Y. 19000000
Z. 19000000

20ème
A. 20000000
B. 20000000
C. 20000000
D. 20000000
E. 20000000
F. 20000000
G. 20000000
H. 20000000
I. 20000000
J. 20000000
K. 20000000
L. 20000000
M. 20000000
N. 20000000
O. 20000000
P. 20000000
Q. 20000000
R. 20000000
S. 20000000
T. 20000000
U. 20000000
V. 20000000
W. 20000000
X. 20000000
Y. 20000000
Z. 20000000

21ème
A. 21000000
B. 21000000
C. 21000000
D. 21000000
E. 21000000
F. 21000000
G. 21000000
H. 21000000
I. 21000000
J. 21000000
K. 21000000
L. 21000000
M. 21000000
N. 21000000
O. 21000000
P. 21000000
Q. 21000000
R. 21000000
S. 21000000
T. 21000000
U. 21000000
V. 21000000
W. 21000000
X. 21000000
Y. 21000000
Z. 21000000

22ème
A. 22000000
B. 22000000
C. 22000000
D. 22000000
E. 22000000
F. 22000000
G. 22000000
H. 22000000
I. 22000000
J. 22000000
K. 22000000
L. 22000000
M. 22000000
N. 22000000
O. 22000000
P. 22000000
Q. 22000000
R. 22000000
S. 22000000
T. 22000000
U. 22000000
V. 22000000
W. 22000000
X. 22000000
Y. 22000000
Z. 22000000

23ème
A. 23000000
B. 23000000
C. 23000000
D. 23000000
E. 23000000
F. 23000000
G. 23000000
H. 23000000
I. 23000000
J. 23000000
K. 23000000
L. 23000000
M. 23000000
N. 23000000
O. 23000000
P. 23000000
Q. 23000000
R. 23000000
S. 23000000
T. 23000000
U. 23000000
V. 23000000
W. 23000000
X. 23000000
Y. 23000000
Z. 23000000

24ème
A. 24000000
B. 24000000
C. 24000000
D. 24000000
E. 24000000
F. 24000000
G. 24000000
H. 24000000
I. 24000000
J. 24000000
K. 24000000
L. 24000000
M. 24000000
N. 24000000
O. 24000000
P. 24000000
Q. 24000000
R. 24000000
S. 24000000
T. 24000000
U. 24000000
V. 24000000
W. 24000000
X. 24000000
Y. 24000000
Z. 24000000

25ème
A. 25000000
B. 25000000
C. 25000000
D. 25000000
E. 25000000
F. 25000000
G. 25000000
H. 25000000
I. 25000000
J. 25000000
K. 25000000
L. 25000000
M. 25000000
N. 25000000
O. 25000000
P. 25000000
Q. 25000000
R. 25000000
S. 25000000
T. 25000000
U. 25000000
V. 25000000
W. 25000000
X. 25000000
Y. 25000000
Z. 25000000

26ème
A. 26000000
B. 26000000
C. 26000000
D. 26000000
E. 26000000
F. 26000000
G. 26000000
H. 26000000
I. 26000000
J. 26000000
K. 26000000
L.

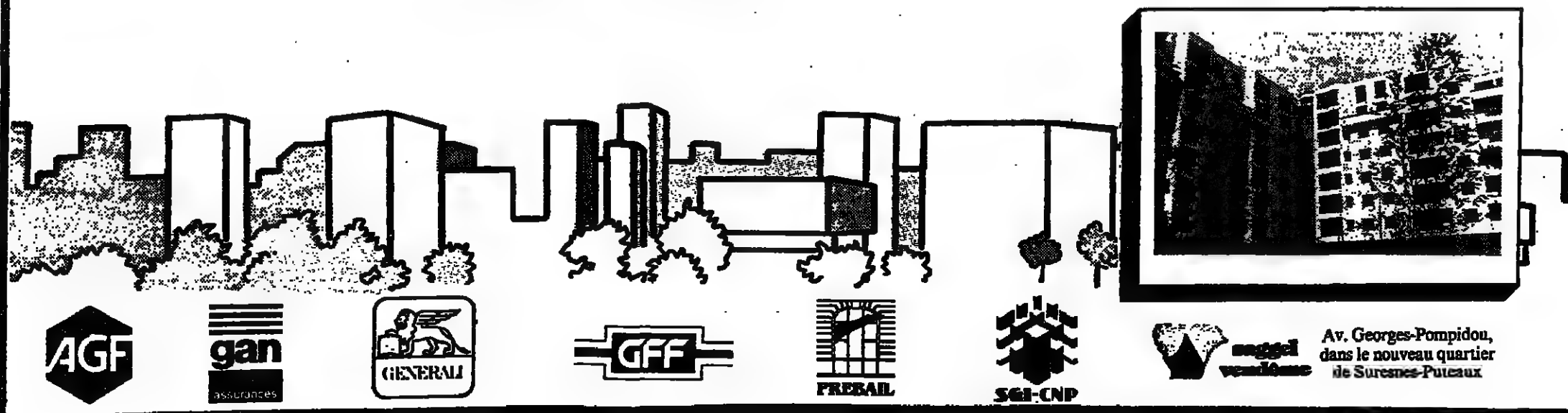
1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

LOCATIONS

LA SÉLECTION DES INSTITUTIONNELS

Compagnies d'Assurance - Sociétés immobilières - Caisses de Retraites
Ici, le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles,
appartenant à des propriétaires institutionnels

Type Surface / étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations	Type Surface / étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations
PARIS - 4^e ARRONDISSEMENT					91 - ESSONNE				
4 Pièces 100 m ² , 2 ^e étage	7 000 1 474		16, rue Quincampoix SAGEL 47-42-44-44	Imm. XVII ^e , rénové Vis./r.v.	4-5 Pièces 89 m ² , 2 ^e étage	4 880 785	OUI	Le Meunier-Saint-Denis 5, rue E.-Picard GFF 49-02-38-88	Duplex, s/pl. le sam. de 11 h à 13 h et 15 h à 18 h, chff. électr.
PARIS - 8^e ARRONDISSEMENT					6 Pièces 132 m ² , r.-de-j.	7 824 487	OUI	Noisy-le-Roi 3, square André-le-Nôtre SGI/CNP 47-42-17-81	Maison indiv. sv. cham. + jardin privatif, libre de suite
2 Pièces 45 m ² , 5 ^e étage	4 848 630		65-67, av. des Champs-Élysées AGF 42-44-00-44	Chauff. collect. Vis./r.v.	Studio 28 m ² , 3 ^e étage	2 630 280	OUI	St-Germain-en-Laye 2 bis, rue de la Rochejaquelein AGF 42-44-00-44	Vis./r.v. chauff. collect.
PARIS - 11^e ARRONDISSEMENT					Studio 29 m ² , r.-de-ch.	3 000 425	OUI	St-Germain-en-Laye 1, rue des Arcades GCI 40-16-28-88	Jardin privatif donnant sur parc
4 Pièces 88 m ² , 4 ^e étage	5 800 948	OUI	5, Impasse Carrière-Mahuguet SGI/CNP 47-42-17-81	Double living, balcon M ^e Charonne	5 Pièces 110 m ² , 3 ^e étage	11 800 1 640	OUI	St-Germain-en-Laye 1, rue des Arcades GCI 40-16-28-88	Vue directe sur parc
PARIS - 12^e ARRONDISSEMENT					2 Pièces 53 m ² , 2 ^e étage	3 724 550	OUI	St-Germain-en-Laye 40, rue des Ursulines AGF 42-44-00-44	Vis./r.v. chauff. collect.
3 Pièces 81 m ² , 1 ^{er} étage	8 350 930	OUI	8-10, rue Jules-César AGF 42-44-00-44	Chauff. collect. Vis./r.v.	5 Pièces 93 m ² , r.-de-j.	4 870 307	OUI	Villiers 10, Impasse de Chantepie SGI/CNP 47-42-17-81	Maison indiv. avec cheminée et jardin privatif
2 Pièces 80 m ² , 2 ^e étage	4 000 517	OUI	106, rue de Charenton SAGEL 47-42-44-44	Imm. récent, standing, chauff. en plus	92 - HAUTS-DE-SEINE				
PARIS - 13^e ARRONDISSEMENT					4 Pièces 118 m ² , r.-de-ch.	5 350 354	OUI	Longjumeau 8, rue Genet SGI/CNP 47-42-17-81	Maison indiv. avec cheminée et jardin privatif
3 Pièces 80 m ² , 5 ^e étage	5 300 1 100	OUI	21, rue Vergniaud SAGEL 47-42-44-44	M ^e Conviert Bel imm.	4 Pièces 80 m ² , 1 ^{er} étage	3 400 1 300	OUI	Meaux 7, square Yves-de-Manoir AGF 42-44-00-44	Chauff. collect. Vis./r.v.
5 Pièces 105 m ²	10 485 1 020	OUI	19, rue de la Reine-Blanche LPE 42-47-79-35	Imm. neuf, chff. élec. Tél. pour r.v.	4 Pièces 122 m ² , r.-de-j.	5 800 308	OUI	Soleil-sur-Seine 10, rue des Aubépines SGI/CNP 47-42-17-81	Libre de suite Maison indiv. avec cham. et jardin privatif
6 Pièces 130 m ² , 3 ^e étage	12 300 1 200	OUI	13, rue de la Reine-Blanche LPE 42-47-79-35	Imm. neuf, chff. élec. Tél. pour r.v.	93 - SEINE-SAINT-DENIS				
4 Pièces 90 m ² , 4 ^e étage	8 405 820	OUI	15, rue de la Reine-Blanche LPE 42-47-79-35	Imm. neuf, chff. élec. Tél. pour r.v.	2 Pièces 50 m ² , 3 ^e étage	3 728 580	OUI	Arenberg 4, rue Pierre-Durand SAGEL 47-42-44-44	Hôtel de Ville Récent, stand. chauff. en plus
PARIS - 14^e ARRONDISSEMENT					6 Pièces 162 m ² , 2 ^e étage	10 244 1 756	OUI	Courbevoie Rue de Bazou SAGEL 47-79-15-85	Plain Sud, vue sur Paris Vis./r.v.
4 Pièces 85 m ² , 1 ^{er} étage	6 800 800	OUI	89 bis, av. Jean-Moulin PRÉAIL 48-40-55-88	Imm. neuf, du mardi au samedi de 11 h à 19 h	4 Pièces 93 m ² , 4 ^e étage	6 210 800	2	Issy-les-Moulineaux 12-14, rue Diderot AGF 42-44-00-44	Chauff. collect. Vis./r.v.
85 m ² , 3 ^e étage	6 000 750	OUI	89 bis, av. Jean-Moulin PRÉAIL 48-40-55-88	Imm. neuf, du mardi au samedi de 11 h à 19 h	Studio 51 m ² , r.-de-ch.	4 483 805		Neuilly 19, rue Ernest-Dulac SGI/CNP 47-42-17-81	Chauff. collect. Pêche Bois de Boulogne M ^e Pont de Neuilly
PARIS - 15^e ARRONDISSEMENT					94 - VAL-DE-MARNE				
3 Pièces 72 m ² , 5 ^e étage	5 878 980		45, rue d'Alger AGF 42-44-00-44	Double séjour, 1 chambre chff. collect. Vis./r.v.	4 Pièces 88 m ² , 3 ^e étage	3 180 1 147		Pierrefitte 52-54, rue Gal-Gallien AGF 42-44-00-44	Chauff. collect. Vis./r.v.
PARIS - 16^e ARRONDISSEMENT					4 Pièces 98 m ² , 1 ^{er} étage	5 040 880	OUI	Cachan 34, avenue Carnot AGF 42-44-00-44	Chauff. collect. Vis./r.v.
Studio 38 m ² , 4 ^e étage	4 200 500		84, bd Pételin AGF 42-44-00-44	Dans imm. ancien, bon stand., chauff. collect. Vis./r.v.	4 Pièces 102 m ² , 3 ^e étage	3 848 1 014	OUI	Suoy-en-Brie 1, rue des 3-Epis SGI/CNP 47-42-17-81	Duplex, chauff. collect., libre de suite, RER Suoy-Bonnaul
2 Pièces 70 m ² , 5 ^e étage	4 900 982		135, av. de Versailles SAGEL 47-42-44-44	Vis./r.v.	4 Pièces 90 m ² , 2 ^e étage	4 900 1 000	OUI	La Kremlin-Bicêtre Rue Anatole-France PRÉAIL 43-48-74-00	Imm. récent, chauff. collect.
3 Pièces 72 m ² , 2 ^e étage	5 800 1 085		136, quai Louis-Stanislas SAGEL 47-42-44-44	Grand stand., refait à neuf. Vis./r.v.	4 Pièces 86 m ² , 3 ^e étage	5 200 750	OUI	Charenton 8 bis, rue Camille-Mouquet PRÉAIL 43-48-74-00	Imm. récent, chauff. ind., expos. rue et jardin.
2 Pièces 51 m ² , 1 ^{er} étage	5 900 1 077		19, rue Raynouard SAGEL 47-42-44-44	Grand stand., refait à neuf. Vis./r.v.	3 Pièces 72 m ² , 1 ^{er} étage	4 600 580	OUI	Vincennes 138, rue de la Jarry GFF 49-02-38-88	Libre de suite Cave, neuf, grandstand., chauff. électr. S/pl. ce jour, de 11 h à 19 h
Studio 37 m ²	4 800 837		19, rue Raynouard SAGEL 47-42-44-44	Grand stand., refait à neuf. Vis./r.v.					
3-4 Pièces 89 m ² , 1 ^{er} étage	7 800 1 387		48, rue du Gal-Delaunay SAGEL 47-42-44-44	M ^e Estienne					
PARIS - 17^e ARRONDISSEMENT									
4 Pièces 149 m ² , 4 ^e étage	11 700 957		83, rue Joffroy PRÉAIL 45-27-08-37	Imm. p.d.t., très bon stand.					
PARIS - 18^e ARRONDISSEMENT									
4 Pièces 95 m ² , 4 ^e étage	7 800 1 820	OUI	110, rue Mercadet AGF 42-44-00-44	Chauff. collect. Vis./r.v.					
PARIS - 19^e ARRONDISSEMENT									
4 Pièces 82 m ² , r.-de-ch.	4 950 1 010	OUI	39, rue de Mézières AGF 47-44-00-44	Déjà living, 2 chbres, chff. collect. Vis./r.v.					
4 Pièces 88 m ² , 1 ^{er} étage	4 020 1 400	OUI	6, allée Louise-Labé SGI/CNP 47-42-17-81	Déjà living, chff. collect. Libre de suite					
78 - YVELINES									
4 Pièces 90 m ² , 2 ^e étage	2 878 1 134	OUI	Boisfontaine 2, rue de la Liberté SGI/CNP 47-42-17-81	Duplex, RER C, libre suite, pche colat Saint-Quentin					
3 Pièces 70 m ² , 3 ^e étage	4 995 550	OUI	Le Chesnay 84, avenue Dutasta GFF 39-55-45-40	Terrasse, balcon, prox. centre colat, chauff. élect., tél. de 15 h à 19 h					



Av. Georges-Pompidou,
dans le nouveau quartier
de Surcouf-Putaux

Économie

SOMMAIRE

■ L'américain UCAR va reprendre les piles Wonder-Mazda au couple Bouygues-Tapie pour un prix estimé à un milliard de francs (lire ci-dessous).

■ Les premières interventions au 41^e congrès de la CFDT ont surtout été le fait des opposants à la ligne confédérale (lire page 37).

■ Après l'achat d'American Can aux Etats-Unis, Pechiney s'apprête à réaliser une alliance en URSS pour le développement d'une usine d'aluminium (lire ci-dessous).

■ L'Europe est accusée par ses partenaires américains et asiatiques de dessein protectionniste à l'horizon 1993. Dernier exemple : les hormones (lire page 35).

Rhône-Poulenc devient numéro trois mondial des ferments alimentaires

Rhône-Poulenc se renforce dans l'industrie des ferments alimentaires. Coup sur coup, le numéro un français de la chimie vient de racheter la société Eurozyme, jusqu'ici filiale à 100 % de L'Air liquide, et Nordica International, une affaire américaine installée dans le Dakota-du-Sud. Résultat de ces acquisitions, dont le coût n'a pas été rendu public : avec Lacta-Labo, sa filiale spécialisée dans cette activité très spécifique, Rhône-Poulenc se hisse au troisième rang mondial dans l'industrie des ferments, derrière le danois Hansen et l'américain Miles-Marschall (groupe allemand Bayer), avec un chiffre d'affaires de 115 millions de francs environ et surtout 10 % du marché (au lieu de 3,5 % précédemment). En Europe, la firme française arrive désormais deuxième.

Les ferments alimentaires constituent une petite industrie avec un chiffre d'affaires d'environ 1,2 milliard de francs dont 800 millions dans les ferments proprement dits et 400 millions pour les milieux de culture. Ils s'insèrent dans l'industrie beaucoup plus vaste des additifs alimentaires (9 milliards de dollars de chiffre d'affaires, environ 53 milliards de francs) où Rhône-Poulenc occupe encore une place relativement modeste (3 % du marché).

Au-delà des apparences, l'opération lancée par la firme française revêt une grande importance. Aucun des grands groupes occupant les premières places dans l'industrie des additifs (Unilever, International Flavors and Fragrances, Glaxo, Hercules, Sandoz...) ne fabrique la

gamme complète des produits. La tactique consiste à se spécialiser sur des segments de marché.

Déjà placé sur la vanilline (numéro un), la gamme xanthane et les phosphates alimentaires (numéro deux), Rhône-Poulenc a choisi la troisième voie des ferments, car il s'agit là d'une industrie centrée sur l'Europe (45 % du marché), berceau du fromage, et sur les Etats-Unis (30 %). Pour Rhône-Poulenc, l'occasion était unique de se positionner solidement des deux côtés de l'Atlantique dans une industrie en mutation et en développement constant (5 % l'an), notamment aux Etats-Unis où la consommation de produits laitiers s'accroît. Avec Nordica, Rhône-Poulenc se trouve aux portes de l'industrie laitière américaine du Wisconsin.

Les ferments ne limitent plus leur rôle à modifier la texture (yaourt), l'aspect (fromage), et l'aromatisme (saisons), fonctions qui représentent encore respectivement 75 % et 25 % de l'activité. Ils commencent à servir à la protection (emballage) tandis que l'écologie est un autre débouché intéressant. Enfin l'industrie des ferments est à très haute valeur ajoutée. Une fois les gros investissements en outillage industriels effectués, la marge y est de l'ordre de 20 %. D'après M. Jean-Marie Bruel, directeur général de Rhône-Poulenc, le groupe désormais formé autour de Lacta-Labo devrait être capable d'offrir un tel rendement dans moins d'un an.

ANDRÉ DESSOT.

UCAR s'apprête à racheter Wonder-Mazda

Les piles Wonder-Mazda, propriété à 50-50 de Francis Bouygues et Bernard Tapie, vont être revendus au géant américain UCAR (groupe agro-alimentaire Ralston Purina). Le comité d'entreprise en a été informé officiellement le mardi 22 novembre. Interrogée, la direction de Bouygues se refuse à tout commentaire, se bornant à préciser : « Un communiqué sera publié dans les prochaines semaines ». Mais son directeur, Bernard Tapie, qui l'on parle d'une conférence de presse avant samedi. Les négociations entamées entre le numéro un mondial des piles (environ 7 milliards de francs de chiffre d'affaires) et les responsables des groupes Bouygues et Tapie n'achoppent plus, semble-t-il, sur le prix à payer. UCAR trouvait en effet, un peu élevées les prétentions des vendeurs, qui réclamaient environ 1 milliard de francs pour la cession de Wonder-Mazda, soit un peu moins que le chiffre d'affaires de l'entreprise (1,4 milliard de francs), mais près de seize fois son bénéfice net.

Des marques et des parts de marché

En fait ce ne sont pas tant des affaires industrielles que des marques et des parts de marché qu'UCAR cherche à racheter. Bouygues et Tapie le savent bien et font monter les enchères. Avec une part du marché mondial évaluée à 30 %, UCAR paraît dominer tous ses concurrents. C'est vrai, mais tous produits confondus. Dans la réalité, le groupe américain se fait distancer sur le créneau très spécialisé et en forte croissance des piles alcalines, solidement occupé par son rival Duracell, qui, à lui seul, contrôle plus du quart du marché européen.

Philips (Pays-Bas) et Varta (RFA) arrivent derrière avec, ensemble, une part de 10 % environ. UCAR, qui occupe une place plus en retrait, ne serait certainement pas fâché de renforcer ses positions de ce côté de l'Atlantique où il fait désormais concurrence de Kodak, peu décidé manifestement à s'en laisser conter.

Puisque les parties intéressées ont trouvé un terrain d'entente, il n'y aura plus en France de fabricant national de piles.

A. D.

■ Hospital Corp. of America, la première chaîne américaine d'hôpitaux, va être rachetée par ses dirigeants par l'intermédiaire d'un RES (rachet d'entreprise par les salariés) ou Leveraged buy out pour 3,61 milliards de dollars, soit 51 dollars l'action. Le conseil d'administration qui jouait, jusqu'à présent, cette offre insuffisante l'a finalement acceptée le 22 novembre, faute d'autre candidat. Les dirigeants sont appuyés par un consortium bancaire conduit par la Morgan et la Chase Manhattan.

Pechiney en URSS

Pechiney a décidé de venir en URSS. Après son offensive américaine, le producteur français d'aluminium pourrait voir déboucher en URSS un ancien projet à l'occasion du voyage de M. François Mitterrand dans ce pays les 24 et 25 novembre auquel participe M. Jean Gandois, le président de Pechiney.

Il s'agit de la modernisation et de l'extension de l'usine arménienne de Kanaker, près d'Erevan, dont les vieux laminoirs produisant actuellement 23 000 tonnes de demi-produits aluminium (ébauches et feuilles minces destinées à l'emballage de tabac). L'objectif est de faire passer la production à 67 000 tonnes et 1,6 milliard de francs de chiffre d'affaires à l'horizon 1995 (contre 600 millions en 1989) en installant de nouveaux équipements (coulée continue, laminage, ligne pour emballage alimentaire...). Soit un investissement glo-

bal de 1 milliard de francs, financé pour moitié par des emprunts dans le cadre du protocole franco-soviétique, pour l'autre moitié par la constitution d'une société mixte dont les Soviétiques prendraient 75 %, aux côtés de Pechiney pour 20 % et d'un consortium de banques françaises conduites par le Crédit lyonnais pour 5 %.

L'apport de Pechiney (soit 100 millions de francs) se ferait pour 70 millions « en nature » par capitalisation de sa technologie et pour 30 millions « en cash ». Outre la vente de technologie et d'équipements, Pechiney assurerait la gestion technique de l'usine et s'engagerait à exporter une partie de la production (13 % du chiffre d'affaires en 1989 et 19 % en 1994) pour fournir à l'usine les devises nécessaires à la rémunération de ses actionnaires et de ses fournisseurs.

C.B.

Le retour de l'« alu »

des industries aéronautiques. En décembre 1987, le *Souverain-des-Mers*, dernier né des Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire, a été livré avec 500 tonnes d'aluminium à son bord. Le gain de poids a permis au plus gros paquebot du monde d'installer des zones habitables à 40 mètres au-dessus du niveau de la mer, sans élever son centre de gravité.

Le tiers des fenêtres

Le boom des boîtes de boisson a ouvert une nouvelle marque encore la perle de l'aluminium dans les biens de consommation modernes, au détriment de l'étain ou des plastiques. Aux Etats-Unis, la consommation annuelle atteint 50 milliards d'unités. Et rien ne se perd : les Américains jouent le jeu du recyclage, encouragés par ce slogan astucieux : *Yes, you can*. (1). L'habitat est le dernier lieu de colonisation du métal : la menuiserie d'aluminium représente aujourd'hui le tiers des 5 millions de fenêtres posées chaque année en France. Sans oublier les façades de l'Institut du monde arabe ou de la Grande Arche de la Défense.

Mais toutes ces bonnes dispositions ne suffisent pas pour refaire de

l'Hexagone le lieu obligé de production d'aluminium. Depuis la petite éponge de Paul Héroult, les géants du métal se sont livrés des guerres de feu successives, parfois mortelles. Les producteurs historiques — France, Etats-Unis, Canada — n'ont dû leur survie qu'à la recherche d'énergies captées au fil de l'eau ou à fleur de sol (charbon australien). Ils n'ont pu maintenir leur rang, face aux « guerriers » de l'aluminium — Venezuela, Brésil, Argentine, Dubaï et Bahreïn — qui ont cassé le jeu, en tirant la meilleure carte, celle du courant à très bas prix.

Le retour de Pechiney à Dunkerque, permis par le joker EDF, ne remet pas en cause la nouvelle géographie de l'aluminium. Jean Gandois ne s'y est pas trompé : l'investissement prévu en France n'empêchera pas l'aluminium de reculer dans le chiffre d'affaires du groupe (de 53 à 32 %) au profit de l'emballage. Pechiney veut se soustraire à la « dictature du lingot d'aluminium », dont les prix échappent à toute maîtrise. A Dunkerque, comme ailleurs...

ERIC FOTTORINO.

(1) « Can » signifie « pouvoir » mais aussi « emballage ».

LOGEMENT

Le prix du mètre carré à Paris a augmenté de plus de 20 % en un an

Selon une étude conjointe de la Chambre des notaires de Paris et de l'INSEE, le prix de vente des appartements à Paris a augmenté en un an de 20,38 %, la hausse, qui atteint 50 % depuis le 1^{er} janvier 1988, a été de 13,27 % au premier semestre de 1988. L'indice Chambre des notaires-INSEE, qui mesure l'évolution du prix des appartements parisiens, avec une base 100 en 1983, s'établit à 186, à l'issue du premier semestre de l'année en cours.

L'étude publiée le 22 novembre confirme la réduction des écarts de prix entre les constructions d'après 1948 et celles antérieures à cette date. Le prix moyen des appartements anciens libres s'établit à 14 057 F le mètre carré, contre 25 934 F le mètre carré dans les logements neufs. Comme les autres années, l'augmentation des prix a été très forte pour les 6-7 pièces : elle se maintient des études aux 6 pièces. Le prix

moyen d'un appartement de 6 pièces se situe à 4 millions de francs. La situation apparaît très disparate dans les vingt arrondissements de Paris. L'est de la capitale reste en dessous de 12 000 F le mètre carré (moins de 10 000 F dans le 10^e). A l'autre extrême, les 1^{er}, 4^e, 5^e, 6^e, 7^e, 8^e, 9^e, 16^e et 17^e arrondissements sont les plus chers de Paris (plus de 18 000 F le mètre carré).

En 1988, le rythme des transactions a connu une légère accélération, qui devrait, à la fin de l'exercice, se solder par une hausse de 8 %, soit 45 000 ventes, le niveau le plus élevé des dix dernières années.

L'augmentation des prix à Paris a eu peu d'effet sur ceux de la banlieue. Si ces derniers ont augmenté de 15 % dans les Hauts-de-Seine, la hausse n'est que de 8 % dans la Val-de-Marne et de 4 % en Seine-Saint-Denis.

(Publicité)

PRÉFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME

AVIS AU PUBLIC

TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN VIADUC SUR LA CHARENTE

Le préfet de la Charente-Maritime a prescrit, par arrêté du 24 octobre 1988, les enquêtes préalables à :

— La déclaration d'utilité publique des travaux de construction d'un viaduc sur la Charente au sud de ROCHEFORT-SUR-MER, de la réalisation des voies d'accès et des échangeurs, valant pour l'enquête prévue par la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

— La mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune d'ÉCHILLAIS.

L'enquête se déroulera du 21 novembre au 20 décembre 1988 inclus.

La commission d'enquête, désignée par le tribunal administratif de POITIERS est constituée par :

— M. Camille PLANCHOT, ingénieur en chef des ponts et chaussées, demeurant à SAINT-PIERRE (Corrèze) ;

— M. Michel RAGOT, géomètre expert, demeurant à POITIERS (Vienne) ;

— M. Robert PIERRE, officier en retraite, demeurant à SAINT-HEPPOLYTE (Charente-Maritime) ;

Elle élit domicile à la sous-préfecture de ROCHEFORT.

Un dossier principal et un registre d'enquête seront déposés à la sous-préfecture de ROCHEFORT-SUR-MER pour être tenus à la disposition du public, qui pourra y consigner ses observations du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 17 heures pendant toute la durée de l'enquête.

Un dossier et un registre subsidiaires seront également déposés aux mêmes fins :

— A la mairie de ROCHEFORT, du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ;

— A la mairie d'ÉCHILLAIS, du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures et le samedi de 9 heures à 12 heures ;

Un membre de la commission d'enquête recevra les observations du public :

— A la mairie de ROCHEFORT les :
lundi 21 novembre 1988, de 9 heures à 12 heures,
mardi 22 novembre 1988, de 14 heures à 17 heures,
mardi 29 décembre 1988, de 14 heures à 17 heures ;

— A la mairie d'ÉCHILLAIS les :
lundi 21 novembre 1988, de 14 heures à 17 heures,
mardi 22 novembre 1988, de 9 heures à 12 heures,
mardi 29 décembre 1988, de 9 heures à 12 heures ;

Ces observations pourront également être adressées directement par écrit à :

M. le Président de la commission d'enquête relative à la construction d'un viaduc sur la Charente sous-préfecture de ROCHEFORT, 17300 ROCHEFORT

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête seront déposés à la préfecture de la Charente-Maritime, à la sous-préfecture de ROCHEFORT, dans les mairies de ROCHEFORT et d'ÉCHILLAIS, où ils pourront être consultés aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux au public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

1^{er} Forum des Prépas hec

2 JOURS POUR CHOISIR VOTRE FUTURE ÉCOLE

en association avec *Le Monde* 32 stands et un programme de conférences non-stop

Samedi 26 novembre 12h - 19h

Dimanche 27 novembre 10h - 18h

HÔTEL HOLIDAY-INN

69 Boulevard Victor 75015 Paris

Métro : Porte de Versailles. Autobus : 39, 49, 80 et PC.

Avec en particulier le samedi 26 Novembre de 14 h à 15 h 30, une conférence ayant pour thème : L'ouverture internationale des grandes écoles de gestion.

Animée par : Frédéric GAUSSEN, Journaliste au Monde et Marc NOUSCHI, Professeur de classe préparatoire hec

Et la participation de :
Guy HAUG, Directeur du Développement et des Relations Internationales de l'ESG Reims. Henri JOLLES, Directeur France de l'EPAP. Michel LEBAS, Directeur des Études à HEC. Jacques PERRIN, Directeur de l'ESCP. Claude RIAHI, Directeur de l'ISC.

Organisateur **MÉDIA 13-25** ☎ (1) 43 54 90 90

Bruxelles envisage sur les importations

Les importations de produits agricoles en Belgique ont augmenté de 10 % en 1987. Le gouvernement belge envisage de prendre des mesures pour réduire ces importations.

Le gouvernement belge envisage de prendre des mesures pour réduire les importations de produits agricoles. Ces mesures pourraient inclure des quotas ou des droits de douane supplémentaires.

Le gouvernement belge envisage de prendre des mesures pour réduire les importations de produits agricoles. Ces mesures pourraient inclure des quotas ou des droits de douane supplémentaires.

Le gouvernement belge envisage de prendre des mesures pour réduire les importations de produits agricoles. Ces mesures pourraient inclure des quotas ou des droits de douane supplémentaires.

Le gouvernement belge envisage de prendre des mesures pour réduire les importations de produits agricoles. Ces mesures pourraient inclure des quotas ou des droits de douane supplémentaires.

Le gouvernement belge envisage de prendre des mesures pour réduire les importations de produits agricoles. Ces mesures pourraient inclure des quotas ou des droits de douane supplémentaires.

Le gouvernement belge envisage de prendre des mesures pour réduire les importations de produits agricoles. Ces mesures pourraient inclure des quotas ou des droits de douane supplémentaires.

Le gouvernement belge envisage de prendre des mesures pour réduire les importations de produits agricoles. Ces mesures pourraient inclure des quotas ou des droits de douane supplémentaires.

Le gouvernement belge envisage de prendre des mesures pour réduire les importations de produits agricoles. Ces mesures pourraient inclure des quotas ou des droits de douane supplémentaires.

Le gouvernement belge envisage de prendre des mesures pour réduire les importations de produits agricoles. Ces mesures pourraient inclure des quotas ou des droits de douane supplémentaires.

Le gouvernement belge envisage de prendre des mesures pour réduire les importations de produits agricoles. Ces mesures pourraient inclure des quotas ou des droits de douane supplémentaires.

Le gouvernement belge envisage de prendre des mesures pour réduire les importations de produits agricoles. Ces mesures pourraient inclure des quotas ou des droits de douane supplémentaires.

Le gouvernement belge envisage de prendre des mesures pour réduire les importations de produits agricoles. Ces mesures pourraient inclure des quotas ou des droits de douane supplémentaires.

Le gouvernement belge envisage de prendre des mesures pour réduire les importations de produits agricoles. Ces mesures pourraient inclure des quotas ou des droits de douane supplémentaires.

Le gouvernement belge envisage de prendre des mesures pour réduire les importations de produits agricoles. Ces mesures pourraient inclure des quotas ou des droits de douane supplémentaires.

Le gouvernement belge envisage de prendre des mesures pour réduire les importations de produits agricoles. Ces mesures pourraient inclure des quotas ou des droits de douane supplémentaires.

Économie

La CEE face à ses partenaires commerciaux

Bruxelles envisage des mesures antidumping sur les importations de semi-conducteurs japonais

La Commission européenne ne montre pas d'indulgence pour l'intense campagne de presse qu'ont récemment déclenchée les Japonais contre les prétendus excès de la politique commerciale de la CEE. Il est vrai que plusieurs de leurs produits d'exportation se sont vus récemment frappés de droits antidumping par la CEE.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Tokyo accuse la Communauté d'utiliser la réglementation antidumping comme une arme protectionniste. « Pure intoxication », réplique-t-on à Bruxelles où l'on reproche aux Japonais de caricaturer la position communautaire. « Notre politique antidumping est la plus libérale du monde, assurément plus libérale que celle mise en œuvre par les États-Unis », proclame un des responsables. La controverse n'est certainement pas close car d'autres affaires importantes sont en cours. Ainsi, la Commission décidera vers la fin de l'année s'il y a lieu d'appliquer un droit antidumping provisoire sur les importations dans la CEE de semi-conducteurs en provenance du Japon (320 millions de dollars d'importations en 1987).

L'industrie européenne - Siemens, Philips, SGS-Thomson - qui entend ne pas être évincée par le déferlement japonais ou coréen a alerté la Commission. Celle-ci a pu constater qu'en 1986-1987, période sur laquelle a porté l'enquête, les prix pratiqués par les producteurs japonais à l'exportation vers la CEE étaient extrêmement bas.

« La Commission estime qu'elle est en droit de prendre des mesures », explique un de ses experts, ce qui en clair signifie qu'à ses yeux le dumping est patent. Certes, à la fin 1987 et en 1988, la conjoncture s'est retournée, les prix ont flambé et, pour l'instant, les industriels sont à l'abri. Mais l'avenir est incertain.

Lorsque le marché sera à nouveau saturé, les prix à coup sûr retomberont. Dans ces conditions, les indus-

triels européens hésitent à investir et réclament un filet de sécurité. La Commission pèse le pour et le contre. Elle n'oublie pas, bien sûr, les préoccupations des entreprises européennes utilisatrices de semi-conducteurs, par exemple les fabricants d'ordinateurs, qui recherchent surtout un approvisionnement à bon marché.

Cependant il apparaît déjà clairement qu'elle n'a pas l'intention de laisser les choses en l'état. « Les Japonais dominent 80 % du marché ; le consommateur européen a un intérêt vital à voir se développer une production autonome dans la CEE », commente un de ses responsables. Dans le cadre de la procédure en cours, la Commission a eu des contacts avec les Japonais qui pourraient accepter de s'engager sur des prix minimaux et seraient alors, bien sûr, dispensés de taxes antidumping.

Interventions spectaculaires

Le cas des semi-conducteurs fait suite à une série d'interventions spectaculaires. Des droits antidumping définitifs sont appliqués sur les machines à écrire électroniques (volume de commerce concerné : 600 millions de dollars) sur les photocopieuses (1 milliard de dollars) ; des droits provisoires ont été décidés par la Commission sur les imprimantes (1,4 milliard de dollars) sur les lecteurs de disques compacts (215 millions) et sur les magnétophones (200 millions). Pour devenir « définitifs », les droits provisoires doivent être confirmés par le conseil des ministres des Douze. C'est ce qui se passera, sans surprise, le 28 novembre dans le cas des imprimantes.

Contre de telles actions, les Japonais déploient leur offensive avec des moyens importants, sans trop s'embarrasser d'objectivité, déplorent-ils au siège de la Commission. On y a ainsi remarqué voici quelques jours dans le *Financial Times* cinq petites pages de publicité consacrées à l'affaire. Une gelisha y annonçait successivement, suite à

l'action de la CEE, le chômage, la réduction des investissements japonais, l'inflation.

De page en page, le visage de la gelisha devenait plus sévère et, ultime avatar, prenait les traits de Margaret Thatcher qui, on s'en doute, s'apprêtait à stigmatiser un tel chèque en blanc donné à la bureaucratie européenne. « A Bruxelles on ne trouve plus un seul avocat à peu près au courant de ce type de dossier auquel on puisse faire appel pour défendre les intérêts de la CEE ; ils ont tous été engagés par les Japonais », raconte un haut-fonctionnaire visiblement dépité par ce nouveau type de relations commerciales internationales.

« Usines tournevis »

La Commission, explique-t-elle, applique scrupuleusement les règles et procédures du GATT pour évaluer le dumping. Les dirigeants de la Commission soulignent que, en ce domaine, leur approche est moins répressive que la plupart des partenaires du GATT. La Commission n'impose pas automatiquement de taxes dès lors que le dumping et le préjudice sont démontrés.

Elle évalue auparavant les différents intérêts en présence, ceux des utilisateurs et ceux des consommateurs, au même titre que ceux des industriels producteurs. Les taxes antidumping qu'elle applique, le cas échéant, sont calculées au plus juste, de façon à éliminer le préjudice, autrement dit à permettre aux industriels européens de rester présents sur leur marché sans perdre d'argent. Mais sans aller au-delà. Contrairement à ce qui se passe aux États-Unis, les droits antidumping fixés par la CEE sont ainsi souvent inférieurs à la marge de dumping calculée par l'enquête.

Cette attitude n'est pas contreproductive, contrairement à ce qu'affirme Tokyo. Les Japonais se sont déchaînés à l'encontre de la nouvelle réglementation communautaire qui permet d'imposer sur les produits assemblés dans la CEE, et comportant près de 60 % de pièces importées du Japon, un droit anti-

dumping identique à celui qui frappe le même produit directement importé.

Les Douze ont en effet estimé que bien souvent ces « usines tournevis » étaient installées dans la Communauté uniquement pour contourner la législation antidumping. La Commission constate que, contrairement aux menaces proférées à Tokyo lors de l'adoption de ce règlement, les investissements japonais dans la CEE, loin de reculer, ont progressé de façon sensible : + 90 % en 1987 par rapport à 1986.

Par ailleurs, les usines d'assemblage japonaises, lorsqu'elles ont été confrontées à la perspective d'une taxe antidumping, sont parvenues en très peu de temps à s'approvisionner suffisamment en Europe, ou ailleurs hors du Japon, pour arriver au seuil minimum de 40 % de composants non japonais. « Les firmes japonaises vivent admirablement avec ce règlement tournevis », conclut notre interlocuteur de la Commission.

PHILIPPE LEMAITRE.

« Drôle de guerre » des hormones avec les américains

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les États-Unis et la Communauté s'installent dans une « drôle de guerre » à propos de la viande aux hormones. Les premiers, dénonçant comme protectionniste la directive communautaire qui, à compter du 1^{er} janvier 1989, interdira la commercialisation des viandes traitées aux hormones, ont confirmé, mardi 22 novembre, leur intention d'appliquer des représailles commerciales à l'encontre de la CEE. Une incertitude demeure sur leur portée exacte.

Les ministres du commerce extérieur des Douze, qui étaient réunis mardi à Bruxelles, ont approuvé la double riposte que leur proposait la Commission : saisir le GATT (l'accord qui régit le commerce international), parce que les représailles décidées unilatéralement par les États-Unis sont illégales ; arrêter le principe de contre-mesures communautaires au cas où les États-Unis mettraient leur menace à exécution.

Cependant, on est loin encore du 1^{er} janvier, et le conseil, soucieux d'éviter un conflit, « encourage la

Commission à poursuivre ses contacts avec les autorités américaines ».

M. Willy de Clercq, le commissaire chargé des relations extérieures, s'est demandé si, tactiquement, alors que va débiter la phase active de l'Uruguay-round, il est opportun de s'incliner devant l'intransigence américaine. Il est perplexe devant la virulence de l'offensive américaine. « Les intérêts économiques concernés sont disproportionnés avec la hargne avec laquelle nos interlocuteurs ont abordé le problème », a-t-il commenté.

La Communauté refuse de soumettre sa directive à l'avis d'un comité scientifique désigné par le GATT, comme le voudrait Washington. « Il s'agit d'un problème politique, d'une décision prise par des pays souverains et qui répond aux aspirations de l'opinion publique. Il n'est pas question de soumettre un problème de santé publique à l'arbitrage d'experts, aussi éminents soient-ils », a déclaré M. de Clercq, qui s'est dit « sceptique » sur les chances de trouver une solution.

Ph. L.

Le dollar toujours orienté à la baisse

Scepticisme après les déclarations de M. George Bush sur le déficit budgétaire

« Dès le premier jour » de son arrivée à la Maison Blanche, le 20 janvier 1989, M. George Bush entamera des négociations avec le Congrès pour trouver des solutions au problème « prioritaire » du déficit budgétaire. Cette déclaration du président des États-Unis, mardi 22 novembre, lors d'une réunion avec des gouverneurs républicains, laisse présager de rudes discussions. M. Bush a tenu à rappeler qu'en votant pour lui les Américains ont exprimé leur soutien à son credo, « la hausse des impôts n'est pas la solution appropriée ».

L'enjeu du débat a été illustré par les dernières statistiques publiées, mardi 22 novembre également, par le département du Trésor. En octobre, premier mois de l'exercice budgétaire américain, le déficit a atteint 27,4 milliards de dollars. En retrait de 11 % par rapport à octobre 1987,

il reste le plus important déficit mensuel enregistré depuis mars 1988. Sur cette base, la bataille des chiffres est déjà engagée. L'administration prévoit actuellement que le déficit, de 150 milliards de dollars durant l'exercice 1988 terminé au 1^{er} octobre, sera ramené à 102,38 milliards en 1990, pratiquement l'objectif de 100 milliards fixé par la loi Gramm-Rudman visant à l'équilibre.

Mais l'office du budget de la Maison Blanche envisage plutôt 132 milliards et les dernières estimations de la BankAmerica, la troisième banque américaine, renforcent les arguments des sceptiques. Selon les experts de cette banque, le ralentissement de l'économie en 1989 et la bataille probable entre le Congrès et la Maison Blanche sur les moyens de réduire le déficit risquent de laisser

place, au 1^{er} octobre 1989 à une impasse de 170 milliards de dollars.

Compte tenu d'une inflation en légère hausse en octobre, et en dépit des prévisions encourageantes du président des conseillers économiques de la Maison Blanche, M. Beryl Sprinkel, une croissance forte de 3,5 % en 1989, les marchés des changes penchent du côté des pessimistes. L'activité était étroite, mercredi 23 novembre comme tenu de la fermeture de la place de Tokyo.

Mais le dollar restait orienté à la baisse malgré les interventions répétées, la veille, de la Banque du Japon et de la Réserve fédérale. Ces interventions ont été jugées trop modestes, surtout de la part des Américains pour prouver la détermination de la Fed à stopper le mouvement.

En 1992, l'exposition universelle aura lieu à Séville. Nos hôtes en piaffent d'impatience.



L'Espagne n'est pas un lieu commun.

Mis à part ça, les Espagnols ont toujours eu un goût très prononcé pour la fête. De Tolède à Malaga, en passant par Cadix et bien sûr Séville, il y aura toujours une FERIA prête à vous accueillir. El Rocio, San Fermín, La FERIA d'Avril sont autant de chants et de danses que l'on ne trouve nulle part ailleurs. Vous vibrerez aussi aux rythmes des guitares et des plaintes des « Sévillanas » en dégustant « Tapas » et « xérès » que Federico Garcia Lorca aimait tant. Plus qu'une ville enchantée, Séville incarne l'aspect le plus

universel de l'esprit espagnol, et cela pour longtemps. Nos hôtes ne sont pas prêtes de s'ennuyer. Et vous non plus. Pour tous renseignements, contactez l'Office National Espagnol du tourisme : 43 ter, avenue Pierre-1^{er} de Serbie - 75381 Paris Cedex 08.

L'Espagne. Tout sous le soleil.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE BEGHIN - SAY

Le conseil d'administration de Béghin-Say s'est réuni le 21 novembre 1988 sous la présidence de M. Jean-Marc Vernes et a coopté à l'unanimité en qualité d'administrateur M. Michel François-Poncet, président-directeur général de la Compagnie Financière de Paris.

M. Jean-Marc Vernes et Raul Gardini ont exprimé leur vive satisfaction et ont remercié le nouvel administrateur d'avoir bien voulu accepter d'être désormais étroitement associé à l'évolution de Béghin-Say.

Il a été rappelé en tant que de besoin que la Compagnie Financière de Paris détient un peu moins de 5 % du capital de Béghin-Say.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

COMPAGNIE FINANCIÈRE
DE CRÉDIT INDUSTRIEL
ET COMMERCIAL

Le Groupe CIC en Espagne

ACCORD DE COOPÉRATION AVEC
LE BANCO PASTOR

En présence de Monsieur Jean Saint-Geours, Président de la Compagnie Financière de CIC, le Groupe CIC, représenté par le CIC Paris, la BUE, la Lyonnaise de Banque et la Société Bordelaise de CIC, a signé avec le groupe Espagnol Banco Pastor un important protocole de coopération qui élargit les perspectives européennes de chacun des deux signataires.

Cet accord va permettre aux deux Groupes d'intervenir avec plus d'efficacité, en Espagne comme en France tant dans les opérations

commerciales et financières que dans les opérations de trésorerie. Les clientèles des deux Groupes pourront bénéficier notamment de services de financement locaux, d'appuis pour leurs opérations de haut de bilan et d'une large gamme de produits d'épargne communs et de services destinés à faciliter les relations commerciales entre les deux pays.

Par cet accord, le Groupe CIC renforce ses liens avec un des tous premiers établissements bancaires espagnols.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CIC - 52, rue de Monceau - 75008 PARIS

GROUPE CIC



À la cours de sa séance du 16 novembre 1988, le conseil d'administration de Clause SA a arrêté les comptes consolidés du groupe Clause pour l'exercice clos le 30 juin 1988.

Le chiffre d'affaires consolidé a atteint 1 350 millions de francs, soit une progression sur l'année précédente de 5 %.

Le résultat consolidé après impôts s'établit à 50 275 733 F, soit 3,73 % du chiffre d'affaires et une croissance de 13,4 % sur l'exercice précédent.

Malgré certains facteurs défavorables, notamment sur le marché de la graine professionnelle, tendance à la baisse du marché de la graine « amateurs », médiocres conditions météorologiques au printemps, le résultat consolidé est en progression sensible.

Le groupe Clause démontre ainsi son dynamisme et son aptitude à réagir à l'environnement conjoncturel.

Bail
investissement

Le conseil d'administration de Bail Investissement, réuni le 21 novembre sous la présidence de M. Maurice Gontier, a constaté que le capital a été porté à 288 485 800 F après souscription de 84 662 actions nouvelles de 100 F nominale par les titulaires de bons de souscription attachés aux obligations 12 % 1984. Cette opération a donc permis d'augmenter les fonds propres de plus de 50 millions de francs. La quasi-totalité des bons dont la durée d'exercice était de trois ans a ainsi été utilisée à la souscription d'actions.

Les engagements pris au 30 septembre s'élevaient à 410 millions de francs, montant deux fois plus important que celui de l'année dernière à la même époque. En particulier, le fort développement des nouveaux engagements de location simple - 226 millions dont la moitié en bureaux à Paris et en proche banlieue - marque la volonté de la société de poursuivre son développement et de maintenir à terme la progression de ses bons résultats actuels.

Le conseil a pris connaissance des prévisions de résultats de l'exercice 1988 ; il a constaté qu'ils devaient permettre comme à l'habitude une hausse du dividende.

Valeo

1. - Cession de Klaxon Limited à ses principaux dirigeants.
Valeo a cédé les activités de Klaxon Limited à ses principaux dirigeants dans le cadre d'un LBO (Leverage Buy Out).
Klaxon Limited, qui se trouvait dans le périmètre de Neiman, groupe acquis par Valeo en novembre 1987, fabrique et vend des aérosols industriels et de marine. Située à Tysley, près de Birmingham, la société emploie cent six personnes et réalise un chiffre d'affaires (estimé 1988) de 28 millions de francs.
L'accord prévoit que la marque Klaxon reste la propriété de Valeo.

2. - Production de garnitures de frein à sec.
Afin de consolider sa position de leader mondial en garnitures d'embrayages, Valeo vient de créer au Mexique « Valeo Materiales de Friccion de Mexico ».
Filiale à 100 % de Valeo Inc., filiale américaine du groupe, Valeo Materiales de Friccion de Mexico produira des garnitures d'embrayages destinées principalement aux marchés américain et mexicain.

BOUYGUES - AUX TROIS QUARTIERS

Après estimation des experts, la parité proposée par Bouygues est maintenue.
La Société Aux Trois Quartiers rappelle que le président du tribunal de commerce de Paris, par ordonnance en date du 6 juin 1988 :
- a décidé l'ajournement de l'assemblée générale extraordinaire qui devait statuer sur les modalités de la fusion avec la société Bouygues ;
- a nommé deux experts aux fins, notamment, de déterminer la valeur de chaque action de la Société Aux Trois Quartiers.
Le 18 novembre 1988, les experts ont remis leur rapport dans lequel ils arrêtent la valeur théorique de l'action de la Société Aux Trois Quartiers à 19 351,51 F.
Le conseil d'administration de la Société Aux Trois Quartiers, réuni le 21 novembre 1988, sous la présidence de Lionel Verdout, a approuvé :
- la parité d'échange fixée dans le projet de fusion, soit dix-huit actions Bouygues de 100 F nominal (qui devient trente-six actions Bouygues de 50 F nominal) depuis la division par deux du nominal de l'action Bouygues) pour une action Aux Trois Quartiers ;
- la cours de l'action Bouygues, soit 577 F (dernier cours coté) ou 588 F (moyenne des quarante derniers cours telle que retenue pour l'établissement du projet de fusion) ;
- la valeur théorique de l'action Aux Trois Quartiers déterminée par les experts, soit 19 351,51 F.
Le conseil a constaté que la parité qui avait été jugée pertinente et équitable le 27 mai 1988 par le commissaire à la fusion désigné par le président du tribunal de Versailles, valorise l'action Aux Trois Quartiers à 20 772 F (au dernier cours) ou à 21 168 F (à la moyenne des quarante derniers cours), soit 7 % ou 9 % de plus que la valeur déterminée par les experts.
L'information des actionnaires ayant été ainsi complétée, le conseil a décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire pour statuer sur le projet de fusion entre la Société Aux Trois Quartiers et la Société Bouygues.
Cette assemblée se réunira le vendredi 30 décembre 1988 et la société tiendra à la disposition des actionnaires, outre les documents prévus par la loi, le rapport d'expertise sur la valeur de la Société Aux Trois Quartiers.



L'excellence Franco-Américaine

- Programme 3^e cycle créé en 1988 par l'Institut Franco-Américain de Management (I.F.A.M.) en association avec PACE UNIVERSITY (New York).
- 11 mois d'études (7 à Paris, 4 aux U.S.A.) Octobre à Août.
- Deux diplômes : Master of Business Administration (M.B.A.) Certificat I.F.A.M. 3^e cycle
- Admission : Diplômes de l'enseignement supérieur et/ou expérience professionnelle.

Réunions d'information

PARIS	Le 30 NOVEMBRE 88 à 18 H 30 IFAM, 18 bd Garibaldi 75015
BORDEAUX	Le 6 DECEMBRE 88 à 18 H 30 Hôtel Pullman Merisadeck, 5 rue Robert Lataude
TOULOUSE	Le 20 DECEMBRE 88 à 18 H 30 Hôtel Altéa, 7 rue Labada
MARSEILLE	Le 11 JANVIER 89 à 18 H 30 Hôtel Altéa, Rue Neuve Saint-Martin

Renseignements : M.B.A. UNIVERSITY I.F.A.M.
18, rue Capré 75015 Paris (France) tél. : 42 73 26 53

Tous les ouvrages sur
le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée,
les médecines naturelles...
à la **LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES**
6, rue de Savoie, 75008 PARIS - Tél. : 43-26-90-72

PAYEZ MOINS D'IMPÔTS
EN DYNAMISANT VOS PLACEMENTS4 Sicav Actions
des Banques Populaires

au 10.11.1988	Valeur de l'action en F	Progression depuis le 1.1.88 (1)
A.A.A. * ACTIONS AGRO-ALIMENTAIRE	891,38	+ 39,28 %
FRUCTIFRANCE*	784,20	+ 33,08 %
FRUCTIMMO**	27,01	+ 22,66 %
FRUCTI-ÉPARGNE**	27,58	+ 10,23 %

*CEA **PER
(1) COUPON NET RÉINVESTI

A.A.A. : l'agro-alimentaire, pour participer
au développement d'un secteur de pointe.

FRUCTIFRANCE : la priorité à la plus-value
avec les actions françaises.

FRUCTIMMO : la croissance des marchés
financiers allée à la sécurité de l'immobilier.

FRUCTI-ÉPARGNE : pour préparer votre retraite,
une valorisation régulière de vos investissements.



BANQUE POPULAIRE

Août, 1988

Canal + S.A.

et

La Compagnie Générale des Eaux

ont acquis chacune 10% des actions ordinaires de

TVS Entertainment plc

dans le cadre de son acquisition de

MTM Entertainment, Inc.

Salomon Brothers International Limited a été le conseiller
de TVS Entertainment plc dans cette transaction.

Salomon Brothers International Limited

Éco

malmenée au

La gare

chauffeurs de

de m

Les chauffeurs de Paris
ont été menacés par les
policiers de la capitale de
la France. Les chauffeurs
de Paris ont été menacés
par les policiers de la
capitale de la France. Les
chauffeurs de Paris ont
été menacés par les
policiers de la capitale de
la France. Les chauffeurs
de Paris ont été menacés
par les policiers de la
capitale de la France.

Les chauffeurs de Paris
ont été menacés par les
policiers de la capitale de
la France. Les chauffeurs
de Paris ont été menacés
par les policiers de la
capitale de la France. Les
chauffeurs de Paris ont
été menacés par les
policiers de la capitale de
la France.

Les chauffeurs de Paris
ont été menacés par les
policiers de la capitale de
la France. Les chauffeurs
de Paris ont été menacés
par les policiers de la
capitale de la France. Les
chauffeurs de Paris ont
été menacés par les
policiers de la capitale de
la France. Les chauffeurs
de Paris ont été menacés
par les policiers de la
capitale de la France.

Économie

SOCIAL

A Strasbourg

La ligne confédérale malmenée au congrès de la CFDT

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Assistés, voire parfois tumultueux, les quarante et unième congrès de la CFDT, qui s'est ouvert le mardi 22 novembre à Strasbourg, ont en apparence à l'image des congrès précédents. Dès la fin du discours d'ouverture de M. Edmond Maire, écouté sans passion, des regroupements des syndicats opposés ont ouvert le feu des critiques. Il avait suffi que M. Maire, visant les trotskistes déviants des « coordinations », s'en prenne aux « moutons noirs », pour que des bémols se fassent répercuter dans les débats, parmi les mille six cents congressistes.

En toile de fond des débats, tant sur le fonctionnement que sur les orientations de la CFDT, la non-reconduction de M. Pierre Héritier, trésorier sortant, parmi les candidats à la future commission exécutive (le « gouvernement » de la centrale, ramené de onze à huit membres) a servi de fil conducteur. Considéré comme le porte-parole de l'aile gauche, M. Héritier n'est pourtant pas tout à fait un opposant, malgré quelques désaccords sur la mise en œuvre d'orientations de la confédération, qu'il a, pour l'essentiel, soutenues depuis 1982.

Mais son éviction de la future CE a fait de lui, en partie à son corps défendant, le porte-drapeau d'un regroupement hétérogène, où on rencontre à la fois des organisations critiques qui s'étaient retrouvées dans la majorité élargie du congrès de 1985 — Fédération générale des transports et l'équipement — (FGTE) les unions régionales Rhône-Alpes, Pays de la

Loire et des organisations oppositionnelles proches de l'extrême gauche.

Silencieux au congrès, M. Héritier avait estimé lors du conseil national du 21 octobre, avoir été « battu par un vote politique ». Il en avait profité pour exprimer ses désaccords sur trois points. Premier reproche : « La CFDT est trop institutionnelle ; elle est perçue comme une machine à négocier, et, surtout, comme une institution et non pas comme un outil des salariés pour conduire les actions ». Deuxième reproche : « Le fédéralisme se meurt, le centralisme pèse (...). Il faut retrouver une place aux organisations intermédiaires, aux fédérations, aux unions régionales ». Ce qui passe par une commission exécutive (CE) « pluraliste, démocratique, équilibrée ». Troisième reproche : le pragmatisme risque de conduire à une « banalisation » du projet de la CFDT.

La grève comme moyen d'action...

Autant de critiques qui ont été reprises par plusieurs organisations, notamment le Syndicat général des transports de Côte-d'Or, dont un amendement visait à modifier les statuts afin de réintroduire la candidature de M. Héritier à la future CE. Bataille de procédure sans plus de résultats pour le moment.

Pour nourrir leurs critiques, les délégués oppositionnels, en grande majorité du secteur public, qui se sont exprimés le 22 novembre, se sont appuyés sur les conflits sociaux de ces dernières semaines et sur les déclarations de M. Maire depuis 1985. « Nous croyons encore, a affirmé un militant des services postaux de Paris

(où l'extrême gauche est très influente) que la grève est un moyen d'action, que la grève est un moyen d'action, que la grève est un moyen d'action... » Le 28 octobre 1985, M. Maire avait affirmé que « la vieille mythologie selon laquelle l'action syndicale est la grève, cette mythologie a vécu ». L'attitude de M. Maire lors du mouvement étudiant en 1986, a été également critiquée.

La direction confédérale s'est vue accuser d'avoir une orientation de type « profil bas » ou « mou », de prôner le « centralisme démocratique » et un syndicalisme « de régulation sociale », de « confondre adaptation et accommodation », et, surtout, d'être complètement décalée par rapport à sa base. « Nous nous coupons du mouvement social », a souligné M. Pernot (finances), en reprochant à la confédération de juger « le capitalisme pas si terrible que ça à vivre entre gens de bonne compagnie ».

L'orientation confédérale n'a été soutenue à la tribune que par une minorité d'intervenants. Cependant, aussi tumultueux soient-ils, tous ces débats ne devraient pas empêcher la direction de la CFDT d'obtenir une large majorité sur ses orientations. Mais la grève sur la composition de la future CE pourrait laisser des traces. Lors de l'élection du nouveau bureau national (de trente-cinq membres), le 24 novembre, un des huit candidats à la future CE, M. Noël Mandray, secrétaire général adjoint, pourrait être battu, ce qui ramènerait sans doute le « gouvernement » de la CFDT à sept membres. Le 22 novembre à Strasbourg, les intervenants ont, en tout cas, totalement ignoré le très prochain changement de secrétaire général à la tête de la confédération.

MICHEL NOBLECOURT.

ÉNERGIE

L'OPEP pourrait trouver un compromis sur le plafond de sa production

VIENNE
de notre envoyé spécial

Les trois ministres de l'OPEP, réunis à Vienne pour tenter de redresser les cours du pétrole, paraissent toujours incapables, mercredi 23 novembre, après six jours de négociations, de réconcilier les positions de l'Irak et de l'Iran, afin de conclure un nouvel accord à treize susceptible de soulager le marché pétrolier. Bien que le consensus se soit fait, selon une source irakienne, sur le plafond global de production (18,5 millions de barils par jour) que le cartel devait adopter pour les six prochains mois, ainsi que sur la fourchette de prix qu'il permettrait d'atteindre (de 15 à 18 dollars par baril), aucun accord ne paraît encore en vue en ce qui concerne la répartition de cette production par pays.

Le ministre irakien du pétrole, interrogé mardi soir sur une proposition de compromis permettant à l'Irak de conserver sa part du total, mais donnant à l'Irak une part égale, a réaffirmé qu'il ne ferait jamais de concession sur la part de quota demandée par l'Irak.

La plupart des observateurs s'attendent que les trois ministres se résignent à suspendre leurs discussions sur ce semi-échec, en essayant de limiter les dégâts, c'est-à-dire en cherchant un arrangement sans l'Irak et l'Iran qui permettrait néanmoins de contenir la production du cartel, laquelle a atteint en octobre son plus haut niveau depuis cinq ans (22,5 millions de barils/jour).

V. M.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GÉVELOT

Les actionnaires de la Société Gévelot, réunis en assemblée générale extraordinaire le 18 novembre 1988, ont notamment approuvé l'apport à titre de fusion fait par les sociétés Immobilière Ampère, Immobilière Paris-Venise, Métallurgie et Mécanique de Précision et Immobilière et Financière de l'Andelle ainsi que l'augmentation de capital proposée par incorporation de réserves et distribution d'une action nouvelle pour une action ancienne avec jouissance 1^{er} janvier 1989.

En termes de ces opérations, le capital de la Société Gévelot se trouve porté de 24 000 000 francs à 49 174 000 francs.

VENDEDI 2 DÉCEMBRE
(De 12 h à 19 h)
SAMEDI 3 et DIMANCHE 4
(De 10 h à 19 h)
Exposition internationale

MINÉRAUX
HOTEL PULLMAN St-JACQUES
17, bd Saint-Jacques
Paris-14^e - M^o Saint-Jacques

La fédération autonome favorable à la révision des modalités de grève dans le service public

Il est « indispensable et urgent de revoir les modalités d'exercice du droit de grève afin d'essayer de l'accorder à un autre droit fondamental : la continuité du service public (...). Il faudrait que la grève vise à pénaliser non pas l'employeur, mais l'Etat ou les collectivités locales », déclare dans une interview à l'hebdomadaire chrétien la Vie, du mercredi 23 novembre, M. Jean-Pierre Gualazzi, secrétaire général de la Fédération générale autonome des fonctionnaires, plus connue sous son sigle FGA, qui annonce cent mille adhérents, notamment dans la police, aux finances, aux PTT.

M. Gualazzi propose une procédure en trois étapes : d'abord un préavis suivi obligatoirement d'une négociation ou d'une médiation ; en cas d'échec de celle-ci, la possibilité d'une grève, mais limitée à vingt-quatre heures, et suivie d'un arbitrage obligatoire ; enfin, si celui-ci n'aboutit pas, la durée de la grève n'est plus limitée, mais celle-ci serait alors « assortie d'un service minimal au profit exclusif des usagers », selon des modalités propres à chaque administration. Par exemple, les fonctionnaires des finances paieraient les prestations mais n'encaisseraient pas les recettes fiscales. Des formules originales sont à trouver dans l'esprit des péages autoroutiers avec passage gratuit pour les usagers.

Echauffourées au cours d'une manifestation de mineurs à Paris

Mille cinq cents mineurs lorrains étaient venus mardi 22 novembre manifester à Paris à l'appel de la CGT, de la CFDT, de FO et du syndicat autonome pour « la défense du bassin houiller » — c'est-à-dire pour protester contre les réductions d'effectifs — et pour réclamer une augmentation de 450 francs et dix points « hiérarchisés » (soit 250 à 300 F par mois). Des échauffourées se sont produites dans l'après-midi, entre les forces de l'ordre et quelques quatre cents mineurs qui attendaient près de l'hôtel Matignon la sortie d'une délégation reçue au cabinet du premier ministre.

Dépassé par le résultat de l'entrevue, des mineurs ont lancé sur les forces de l'ordre des pavés et des parpaings d'un chantier voisin et briés quelques vitrines. Selon la presse-brûlée de voitures. Selon la préfecture de police, vingt-trois membres des forces de l'ordre ont été légèrement blessés. Cela n'a pas empêché un peu plus tard un groupe de mineurs de s'entretenir fort civilement avec le président de la République, rencontré par hasard près de la librairie Gallimard.

Les Houillères de Lorraine, dernier bassin important des charbonnages, comptent 17 500 sala-

riés, 7 500 de moins qu'en 1982, et en perdront encore 5 000 dans les cinq ans. L'accord salarial pour 1988, signé par la CFTC, prévoit une hausse de 2,2 % sur l'année — dont 0,1 % au 1^{er} novembre, ainsi que l'attribution de deux points « hiérarchisés » à compter du 1^{er} juillet.

● Pas de chiffres du chômage en octobre... pour cause de grève. — Par un communiqué, le ministère du travail a fait savoir qu'il renonçait à la publication, le 25 novembre, de statistiques officielles du chômage à la fin du mois d'octobre. Les prochains chiffres, qui seront donc rendus publics le 26 décembre, porteront sur la situation en novembre et, le cas échéant, sur celle d'octobre.

● Déficit français au deuxième trimestre. — Le balance des paiements courants de la France au deuxième trimestre a été déficitaire de 3,5 milliards de francs (après correction des variations saisonnières). Elle avait été excédentaire de 7,5 milliards de francs au premier trimestre.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU VAL D'OISE

DIRECTION DE L'URBANISME, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU LOGEMENT
AFFAIRES FONCIÈRES ET URBANISME

Par arrêté du 17 novembre 1988, le préfet du Val-d'Oise a prescrit une enquête :

- préalable à l'attribution du permis de construire à la voie nouvelle « Sarcelles-Gonesse » comprise entre la RN 1 et la RN 370 ;
- préalable à la déclaration d'utilité publique des acquisitions et travaux nécessaires à la réalisation de cette voie sur les communes de Gonesse, Bonneuil-en-France, Armonville-la-Gonette, Garges-la-Gonette, Sarcelles et Groussy ;
- sur la mise en compatibilité du POS des communes de Gonesse, Bonneuil-en-France, Armonville-la-Gonette, Garges-la-Gonette et Sarcelles rendus nécessaires par le projet.

Ces enquêtes valent également enquête publique au titre de l'article premier de la loi du 12 juillet 1983 relative à la décentralisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

Ces enquêtes se déroulent du 12 décembre au 21 janvier 1989.

Le siège de l'enquête est fixé à la sous-préfecture de Montmorency.

Les dossiers et registres principaux d'utilité publique d'attribution du permis de construire et de mise en compatibilité des POS pour les communes concernées ont été déposés en sous-préfecture de Montmorency et mis à la disposition du public aux heures habituelles d'ouverture afin que toute personne puisse en prendre connaissance et y consigner ses observations éventuelles.

Les dossiers et registres subsidiaires d'utilité publique d'attribution du permis de construire et de mise en compatibilité des POS, pour les communes concernées ont été déposés dans les mairies et mis à la disposition du public aux heures habituelles d'ouverture.

Les observations des personnes intéressées pourront également être transmises par écrit au commissaire-enquêteur.

M. Monneret André, 44, avenue Thiers, 93340 Le Raincy exerce la mission de commissaire-enquêteur.

Il se tiendra en sous-préfecture de Montmorency afin d'y recevoir les déclarations des personnes intéressées, le mercredi 21 décembre 1988 de 14 heures à 17 heures, le mercredi 11 janvier 1989 de 14 heures à 17 heures, le samedi 21 janvier 1989 de 9 heures à 12 heures.

Les conclusions émises par le commissaire-enquêteur seront déposées dans les mairies des différentes communes concernées, en sous-préfecture de Montmorency, en préfecture afin d'y être tenues à la disposition du public et communiquées à toute personne qui en fera la demande au préfet.

Sécurité routière

Les publicités sur les automobiles ne vanteront plus la vitesse

Les publicités sur les automobiles vont devenir sages. Les présidents de Citroën, Peugeot, Renault et ceux des constructeurs étrangers présents en France ainsi que le président du Bureau de vérification de la publicité ont entendu les remontrances du gouvernement et ont adopté le 22 novembre un code de déontologie concernant la publicité automobile.

M. Michel Delebarre, ministre des transports et M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat à la sécurité routière, avaient manifesté leur mécontentement de voir, notamment au Mondial de l'auto, les publicités automobiles vanter des vitesses de pointe interdites sur le réseau routier et autoroutier français. Seuls les messages de Volvo avaient trouvé grâce à leurs yeux en raison de leur appel à une conduite plus sûre et plus confortable.

Tous les constructeurs sont donc tombés d'accord pour revoir leurs messages visuels ou sonores de façon à :

— ne pas argumenter sur la vitesse, non plus qu'à exposer l'attrait que celle-ci pourrait représenter, tant dans l'expres-

sion visuelle, sonore, qu'écrite de leurs messages ;

— ne pas évoquer la réserve de puissance des moteurs ou les possibilités de freinage à des fins d'encouragement à la vitesse, mais à les présenter comme des éléments de sécurité dont les effets sont variables en fonction de la qualité et de l'état des routes, des conditions atmosphériques et des réflexes du conducteur, cela afin de contribuer à développer, chez les usagers, le sens de leur responsabilité ;

— ne pas donner à penser, dans leurs messages, que les qualités de leurs véhicules en matière de sécurité active et passive permettent de transgresser les règles élémentaires de prudence qui s'imposent à tout conducteur ;

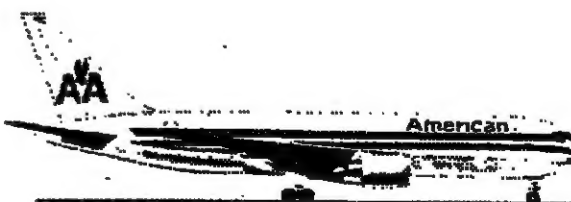
— ne pas mettre en scène, dans des conditions normales d'usage, des véhicules en contre-venant avec les règles du code de la route et les impératifs de sécurité ;

— ne susciter chez les conducteurs aucun comportement agressif, violent ou portant atteinte aux autres usagers de la route.

AMERICAN
AIRLINES
VOYAGEZ
EN
CLASSE AFFAIRES
VERS
LES USA.

VOUS VOYAGEREZ
EN
PREMIÈRE CLASSE*
SUR VOS
CORRESPONDANCES
AUX USA.

* quand la classe Affaires n'est pas proposée sur l'appareil



American Airlines

4 vols quotidiens sans escale au départ de Paris-Orly. Correspondances vers 200 destinations en Amérique du Nord (dont certaines en liaison avec notre partenaire American Eagle). Pour vos réservations, appelez votre agent de voyages ou contactez-nous au (1) 42.89.05.22.

BOURSE DU 23 NOVEMBRE

Comptant (sélection)	SICAV (sélection)	22/11
----------------------	-------------------	-------

<p>Cote des changes</p> <p>Banque Hydro-Energie 280 Cotequin 176 Cotequin (N.A.) 178</p>	<p>Marché libre de l'or</p> <p>..... 176</p>	<p>Energie</p> <p>Energie Vélar 426 07 416 25 Electricité 1316 12 1313 49 Electricité 1171 38 1170 20</p>	<p>Monnaie</p> <p>Monnaie 136 40 72 132 75 22 CNA Association 126 71 124 47 CNA Association 1076 20 1070 28</p>	<p>Univers</p> <p>Univers 1620 50 1573 02 Univers 1620 50 1573 02 Univers 1620 50 1573 02</p>
---	---	--	--	--

[illegible]

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

